

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE — N° 12308 — 4 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

MERCREDI 22 AOUT 1984

Bégalements Nord-Sud

Le dialogue entre les pays du Nord et ceux du Sud ressemble plus à la juxtaposition de plusieurs monologues qu'à un réel échange sur l'avenir économique du monde. Il en est ainsi dans les instances internationales, où le formalisme des discours détonne étrangement avec la réalité des faits. Il en fut ainsi lors de la quatrième conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), qui vient de se réunir à Vienne.

Aucun consensus ne s'est dégagé sur la déclaration générale qui a mis fin aux travaux de cette assemblée. Les États-Unis, influencés par la campagne présidentielle, ont même adopté une position dure en votant contre le texte final. Aucun accord n'a été obtenu sur les principales résolutions, qui concernent la restructuration industrielle et le financement des projets.

Avec retenu, le directeur exécutif de l'ONUDI, M. Abdel Rahman Khane, a pu parler d'un « petit échec ». Cette appréciation trahit une certaine déception, mais elle ne reflète pas la réalité. M. André Bellon, vice-président socialiste de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, qui — en l'absence de tout ministre — a évoqué, lui, un « demi-succès ».

Neuf résolutions sur onze ont pu être adoptées, et la déclaration générale a été votée à la majorité, ce qui fait surtout contraste avec l'échec total de la conférence de New-Delhi, en 1980. Reste que la crise économique a marqué les débats d'une assemblée qui d'ailleurs n'a pas rencontré le même écho que celle de Mexico sur la population, comme si les grandes craintes démographiques dominaient les imaginations.

Dans le domaine économique, les rapports de forces continuent à l'évidence d'imposer leur loi. Le refus de Washington fait suite à la décision américaine de réduire les importations d'articles textiles en provenance du tiers-monde. Il est vrai, toutefois, que les pays en développement sont devenus les premiers fournisseurs des États-Unis en produits industriels, devant le Japon et l'Europe, et que ces dernières puissances ne sont pas en reste de protectionnisme.

Le développement industriel du tiers-monde — ou du moins de certains pays — s'il ne correspond pas aux objectifs définis à Lima lors de la deuxième conférence de l'ONUDI, s'inscrit dans les chiffres. Les produits manufacturés représentent ainsi plus de la moitié de ses exportations hors pétrole, suscitant notamment les craintes des vieux pays industrialisés. Reste à voir si cette croissance industrielle est conforme aux véritables besoins : trop de projets ont reflété le souci de prestige ou de puissance des dirigeants pour que la question ne soit posée, même si la réponse n'appartient pas obligatoirement aux experts de l'Occident.

Face à ce grave problème de l'industrialisation, avec ses multiples facettes et sa contrepartie, le développement de l'agriculture, la conférence de Vienne n'a pas donné lieu à une violente confrontation. Les pays du tiers-monde ont d'ailleurs semblé divisés dans leurs préoccupations et leur recherche de solutions, tout en étant globalement à court de modèle. L'investissement public n'apparaît plus comme la panacée. Cette conférence n'a pas non plus provoqué de concertation.

Elle représente en tout cas un gros lever de rideau aux assemblées générales du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale qui doivent se réunir en septembre à Washington.

La politique selon M. Barre

- Les Français sont fatigués des discours partisans qui alimentent leur scepticisme
- L'extension du référendum est une idée juste qui risque d'être compromise

Dans le cadre de notre enquête sur le rejet de la politique, M. Raymond Barre, au cours du long entretien qu'il nous a accordé, précise ses conceptions sur le débat public et apporte ses réponses aux questions d'actualité.

Assistons-nous aujourd'hui plus qu'hier à un phénomène de rejet de la politique ?

— Je ne parlais pas de « rejet ». Je crois plutôt que les Français sont aujourd'hui fatigués d'une certaine forme de politique que j'appellerais la politique partisane systématique. Cela ne veut pas dire que les Français, qui se partagent toujours entre des courants idéologiques profonds, ne restent pas attachés à leurs familles politiques, ni qu'ils se désintéressent des questions politiques. Mais la forme que prend le débat politique — il se déroule de plus en plus entre des partis et au sein d'états-majors — entraîne un phénomène de lassitude ; lassitude à laquelle contribuent les moyens d'information avec ce côté « grossier » qu'ils donnent à ce débat. Trop simplifié, parfois simpliste, souvent machiniste, il fait par conséquent une certaine saturation.

— J'observe aussi un plus grand scepticisme à l'égard du discours politique. Bien sûr, ce scepticisme a toujours existé chez les Français, qui ont tendance à considérer que la politique est un monde à part, avec ses propres règles du jeu. Il se manifeste cependant davantage lorsque les événements ne permettent pas à des équipes politiques, quel que soit leur orientation, de mener une action dont les bénéfices soient immédiatement perceptibles. L'impatience des citoyens — agitée par une information prompte à forcer le trait — est devenue un facteur politique important.

— Ce qui a été le cas ces dernières années...

— Certainement. À partir de 1973, la difficulté des temps, la crise, ont provoqué une première vague de scepticisme. Le changement de majorité en 1981 a suscité des espoirs dans une partie de l'opinion, mais les échecs du gouvernement

puis des retournements de politique spectaculaires ont provoqué une aggravation du scepticisme. De plus, l'enseignement des faits suscite chez les citoyens un processus d'apprentissage qui développe le sens critique à l'égard du discours politique. En temps de prospérité, celui-ci peut dire ce qu'il veut. Les paroles s'envolent, et même les écrits sont vite oubliés. Comme tout va bien, l'opinion ne se rend pas compte du plus ou

situation a été voilée par le discours de la majorité comme de l'opposition ; ce discours qui voulait, paraît-il, garder l'espoir aux Français ! Ils y ont d'abord cru, tant ils souhaitent revenir à la prospérité du passé. C'était le temps où il fallait dire : « Dans six mois, on va s'en sortir... de sera la fin du tunnel... ». Si, on ne vous croyait pas. C'est cet état d'esprit qu'à partir de 1976 je me suis efforcé de changer. Peu à peu,

gie s'est, de toute part, déversée à plein bord.

— Qu'avez-vous pensé de la candidature de Coluche ?

— Le phénomène Coluche a disparu aussi vite qu'il était apparu. Mais à l'époque tous les débordements auxquels a donné lieu la campagne — et dont j'ai été très attristé — se préparaient à ce genre de candidature. Elle a marqué l'apogée de la dérision.

— Après 1981, le scepticisme, selon vous, s'est renforcé ?

— Dans les derniers mois de 1982, les Français se sont trouvés en face d'une situation dévoilée. Les faits avaient été plus puissants que les discours.

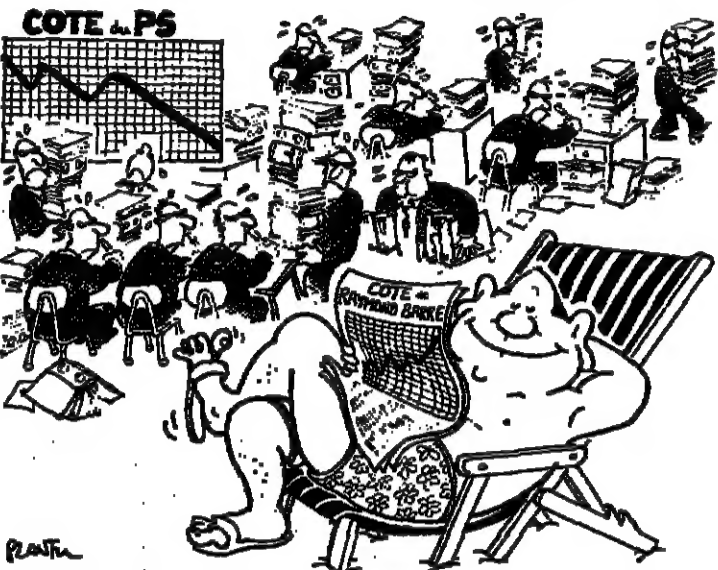
— L'évolution de l'opinion a été brutale parce que les Français ont pu, la gauche ayant accédé au pouvoir, comprendre combien les discours qu'ils avaient longtemps entendu étaient dépourvus de réalisme. Ils ont pu mesurer l'illusion des promesses qui leur avaient été faites et auxquelles ils avaient cru de bonne foi, faute de posséder les connaissances techniques de base et, aussi, d'être correctement informés.

— Après mai 81, les Français se sont montrés disponibles, puis ils se sont mis à s'interroger. Avec le virage à 180 degrés de la politique gouvernementale en avril 1983, ils ont subi un choc, qui a nourri leurs inquiétudes et renforcé leur scepticisme. Chez beaucoup, il a même entraîné un rejet de la politique et un repli sur la vie personnelle et quotidienne. Ce mouvement de repli n'a rien d'exceptionnel. Albert Hirschman, dans son ouvrage *Bonheur, privé, action publique* (1), se livre à une analyse fort intéressante de ces « oscillations » régulières de nos sociétés entre ce qu'il appelle « des phases d'intense préoccupation envers les affaires publiques » et d'autres « presque exclusivement attachées au progrès individuel, aux objectifs relevant du bien-être privé ».

Propos recueillis par CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

(Lire la suite page 2.)

(1) Fayard, « L'espace du politique », 79 F.



moins grand degré de réalisme du discours. Quand la situation devient plus difficile, l'irréalisme finit par apparaître des lors que les faits deviennent plus puissants que les discours et le contredissent manifestement.

— En 1973, les faits n'étaient pas encore plus puissants que les discours. À quel moment la sont-ils devenus ?

— Les Français ont d'abord cherché un dérivatif à leur surprise de voir la prospérité mise en cause ; ils ont voulu fuir les réalités, et la classe politique a cru qu'elle pouvait encaisser cette fuite, bercer les Français d'illusions. Je pense aux années 1973-1981. Bien peu de gens voulaient regarder la réalité en face. La

les Français ont commencé à comprendre que la crise était profonde et durable.

— Je me souviens de la campagne des élections législatives de 1978. J'ai rencontré de nombreux auditeurs qui me donnaient l'impression de « ruminer ». En dépit de leur attention et de leur intérêt, je me demandais s'ils avaient pleinement conscience de l'enjeu pour le pays et s'ils s'y intéressaient. Et puis, un beau jour, s'est produit le sursaut. Les Français ont compris l'importance du « bon choix » — la poursuite du redressement et le choix de société — et ils ont donné une nette majorité au président de la République d'alors. Ensuite, la fureur politique a balayé tout cela. Pendant la campagne présidentielle, la démagogie

Canal Plus : cinéma d'abord

C'est le 3 septembre prochain que sera lancé la commercialisation de Canal-Plus. Pour obtenir deux cent mille abonnements avant le 4 novembre, date du début des émissions, M. Philippe Ramond, directeur de la chaîne payante, ne ménagera pas ses efforts : publicité, mailings, annonces de presse avec coupons-réponses, stands dans les centres commerciaux et quatre-vingt-dix téléphonistes pour répondre directement aux demandes.

Un réseau de quatre mille revendeurs spécialisés dans l'audiovisuel et agréés par Canal-Plus seront également habilités à vendre des abonnements et à installer les décodeurs. Il en coûtera à l'utilisateur, rappelons-le, 120 F par mois pour un abonnement de six mois ou d'un an, le décodeur étant posé gratuitement contre une caution de 420 F.

Mais pour convaincre ses abonnés, Canal-Plus devra aussi lever le voile sur ses programmes. On connaît déjà les titres des vingt-cinq premiers films programmés par ce nouveau canal qui se veut avant tout la « chaîne du cinéma ».

En tête d'affiche, un Belmondo (*Les As des as*) et un Delon (*Pour la peau d'un flic*), bien sûr, mais aussi (*La Ballade de Narayana*, *Pain de sucre* du Festival de Cannes 1983, et le *Danton* de Wajda avec Gérard Depardieu).

Pour le reste, une grande place est faite, comme promis, au cinéma français récent avec *Le mariage de Figaro* de Robin Davis, *Clémentine* de Caroline Roboh, *Que les gros salaires lèvent le doigt*, de Denis Granier-Deferre, *Hécate*, de Daniel Schmid, *Un jeu brutal*, de Jean-Claude Brisseau, *Rien ne va plus*, de Jean-Michel Ribes et *Fautisme* à la plage, d'Eric Rohmer.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(Lire la suite page 13.)

Nationalisme basque et socialisme espagnol

Le gouvernement de Madrid réussira-t-il à venir à bout de l'ETA et du terrorisme ?

Les socialistes espagnols sont-ils sur le point, comme ils l'affirment, de démanteler l'imbroglio basque, en maîtrisant sa composante la plus douloureuse : la violence ? Ou assiste-t-on, au contraire, à une nouvelle spirale d'effervescence et d'affrontements dans la région qui rendrait illusoire tout processus de pacification ?

Madrid. — Une fois de plus, au Pays basque toute affirmation péremptoire est hasardeuse. Il est vrai que jamais dans le passé l'ETA n'avait semblé si proche d'une défaite militaire, fût-elle provisoire. Mais il est vrai aussi que jamais depuis le rétablissement de la démocratie les relations entre le gouvernement de Madrid et l'administration régionale basque n'avaient été aussi tendues.

Ces deux constatations parallèles rappellent une évidence souvent oubliée à Madrid : le problème basque ne se résume pas à la violence et au terrorisme. Pour élémentaire qu'elle puisse paraître, cette vérité est aujourd'hui soulignée avec une insistance particulière par les nationalistes à Bilbao, alors même que le gouvernement du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) semble réussir à accluser l'ETA.

Les socialistes y voient la preuve d'une ambiguïté des modérés du PNV (Parti nationaliste basque), majoritaire dans la région : selon eux, cette formation craint une disparition de l'ETA, réduisant son pouvoir de persuasion face à Madrid. Mais, si ambiguïté il y a, n'est-elle pas finalement le fait de la

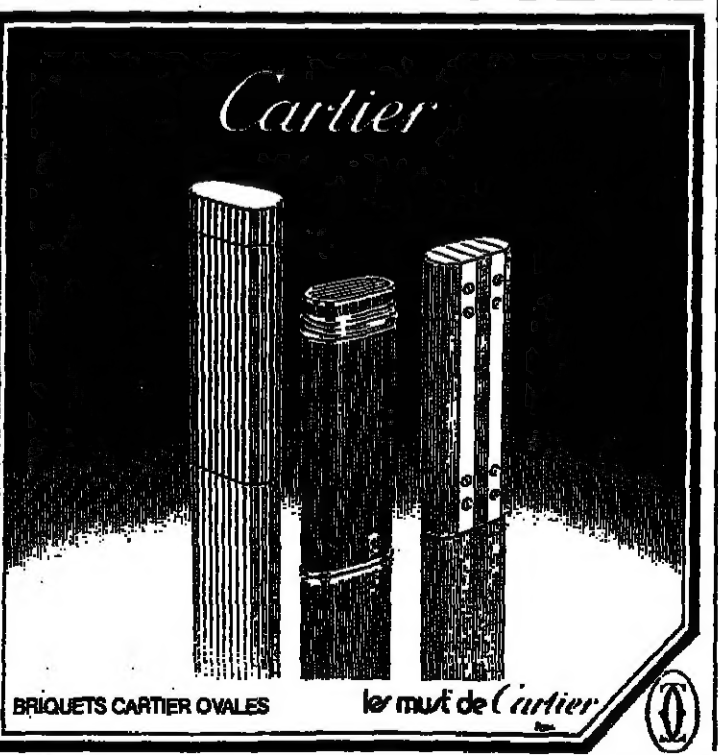
De notre envoyé spécial THIERRY MALINIAC

population basque elle-même, qui, lors des dernières élections régionales, a accordé 64 % de ses voix (près de trois fois plus que celles obtenues par les socialistes) aux formations nationalistes, aujourd'hui

unanimes à condamner la stratégie du PSOE ?

Cette stratégie, en tout cas, semble clairement définie : « Jamais le gouvernement ne s'est engagé à en finir une fois pour toutes avec le terrorisme ».

(Lire la suite page 3.)



Les « réformes » de l'apartheid

De notre correspondant

Johannesburg. — Pour la première fois dans la vie politique de l'Afrique du Sud, les noirs et les indiens vont élire, respectivement les 22 et 28 août, des représentants au Parlement jusqu'ici composé exclusivement de blancs. Cela aux termes d'une réforme constitutionnelle adoptée le 2 novembre 1983 par un peu plus de 2 millions d'électeurs blancs (66 % des inscrits) et qui prévoit d'associer partiellement au pouvoir, dans deux Chambres séparées, ces deux communautés, soit 2 800 000 noirs et 880 000 indiens. La majorité du pays, quelque 25 millions de noirs (plus de 73 % de la population), reste totalement exclue des institutions politiques nationales (1).

C'est une première qui consacre donc l'éviction des noirs et provoque, de ce fait, une sévère lutte politique entre partisans du boycottage et adeptes de la participation. L'enjeu du scrutin réside, en conséquence, dans le pourcentage d'abstentions. Un fort taux hypothéquerait sérieusement la représentativité de ces nouveaux venus sur la scène politique. Elections de l'apartheid ou levier qui permettra d'y mettre un terme ? Telle est la principale donnée de cet événement.

Les partisans de l'abstention accusent leurs adversaires d'être des « collaborateurs », des « vendus », de « nouveaux laquais du pouvoir blanc ». Ceux-ci répliquent qu'ils disposeront ainsi d'une arme pour combattre un système qu'ils rejettent également. Un leurre, affirment les uns, car les deux nouvelles Chambres n'auront pas de pouvoir

effectif, et leurs députés deviendront, de cette façon, « les auxiliaires de l'apartheid ». Une occasion, répondent les autres, de nous faire entendre et d'infléchir de l'intérieur le régime ségrégationniste. L'avenir dira qui avait raison et si les 85 membres de la Chambre des représentants (noirs) et les 45 membres de celle des délégués (indiens) pourront faire aboutir leur volonté de réforme (2).

Chacune des Chambres ne pourra légiférer que sur les affaires concernant sa propre communauté. Le président de la République — très vraisemblablement l'actuel premier ministre, M. Pieter Botha — cumulant, selon la nouvelle Constitution, les fonctions de chef du gouvernement et de chef de l'Etat, décidera quelles affaires sont d'ordre général ou d'ordre communautaire. En cas de désaccord entre les Chambres sur les affaires dites d'intérêt général, le conseil du président tranchera.

MICHEL BOLE-RICHARD.

(Lire la suite page 5.)

(1) Il y a actuellement en Afrique du Sud, 18 238 000 noirs, auxquels il faut ajouter la population des quatre homelands démantelés indépendants par Pretoria mais non reconnus par la communauté internationale (Transkei, Ciskei, Bophuthatswana et Venda), soit 4 987 000 noirs. Un total donc de 23 225 000 noirs sur les 31 736 000 habitants de ce pays, soit 73,18 %.

(2) 120 sont élus. Deux, dans chacune des Assemblées, sont nommés par le chef de l'Etat et trois autres désignés par les nouveaux parlementaires.

Le Monde

idées

LE REJET DE LA POLITIQUE

(Suite de la première page.)

En tenant compte de ces différences analyses, comment expliquez-vous le succès de la manifestation du 24 juin ?

Il faudrait introduire ici une distinction. Quand nous parlons de politique, nous parlons de grands sujets de politique nationale ou internationale. Auparavant, ils se distinguaient sensiblement des préoccupations de la vie quotidienne. Or, depuis quelques années, nous assistons, me semble-t-il, à une concentration de l'intérêt sur certains sujets de politique nationale ou internationale dans la mesure où ils ont un retentissement direct sur la vie personnelle des citoyens. De ce point de vue, l'affaire de l'enseignement est très significative. Les Français se sont mobilisés massivement parce qu'il s'agissait à leurs yeux de défendre un grand principe influant directement sur leur vie familiale et concernant la formation de leurs enfants. De la même façon, l'installation des Pershing a suscité un grand débat dans la population allemande parce que, pour une partie d'entre elle, l'objectif du bonhomme privé dans la paix s'opposait à des considérations de politique internationale et de défense. Un lien particulier est peut-être en train de s'établir dans l'esprit des Français entre certains grands sujets politiques et leur vie quotidienne. Quand ce lien apparaît plus clairement à leurs yeux, les Français se désintéressent du débat. Ce fut le cas en ce qui concerne la dénationalisation. L'opposition ne semble pas être parvenue à mobiliser l'opinion sur ce thème, pourtant important pour l'avenir, faute peut-être d'avoir pu le relier aux réalités vécues par les Français. Mais ceux-ci ont « accroché » bien mieux l'opposition à la liberté d'entreprendre. N'assistent-ils pas en fait à un recul de l'idéologie au profit de l'efficacité et du pragmatisme ? Cela me paraît sensible dans la gauche.

Un décalage

La plus grande difficulté pour la classe politique ne tient-elle pas à l'adaptation de son discours aux réalités quotidiennes ?

L'adaptation du discours politique est à la fois nécessaire et difficile. Nous assistons actuellement en France à une évolution profonde des mentalités, des conceptions, des comportements. Le responsable politique doit à la fois saisir cette évolution, l'accompagner, tenter de traduire les nouvelles aspirations de l'opinion pour ne pas la décevoir, mais il doit également lui tracer une voie, l'orienter et maintenir les valeurs de civilisation qui donnent au pays un idéal et auxquelles les Français restent plus attachés qu'il n'y paraît. Les mutations techniques, économiques et sociales qui se sont produites dans notre pays, en Europe et dans le monde ont été rapides et n'ont pas toujours été accompagnées de évolutions satisfaisantes des mentalités et des comportements. D'où ce décalage dans l'opinion entre la vision des phénomènes et le jugement porté sur eux, d'une part, et la réalité elle-même, d'autre part. Ce décalage est en train de se réduire, et le discours politique doit aider à cette nécessaire évolution.

Je ressens fortement cette nécessité d'une adaptation du discours politique. Je crois l'avoir entreprise à Matignon, au grand dam de la classe politique. J'y suis aujourd'hui encouragé par les réactions positives des auditeurs auxquels je m'adresse, notamment des jeunes qui, comme les Démocrates, ont à la fois une exigence intellectuelle et morale et un désir d'action.

De plus en plus nombreux sont ceux qui comprennent que l'homme politique doit à la fois énoncer les valeurs auxquelles il se réfère, se montrer responsable en choisissant de défendre l'intérêt général, même au détriment des intérêts de classes sociales qui l'ont porté au pouvoir ou peuvent l'y porter, et s'efforcer de rester proche des réalités vécues par les Français. Il doit jouer sur tous ces claviers. Si le discours politique paraît incertain aujourd'hui et se trouve coincé entre les habitudes du passé et les exigences du présent et de l'avenir, c'est qu'il n'a pas trouvé ce que l'on pourrait appeler son « polygone de sustentation ». Mais arrivera-t-il à le trouver ? Le propre du discours politique n'est-il pas, trop souvent, de dire des choses sans exclure le contraire ? C'est pourtant par son honnêteté, sa clarté et sa constance que, dans les temps de difficultés, d'incertitudes et de doute où nous vivons, le discours politique redeviendra crédible. La confiance retrouvée dépendra de la confiance de l'opinion, indispensable à toute action politique. C'est pourquoi nous devons sans cesse nous interroger sur le contenu de notre message, sur notre discours et sur notre comportement par rapport au discours.

Bon nombre de mes jeunes collègues à l'Assemblée nationale comme de responsables politiques partagent avec moi ce souci. Mais nous en sommes encore au stade de la recherche ; nous ne pouvons pas encore prendre nos intuitions pour des certitudes. Ce qui compte, c'est de refuser l'équivoque ; c'est, comme l'a écrit Jean-Marie Domenech, « d'agir comme on parle et de parler comme on agit, c'est d'opposer une mensonge à la franchise et la cohérence de notre conviction ».

La prestation d'Yves Montand à la télévision et le succès qu'elle a obtenu a joué le rôle de révélateur.

J'ai trouvé le phénomène Montand en lui-même extrêmement significatif, mais l'exploitation qui en a été faite par un certain nombre de personnes qui n'étaient pas du tout inspirées par les mêmes préoccupations a été exagérée. Ce phénomène ne peut pas être dissocié du problème des médias. Nous avons vu quelqu'un qui possède un grand talent parler à la télévision en employant un langage simple et direct. Il a fait un tabac ! Mais, comme Yves Montand n'appartient pas au monde politique, on ne lui a pas appliqué les règles du jeu très particulières au milieu politique et journalistique, au microcosme qui ne permet pas à l'homme politique, même s'il le désire, de sortir d'un certain nombre de conventions et de rites qui privent souvent le discours de toute spontanéité. Les médias de plus en plus décomplexés les publics, organisent des mises en scène, veulent de la politique spectaculaire. Pour l'homme politique, la tentation « sinon la contrainte » est forte d'adopter une composition et son propos à chaque support, à chaque spectacle, à tel point qu'ils en deviennent plaisants et scélérats !

Ceci pour les hommes, cela pour les femmes, ceci pour les personnes âgées, et cela pour les jeunes ! Avec cette simplification et ce souci des catégories, il n'y a plus place pour l'authenticité. On sent que tout est construit, façonné, apprêté. Le phénomène Montand, lui, a été un phénomène d'authenticité.

Tout dialogue constructif est impossible

Les médias peuvent-ils être tenus pour seuls responsables de cette absence d'authenticité ?

Non, bien sûr. La classe politique y a sa part, parce qu'elle s'est professionnalisée à l'excès, vit le plus souvent en vase clos et rejette au cercle des privilégiés qu'elle entend constituer — comme ce fut le cas lors des élections européennes — les hommes et les femmes engagés dans la vie économique et sociale et qui veulent participer à l'action politique et lui apporter une expérience propre. De plus, au moment où les problèmes du monde contemporain atteignent une grande complexité et où le rôle pédagogique de l'homme politique devient primordial, le discours se ferme et ne s'adresse plus généralement qu'à une sphère de gens qui se comprennent entre eux, tandis que le reste des citoyens est abreuvé de propos sommaires et définitifs. Tout cela explique, pour une bonne part, la multiplication depuis 1981 des clubs et associations qui veulent participer à la vie politique, mais d'une autre manière, débattre sérieusement des problèmes du pays et de ceux de leur vie quotidienne, et assumer leur responsabilité dans l'action locale, régionale ou nationale.

De nombreux responsables politiques ont souligné qu'Yves Montand, parce qu'il n'engageait que lui, avait une plus grande liberté de parole. Quel doit être, selon vous, le degré de liberté de parole d'un homme politique ?

Je pense qu'un homme politique ne doit pas — surtout sur des sujets importants — renoncer à dire ce qu'il pense. Au cours d'une conférence que j'avais prononcée en Belgique, à la fin de 1981, et qui traitait du métier d'homme politique, j'avais estimé que le premier devoir de celui-ci est « le devoir de vérité ». Il doit l'emporter sur la discipline de parti. Je reconnais que ce devoir peut être difficile à observer, car, dans certains cas, il peut entraîner une perte de suffrages...

Le problème le plus important qui se pose à l'homme politique, dans la conquête ou dans l'exercice du pouvoir, est un problème de morale politique, au sens le plus élevé du terme. Ce que Max Weber appelait l'éthique de la conviction et l'éthique de la responsabilité doivent se retrouver et se conforter chez lui. L'éthique de la responsabilité peut servir à limiter certains effets d'une éthique de la conviction qui, poussée jusqu'à son terme, pourrait notamment aboutir à des formes viciées de totalitarisme. Ceux qui avaient la conviction de défendre jusqu'au bout la race aryenne, ont commis

des actes abominables, qui resteront à jamais dans le souvenir de l'humanité.

Dans cette même conférence, vous vous demandiez si exiger ce devoir de vérité n'était pas souhaiter que tous les élus ne soient que des personnages corréliens. Vous sentez-vous dans la peau d'un personnage corrélien ?

C'était une métaphore peut-être un peu exagérée ! Je suis sensible à l'exigence du « parler vrai », comme on dit aujourd'hui, mais, en formulant cette comparaison, je pensais à certains cas comme celui de Jules Ferry au moment de l'affaire de Lang-Son. Il sait que la paix va être signée en Indochine, mais, pour respecter un engagement international, il choisit de se taire, et il est renversé par la Chambre des députés. Il y a ainsi des moments où l'attitude que vous dictez le respect de certaines règles « déontologiques » ou bien encore de vos convictions va à l'encontre de votre intérêt d'élite, de votre « carrière » politique. Cette attitude peut quelquefois être « corrélienne ».

La crispation du débat traditionnel droite-gauche n'est-elle pas aussi responsable de cette perte de crédibilité de la classe politique ?

La part de l'idéologie est tellement grande en France que tout dialogue constructif est, en fait, impossible entre des hommes de tendances politiques différentes. Discuter objectivement des problèmes du pays, admettre que des analyses et des conclusions peuvent être convergentes, signifierait que l'on renonce au combat politique. C'est absurde ! J'ai toujours été prêt à Matignon, comme maintenant, à discuter avec des hommes qui ne partagent pas mes opinions, en politique extérieure, en économie, sur des problèmes de société, et à marquer, le cas échéant, mon accord avec eux. On s'est étonné que je dise récemment que la présidence française de la Communauté au cours des mois derniers avait été un échec. Mais c'est un fait ! Pourquoi soutiendrais-je le contraire, parce que je suis dans l'opposition ? De la même façon, j'ai dit, en mars 1983, que certains aspects de la nouvelle politique économique du gouvernement me semblaient aller dans la bonne direction ; je n'en restais pas moins dans l'opposition. Dans l'affaire des « avions renitillés », si M. Mauroy m'avait demandé les informations les plus précises qu'il souhaitait, j'aurais renseigné sur-le-champ, et cela aurait pu éviter une exploitation politique de cette affaire, qui n'était pas digne des relations qui doivent exister entre un gouvernement et celui qui l'a précédé, et dont la première victime a été une grande entreprise nationale.

Mais l'amélioration de la communication ne saurait signifier d'un côté le débâcle, de l'autre le ralliement.

Une stratégie de survie

Aujourd'hui, jugez-vous aussi sévèrement que l'ensemble de l'opposition les différentes initiatives prises par M. Mitterrand, la nomination de M. Fabius comme premier ministre et sa tentative d'ouverture du dialogue avec l'opposition ?

Les initiatives récentes du président de la République relèvent de ce que j'ai appelé, dès septembre 1983, aux journeaux parlementaires de l'UDF à Divonne, une stratégie de survie. Elle va se développer d'ici à 1986. Comme toujours, c'est le peuple qui, en fin de compte, tranchera, et j'espère qu'il pourra le faire avec un mode de scrutin clair et honnête.

Que signifie dans ce contexte l'ouverture du dialogue avec l'opposition ? Il y a une majorité qui soutient le président de la République, son gouvernement et sa politique, et il y a l'opposition qui a sans cesse défendu une autre conception de la société et une autre politique. Que des rapports de coexistence pacifique s'établissent entre majorité et opposition, je m'en réjouis personnellement, car cela change le caractère agressif dont l'actuelle majorité et le précédent gouvernement ont donné de nombreuses preuves. Que l'opposition approuve sur un point précis une décision du gouvernement, voilà qui me paraît également naturel, mais que, sous prétexte d'ouverture du dialogue, l'opposition ou certains de ses éléments se soient progressivement conduits à cautionner implicitement ou explicitement une politique qu'ils condamnent, voilà ce qui me paraît regrettable. Il faut, en politique, de la clarté. Il faut que les Français puissent effectuer leur choix dans la clarté. Méfions-nous d'un retour aux manœuvres et aux jeux de la IV^e République, qui seraient, dans les temps où nous vivons, néfastes pour notre pays.

En refusant le référendum sur la révision de l'article 11 de la Constitution, en contestant la légitimité du pouvoir et en réclamant la dissolution de l'Assemblée

blée nationale, ne pensez-vous pas que l'opposition, ces dernières semaines, a sacrifié, pour des raisons tactiques, une large part de la crédibilité de son discours ?

Permettez-moi de m'abstenir de juger les déclarations et les comportements des diverses formations de l'opposition. Je n'ai aucun titre à le faire.

Sur tous les points que vous soulevez je me suis, pour ma part, exprimé et je ne vois pas de raison de modifier mon opinion.

En ce qui concerne le projet de révision constitutionnelle, je regrette l'ambiguïté créée par les déclarations successives du président de la République, tout autant que l'extrême confusion et l'aspect surréaliste du débat en cours, auquel, d'ailleurs, les Français ne comprennent pas grand-chose. Je reste favorable à une extension du champ d'application de l'article 11 de la Constitution, qui permettrait au président de la République, sur des sujets touchant aux garanties des libertés publiques et sous réserve de l'avis préalable du Conseil constitutionnel, de consulter directement le peuple et d'éviter des blocages d'inspiration partisans. Quel dommage qu'une idée juste reste ainsi d'être durablement compromise !

Renouveler les structures d'encadrement politique

Peut-on reprocher à la gauche de participer au discrédit dont souffre la classe politique et en même temps la critiquer quand elle adapte son discours aux réalités ?

Je n'ai jamais reproché à la gauche d'adapter son discours aux réalités, ni en suis réjoui parce qu'il y allait de l'intérêt du pays. Mais ce que je reproche aujourd'hui au pouvoir, c'est de vouloir trop en remonter. Ce qui se passe depuis quelques jours, par exemple l'accent mis sur la jeunesse du premier ministre (il a, heureusement pour lui, d'autres qualités moins transitoires !), sur la modernité de l'équipe et de l'action gouvernementales, tout cela commence à apparaître comme de purs gadgets, et les gens ne font pas une politique.

Comment voulez-vous que le discours du pouvoir soit crédible quand il proclame une prochaine baisse des prélèvements obligatoires et qu'en même temps il majore des taxes indirectes dans des conditions qui annulent presque entièrement l'effet des réductions d'impôts et de cotisations envisagées ?

Dites-moi quelle est vraiment aujourd'hui la politique du président de la République ? Je me demande parfois si ses démarches successives ne sont pas de simples leurre.

Une politique claire et crédible, c'est ce dont la France a besoin et dont elle ressent de plus en plus le besoin. Ce n'est pas la faute de l'opposition si la gauche ne parvient pas à convaincre les Français de l'efficacité de sa politique.

Ne devez-vous pas reconnaître que votre indépendance vis-à-vis des partis dont vous critiquez les rites et les comportements vous permet plus facilement qu'à d'autres de noter les aspects positifs d'une politique menée par une majorité à laquelle vous êtes opposé ?

Je n'ai jamais critiqué les partis en tant que tels, mais j'ai pu mesurer, à diverses reprises, les effets néfastes du régime des partis et de l'esprit partisan. C'est cela que je critique. Je reconnais que j'ai une plus grande liberté d'action que des hommes qui doivent se préoccuper de leurs troupes et que j'ai eu la chance d'entrer en politique à un niveau qui me libère de certaines servitudes. Et puis, la solitude ne me pèse pas ! Mais les responsables de partis politiques sont-ils à ce point dépendants de leurs troupes qu'ils doivent se plier à toutes leurs humeurs ? Ne peuvent-ils maintenir leur autorité qu'en les suivant et en les flattant ? Le croire beaucoup d'hommes politiques souffrent de certaines pesanteurs de leurs partis, tant en ce qui concerne leur organisation que leur démarche. Il est souhaitable que le renouvellement des idées et des hommes qui est en cours s'accompagne d'un renouvellement des structures d'encadrement politique, faute de quoi les partis politiques resteraient complètement en arrière de ce mouvement profond de la société qu'ils n'auraient pas su reconnaître et auquel ils n'auraient pas su s'adapter.

Ne tombons pas dans l'obsession Le Pen

Pour en revenir au devoir de vérité de l'homme politique, pensez-vous que l'opinion ait réellement envie de connaître la vérité ou qu'elle s'accommode assez bien d'une certaine ignorance pour préserver son bien-être ?

La réponse dépend de l'idée que l'homme politique se fait de sa responsabilité et de ses obligations à l'égard de l'opinion. Je crois qu'il faut respecter les citoyens, ne pas les abuser, ne pas les engager sur la voie dangereuse des illusions ; en un mot, il faut les traiter en adultes. Il me semble, en ce qui concerne l'opinion, que la crise a engendré des attitudes nouvelles à l'égard des réalités nationales et internationales et des problèmes qu'elles soulèvent. J'ai le sentiment que l'opinion a une appétence croissante de connaissances. Elle veut comprendre le monde et son évolution. Il faut informer et expliquer. Le plus grand danger, dans la situation actuelle, est que ce désir de comprendre puisse être exploité par des hommes qui proposent des explications simplistes ou biaisées.

Vous pensez à Jean-Marie Le Pen ?

Ne tombons pas dans l'obsession de Le Pen et n'en faisons pas la référence privilégiée parce qu'il a enlevé des élections aux partis de droite comme de gauche. Mais pourquoi ne pas en parler ?

Jean-Marie Le Pen tire parti de trois problèmes qui existent : l'immigration, l'insécurité et l'exaspération d'une partie de l'opinion à l'égard de la politique du pouvoir. Il le fait avec un certain talent de tribun et il fougue dans ses propos, la patrie, l'armée, la liberté, des valeurs auxquelles un certain nombre de Français sont attachés. A côté de positions très contestables, il y a aussi cela dans le discours de Le Pen.

Des hommes et des femmes qui ont voté pour Jean-Marie Le Pen lors des élections européennes et qui, je peux vous l'assurer, ne sont en rien des extrémistes, m'ont expliqué qu'ils avaient été satisfaits d'entendre quelqu'un leur parler, au cours de la campagne, de la patrie, des Français et de leurs conditions de vie, du travail et de la famille. Ce serait trop simple de conclure que ces gens sont des fascistes ou des pétainistes. Ce sont des gens simples et droits, des « Français moyens », qui ont besoin de retrouver un système de valeurs qui, depuis plusieurs années, s'est érodé et a été occulté. Ce qui est, à mon avis, essentiel, c'est que de nobles idées ne deviennent pas folles et ne soient dangereusement exploitées au profit de pêcheurs en eau trouble ou d'extrémistes. La seule façon d'y parvenir, ce n'est pas de se saisir de thèmes à succès du Front national et de surenchérir pour essayer de récupérer des électeurs toujours avides par le muscle et par le verbe, mais c'est de ne pas craindre de poser clairement les problèmes de sécurité et d'immigration, d'expliquer aux Français ce qui peut être fait et ce qui ne peut l'être, de leur donner le sentiment que l'on s'efforce de traiter leurs difficultés quotidiennes, et de leur parler aussi de leur pays ! Je suis convaincu qu'il existe chez les Français une grande dose de bon sens, qui finit toujours par l'emporter. Je souhaite simplement que lors des prochaines consultations on évite d'exploiter de façon sommaire et évangélique quelques thèmes qui correspondent à de vrais problèmes et que l'on ne se contente pas de vendre des valeurs comme on vendrait des petites pilules pour le foie.

Suivre les phénomènes de société

Aujourd'hui, vous privilégiez le discours sur les valeurs par rapport au discours sur l'économie. L'intérêt que vous portez à l'étude des phénomènes de société

est-il nouveau ? N'avez-vous pas toujours considéré avec la plus grande attention ce penchant de certaines personnes politiques pour les recherches des instituteurs sur les courants porteurs de la société, les mentalités dominantes, etc. ?

Je n'ai en fait jamais privilégié tel discours sur tel autre. Je me suis toujours intéressé à l'étude des mouvements de la société. Comment un économiste pourrait-il les négliger ? J'y ai porté une attention particulière après 1968, notamment lorsque les thèses de la croissance sont venues comme une grande faveur. Lorsque M. Giscard d'Estaing organisa en 1972 à Paris une grande conférence internationale sur les problèmes économiques et sociaux de notre temps, je conclus mon intervention en évoquant l'admirable page des *Anti-Mémoires*, où Malthus rapporte son entretien avec Némus : « Je que la civilisation des machines est la première civilisation sans valeur suprême pour la majorité des hommes... ». Il reste à savoir si une civilisation peut n'être qu'une civilisation de l'interrogation ou de l'incertitude et si elle peut fonder longtemps ses valeurs sur une autre classe qu'une religion.

A Matignon, j'ai eu une action prioritaire à mener, le redressement et l'adaptation de la France, ce qui ne me permettait pas de tenir trente-trois discours ! Il fallait convaincre l'opinion de la réalité de la crise, de son caractère durable, lui demander des efforts, j'ai dû me battre à contre-courant. Mais croyez-vous qu'on se batte seulement pour l'économie ? Il y avait le combat pour les Français, et surtout le combat pour la France. Mais il y a des choses que le microcosme n'est pas apte à comprendre rapidement ! Il le découvre, mais aux dépens des Français et de la France.

Aujourd'hui, le discours sur les valeurs me paraît très important, parce que nous nous trouvons, à mon avis, depuis 1981 — et malgré le changement de discours présidentiel — devant un choix de société, essentiel pour l'avenir, et parce que notre société est déboussolée !

Si l'homme politique doit être attentif aux phénomènes de société et doit utiliser pour les suivre tous les moyens modernes d'information et d'étude de l'opinion, il ne doit pas non plus se laisser séduire à l'excès par ces techniques, ni se laisser dominer par elles. De fait, il y a deux façons d'élaborer une politique : ou bien chercher à connaître les aspirations vagues des citoyens et s'efforcer de les satisfaire, toutes ou en partie, celles qu'exprime le plus grand nombre ; ou bien définir la problématique du pays dans une période donnée et à plus long terme, puis déterminer, en fonction de cette analyse, les objectifs, les contraintes et les instruments de la politique qui en découle, et la proposer aux citoyens. Cette deuxième approche peut conduire à des conclusions qui sont en contradiction avec les aspirations à court terme des citoyens. Mais elle est l'intérêt de la nation qui doit alors l'emporter. La commission des mentalités et des comportements est nécessaire au choix des moyens. Elle doit surtout inspirer une pédagogie qui requiert honnêteté et clarté, et qui trouve son succès dans la confiance reçue des citoyens.

En fin de compte, quand vous êtes en charge d'un pays, vous n'êtes pas en charge des aspirations des citoyens à un moment donné, vous êtes en charge de son présent et de son avenir.

Propos recueillis par CHRISTINE FAUVET-MYCIA

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75247 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 695272 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 420 dr. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$; Grèce, 66 dr. ; Irlande, 85 s. ; Italie, 1.500 L. ; Liban, 376 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 fr. ; Norvège, 6,00 kr. ; Pays-Bas, 1,28 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Royaume-Uni, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,00 S. ; Tchécoslovaquie, 170 sk.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Lemaire, directeur de la publication

Anciens directeurs : Robert Dauvin-Méry (1944-1969) ; Jacques Fauvet (1969-1982)

Impression : J. de la Haye, PARIS 15

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2031

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 341 F 682 F 859 F 1080 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 661 F 1 245 F 1 619 F 2 060 F

ÉTRANGER (par messagerie) 1 245 F 1 619 F 2 060 F

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 381 F 682 F 859 F 1 080 F

IL - SUISSE-TUNISIE 454 F 859 F 1 080 F 1 300 F

Par voie aérienne : tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre un chèque à leur demande.

Changements d'adresse : précisez ou précisez (deux semaines au plus) ; nos abonnés sont priés de nous adresser une demande au moins un mois avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

صك زمان الأصل

RFA

Le procès des faux carnets de Hitler s'est ouvert à Hambourg

De notre correspondant

Hambourg. — Le dernier acte de l'histoire des faux « journaux intimes » d'Adolf Hitler, que le magazine ouest-allemand Stern avait publiés l'an passé à grand renfort de publicité, a commencé ce mardi 21 août devant le tribunal de grande instance de Hambourg.

Pour ce procès, épilogue de l'une des plus grandes mystifications de l'après-guerre en RFA, le tribunal a réservé sa salle la plus spacieuse. Mais elle sera encore trop petite au gré du public et des représentants de la presse internationale. « Nous aurions pu faire ce procès dans le Centre des congrès de Hambourg », a commenté avec humour un membre du parquet, assailli par les demandes d'accréditation des journalistes.

Le journaliste Gerd Heidemann, qui avait fourni les « cahiers » du Führer au Stern, et Konrad Kujau, quarante-six ans, le faussaire qui avait écrit de sa propre main le journal personnel du Führer, sur commande, dit-il, de Heidemann, ont pris place au banc des accusés, inculpés d'escroquerie.

Selon l'accusation, Gerd Heidemann savait au moins depuis l'été 1981 que les documents étaient faux. Il est accusé d'avoir gardé plus de 1,7 million de marks sur la somme énorme — près de 10 millions de marks — que son journal lui avait remis pour acquiescer les précieux documents. Kujau, de son côté, aurait reçu 1,5 million de marks de Heidemann. Enfin, M^{me} Edith Liebiang, quarante-trois ans, la compagne du faussaire Kujau doit répondre de l'escroquerie de 700 000 marks de son mari et les avoir placés en achats immobiliers dans la région de Stuttgart, tout en sachant parfaitement d'où ils provenaient.

Flop journalistique

Le premier acte de ce flop journalistique s'était joué le 25 avril 1983, dans le restaurant du Stern à Hambourg. La direction avait invité la presse internationale, déjà, et d'éminents spécialistes de l'histoire du III^e Reich pour leur faire une révélation : Adolf Hitler avait tenu un journal intime de juin 1932 à avril 1945. Mieux, le reporter Gerd Heidemann avait réussi à retrouver ces documents, quarante ans après la fin de la guerre. Ce journal comptait 60 volumes reliés en bleu et marqués de initiales A. H.

L'un des rédacteurs en chef du Stern, M. Peter Koch, licencié depuis l'affaire, garantissait la sérieux du journaliste : « En trente-deux ans de carrière et de reportages, pour le Stern, Gerd Heidemann n'a jamais eu à faire face à aucun procès... »

Certains spécialistes cependant émettaient des doutes sur l'authenticité des documents. L'historien britannique Hugh Trevor-Roper, qui avait d'abord cru à l'authenticité des « journaux », avait été ensuite le plus critique. « Je regrette que les méthodes qui permettent de vérifier l'authenticité d'un document historique aient été sacrifiées aux nécessités d'une certaine école de journalisme », avait-il affirmé. « Il est également regrettable que seul le journaliste Gerd Heidemann connaisse le processus de ces documents, aujourd'hui, car tout homme peut se tromper... »

Quinze jours plus tard, l'escroquerie était démasquée. Le ministre de l'intérieur, M. Friedrich Zimmermann, annonçait le verdict des archives fédérales de Coblenze : les « journaux » de Hitler étaient des « faux grossiers ». Les arguments avancés par les experts étaient irréfutables.

Roumanie

• Visite du président chinois. — M. Li Xianxin, président de la République populaire de Chine, est arrivé le lundi 20 août à Bucarest, où il assistera aux cérémonies du quarantième anniversaire de la Révolution roumaine. — (AFP.)

Tchécoslovaquie

• La charte 77 redemande le départ des troupes soviétiques. — A l'occasion du seizième anniversaire de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, la Charte 77, principal mouvement dissident tchécoslovaque, a, une nouvelle fois, demandé le départ des troupes stationnées dans le pays. — (AFP.)

Nationalisme basque et socialisme espagnol

(Suite de la première page.)

Cette phrase prend toute sa valeur lorsqu'elle est prononcée (dans une interview au journal *El País*) par le général Andres Castiella, actuel chef d'état-major de la garde civile et l'un des principaux responsables de la lutte antiterroriste à l'époque du gouvernement centriste de M. Adolfo Suarez. Le PSOE semble maintenant persuadé, de manière irréversible, que le problème de l'ETA se règlera par la défaite militaire de l'organisation armée et non par une négociation considérée comme illusoire. Mais cette conviction n'est pas le fruit de quelque considération éthique conduisant à rejeter toute discussion avec un groupe minoritaire prônant la violence. Elle est au contraire le résultat de l'échec des tentatives de négociation antérieures. Si le PSOE se refuse aujourd'hui à négocier, ce n'est certes pas faute d'avoir essayé.

Au moment de sa victoire aux élections législatives d'octobre 1982, on entendait d'ailleurs prononcer que le mot de négociation au Pays basque. Les dirigeants de la coalition radicale Herri Batasuna, proche de l'ETA militaire, affirmaient alors publiquement qu'ils étaient disposés à « demander une trêve à l'organisation armée » pour faciliter l'ouverture de discussions avec le PSOE. Ce qui empêchait d'ailleurs pas l'ETA d'apporter sa « contribution » au dialogue, en assassinant le général Victor Laga, chef de la puissante division blindée Brunete. Les socialistes n'en essayèrent pas moins de prendre contact avec les clandestins par le biais de certains intermédiaires parisiens haut placés dans les milieux du pouvoir français. L'entreprise parut un moment susceptible de réussir.

Nouvelle tentative en janvier 1983, à l'initiative, cette fois, du PNV qui craignait d'être laissé à l'écart d'un éventuel processus de négociation. Après avoir discuté, pendant près de deux semaines, toutes les parties intéressées, le président du gouvernement régional basque, M. Carlos Garaikotza, proposait l'ouverture de « discussions pour la paix ». Celles-ci furent rapidement rompues. La coalition Herri Batasuna, qui était d'abord montrée conciliante, présenta ensuite de nouvelles exigences, en demandant que l'ETA soit associé directement et publiquement à la négociation. Au même moment, l'organisation armée réalisait un attentat particulièrement horrible (une bombe placée dans une banque à Bilbao explosait durant les heures d'ouverture), mettant ainsi fin à la tentative du PNV.

Pour une « solution rapide »

Ainsi se confirment les vœux de ceux qui affirmaient au sein du PSOE que la négociation avec l'ETA n'était qu'un leurre, puisque les partisans de la « politique du pire » au sein de l'organisation séparatiste paraissent toujours à même

d'imposer leurs solutions. Au long de l'année 1983, l'ETA militaire assassina encore trente-neuf personnes.

Dans les rangs des socialistes basques, le rapport de forces se modifiait. Leur secrétaire général, M. José Maria Benegas, qui avait longtemps défendu la nécessité d'une négociation, perdait du terrain au profit du président de la section de Biscaye du parti, M. Ricardo Garcia Damborenea. Celui-ci, connu pour sa fougue oratoire, se montrait partisan de l'épreuve de force avec les nationalistes, modérés et radicaux à la fois.

Ses idées simples et sa violence antinationaliste semblaient de plus en plus séduire les dirigeants du PSOE à Madrid, désireux de vider l'abcès basque avant qu'il ne mette en péril la survie du régime. C'est M. Garcia Damborenea qui dirigea la campagne de son parti aux élections régionales basques de février 1984. Le PSOE, y ayant ses critiques pour le PNV, tenta de faire le plein des voix non nationalistes — de gauche comme de droite. L'assassinat, le 23 février, trois jours avant le scrutin, du sénateur socialiste, Enrique Casero (plus proche, quant à lui, des thèses de M. Benegas) achève de renforcer la position des durs du Parti socialiste.

Tout porte donc à croire que le PSOE est cette fois décidé à aller jusqu'au bout dans son offensive contre la lutte armée, fût-ce au prix de certaines « bavures » policières, comme celle qui marqua la mort à Pasajes, en mars dernier, de quatre membres des Commandos autonomes antiterroristes. La seule négociation possible avec l'ETA concerne la manière dont elle nous ramènera ses armes », affirme le ministre de l'Intérieur, M. José Barrio. Le gouvernement socialiste se fait ainsi l'écho de la lassitude et de l'exaspération de l'opinion publique et de la presse à Madrid : celles-ci semblent de moins en moins disposées à tenir compte de la complexité du problème basque et demandent une « solution rapide ».

Reste à voir si une telle solution peut être mise en œuvre par le PSOE sans un large consensus explicite. Un parti qui bénéficie de l'appui de moins d'un électeur sur quatre au Pays basque peut-il aspirer à imposer à lui seul une solution à une région qui se sent plus que jamais incomprise du reste du pays ? Une telle entreprise semble d'autant plus ardue que l'isolement politique des socialistes n'a jamais été aussi grand à Bilbao. Il suffit pour s'en convaincre de voir l'évolution récente de la coalition nationaliste de gauche Euzkadi Etxerra. Elle est avant en octobre 1982 accueillie avec enthousiasme la victoire électorale du PSOE, dont elle était, dans sa majorité, politiquement proche, figure aujourd'hui parmi ses plus sévères détracteurs. En attaquant de front et en même

temps tous les partis nationalistes — y compris ceux qui, comme le PNV, tirent le parti de l'accord avec Madrid à l'époque où il n'était pas exempt de risque, — le PSOE ne peut que favoriser chez eux l'alignement sur les plus radicaux qu'il prétend précisément éviter.

Des souvenirs de 1936

L'incompréhension entre le nationalisme basque et le socialisme espagnol, il est vrai, est ancienne, alimentée de rancœurs et de suspensions dues à l'histoire tourmentée de ces dernières décennies. Le PNV considère le PSOE comme un parti jacobin et centraliste, qui n'a jamais véritablement compris que l'unité de l'Espagne ne pouvait être assurée qu'en accordant de larges prérogatives aux « nationalités historiques » qu'elle renferme. Il est vrai que le PSOE, conséquemment avec son idéologie égalitaire, a longtemps paru réticent à reconnaître que la spécificité du problème basque appelle un traitement différencié. Cette réticence était d'autant plus forte que le Pays basque faisait figure de région privilégiée et riche — plus riche, en tout état de cause, que cette Andalousie rurale et peu développée dont sont originaires les principaux dirigeants actuels du PSOE. Aussi n'y a-t-il rien de surprenant si, depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir à Madrid, le processus de transfert de compétences au gouvernement régional basque se trouve complètement bloqué (1).

Les socialistes, de leur côté, accusent le PNV d'absence de solidarité avec le reste de l'Espagne. Ils considèrent que les nationalistes basques se sont toujours montrés plus préoccupés du degré d'autonomie de leur région que du renforcement de la démocratie à Madrid. Les fondements du débat remontent en grande partie à la guerre civile. Le Front populaire n'accorda au Pays basque son statut d'autonomie qu'en octobre 1936 — près de trois mois après le soulèvement de Franco et alors que l'appui militaire des nationalistes de cette région lui semblait indispensable. Le PNV, s'il lutta effectivement contre les franquistes, maintint ses distances à l'égard des partis de gauche. Il créa ses propres milices, qui s'opposèrent à l'occasion aux anarchistes et aux communistes. Les socialistes n'ont pas oublié que ces milices du PNV rendirent pratiquement sans combattre Saint-

Sébastien en septembre 1936 et Bilbao neuf mois plus tard, afin d'éviter la destruction de ces villes. Ils n'ont pas oublié non plus les efforts du PNV pour parvenir à une paix séparée avec les franquistes...

Près d'un demi-siècle plus tard, les malentendus d'autrefois paraissent se répéter, et le PSOE et le PNV se rendent à nouveau compte que leur alliance tactique contre Franco recouvrait, de la part de chacun, des objectifs bien différents. L'incompatibilité est-elle totale ? Le PSOE est sans doute fondé à rappeler qu'il ne saurait y avoir d'autonomie pour les Basques sans démocratie à Madrid. Mais le PNV n'a pas tort non plus de souligner qu'il ne pourra y avoir de démocratie stable en Espagne sans une autonomie profonde pour sa région. Il est certain que le chemin déjà accompli dans cette direction apparaît insuffisant à Bilbao.

THIERRY MALIMAK.

(1) Les relations du PSOE avec les gouvernements régionaux de Catalogne et de Galice, les deux autres « régions historiques », se trouvent d'ailleurs également aujourd'hui à leur niveau le plus bas.

CORRESPONDANCE

Quand la Navarre était un royaume

A propos de l'article publié dans le Monde du 16 août sur le problème basque, M. Jean B. Ory, assistant de langue et de littérature basques à l'université de Bordeaux-III, apporte les précisions suivantes :

La Navarre n'a été annexée par les rois catholiques (et la force de leurs armées) qu'au début du XVI^e siècle (1512), et la Basse-Navarre au nord des Pyrénées seule rattachée à ses souverains légitimes et indépendants (Albret) en 1530.

Loïn d'être une annexe de la Castille, la Navarre était royaume indépendant lorsque, en 1035, le comté de Castille fut érigé en royaume pour l'un des fils de Sanche le Grand, lui-même roi de Navarre héritière et comte de Castille.

Les provinces maritimes et l'Alava ont été confondues au roi de Navarre Sanche le Fort en 1200, et toujours par la force...

Leader de demain.



"Maintenant ou jamais devenez distributeur de Micro-Informatique".

Pendant les grandes vacances, vous avez le temps de réfléchir au but de votre vie professionnelle. Le moment est venu de créer votre propre affaire dans le secteur qui connaît la plus forte croissance en France et dans le monde entier... La Micro-Informatique.

Entre Computer Centers Inc. réalise la croissance mondiale la plus rapide en distribution de micro-informatique, avec 252 centres de micro-informatique en franchise aux Etats-Unis, en Angleterre et au Canada. Aujourd'hui, Entre accorde des franchises, en FRANCE, aux meilleurs hommes d'affaires et entrepreneurs.

Etre l'un de ceux qui peuvent dire « je suis Entre », est une opportunité unique. Si vous pouvez justifier d'une expérience réussie dans les ventes et le marketing, si vous possédez des qualités d'entrepreneur et si vous pouvez gérer une affaire de plusieurs dizaines de millions de francs, alors Entre sera peut-être la plus grande chance de votre vie professionnelle.

Nous apportons : • Un programme marketing professionnel complet ; • Une gamme éprouvée de micro-ordinateurs, de périphériques, de logiciels... les meilleurs du marché ; • Une formation complète et approfondie ; • Assistance et conseil dans la recherche et dans la conception, l'aménagement et la préparation du centre ; • Un support constant et

dévoûé sur terrain ; • Des programmes de publicité et de promotion ; • Le concept Entre de service total à la clientèle (conseil, ventes, formation et service après-vente) assurant des relations à long terme.

Vous apportez : • 1.000.000 de Francs, plus autres possibilités de financements ; • Dynamisme, ambition et professionnalisme liés à la croyance en le concept de service total à la clientèle pour devenir membre du réseau mondial Entre.

Dès l'automne 84, nous implanterons notre siège Français à Paris. Si vous voulez bénéficier de l'avantage d'être l'un des premiers à qui Entre accorde une franchise, écrivez durant le mois d'août en donnant le maximum d'informations (incluant votre numéro de téléphone et votre situation professionnelle actuelle) à :

Peter Fitzsimon
Directeur Commercial - France.
Entre Computer Centers
Siège Européen
Entre House
17 Bath Road
Slough SL1 3UL
ANGLETERRE

Le best de la Micro-Informatique.

EUROPE AMÉRIQUES

Union soviétique

RADIO MOSCOU : «SAKHAROV VA BIEN»

Moscou (AFP, Reuter). - L'académicien Andreï Sakharov «est vivant, va bien et reçoit les soins médicaux nécessaires» à Gorki, a annoncé, le lundi 20 août, Radio Moscou, dans ses émissions en langue anglaise destinées à l'étranger.

La radio soviétique, qui a affirmé répondre à une lettre d'un auditeur sur la santé du physicien, n'a pas précisé si l'académicien était hospitalisé.

C'est la première déclaration officielle au sujet de Sakharov depuis le 21 juin dernier, jour du fameux dîner au Kremlin au cours duquel François Mitterrand avait prononcé son nom.

Début août, des amis d'Elena Bonner, épouse de l'académicien, avaient annoncé qu'Andreï Sakharov était hospitalisé de force à Gorki, qu'il avait arrêté sa grève de la faim et qu'elle-même serait jugée fin août pour «propagande antisoviétique».

Trente-quatre prix Nobel de science ont réclamé, le lundi 20 août, l'envoi d'un observateur indépendant en Union soviétique pour se renseigner sur le sort du couple dissident.

Il a également demandé au président de la sous-commission des droits de l'homme, réunie actuellement à Genève, M. Ivan Tosevski, yougoslave, d'envoyer un télégramme à M. Tchernomko en faveur d'Andreï Sakharov.

Pologne

DES POURPARLERS AURAIENT LIEU ENTRE L'ÉGLISE ET L'ÉTAT A PROPOS DE LA LIBÉRATION D'ANCIENS DIRIGEANTS DE SOLIDARITÉ NON AMNISTIÉS

Varsovie (AFP). - Des pourparlers se déroulent «depuis un certain temps» entre l'Etat et l'Eglise en Pologne sur la libération sans procès de M. Bogdan Lis, ancien numéro deux de la direction clandestine du syndicat dissous Solidarité, et de son adjoint, M. Piotr Mierzewski, a-t-on appris lundi 20 août de source sûre à Varsovie. Rien n'a filtré, ajoute-t-on, sur l'état d'avancement de ces négociations, qui ont lieu en coulisses, «à un niveau élevé».

MM. Lis et Mierzewski ont été arrêtés à Gdansk en juin dernier alors qu'ils devaient prendre part à une réunion avec d'anciens syndicalistes. Accusés de «haute trahison», ils sont passibles de la peine de mort. Ils n'ont pas bénéficié de la loi d'amnistie votée en juillet dernier par la Diète.

M. Lis, l'un des organisateurs des grandes grèves d'août 1980 dans les chantiers navals de Gdansk, a été, pendant la période légale de Solidarité, président de la section syndicale de Gdansk.

Interdit d'église

Plusieurs des anciens dirigeants de l'opposition amnistiés ont réclamé, depuis leur sortie de prison, la libération de ces deux hommes. Les autorités ont adressé lundi leur première mise en garde à ces chefs de l'opposition en convoquant l'un d'entre eux, M. Jan Rulewski, au parquet de Bydgoszcz (nord-ouest de la Pologne) pour lui enjoindre de se taire en public. L'ancien membre de la direction nationale de Solidarité avait pris la parole la semaine dernière dans une église pour remercier le prêtre et les fidèles qui avaient été son retour à Bydgoszcz, et dit un poème sur la liberté.

Le procureur de la ville lui a interdit, lundi, de franchir désormais le seuil d'une église. «Vous devez maintenant travailler à vous taire, car les autres militants amnistiés peuvent aussi y perdre», lui a-t-il déclaré.

Dans plusieurs villes de province le retour des responsables locaux de Solidarité a été célébré par des messes. Dans une circulaire adressée récemment à tous les diocèses de Pologne, le secrétaire de la conférence épiscopale, l'archevêque Dabrowski, a d'ailleurs souligné que «les libérations de prisonniers ne doivent pas donner lieu à des cérémonies dans les églises, qui pourraient être interprétées comme des manifestations politiques».

Etats-Unis

Les démêlés de M^{me} Ferraro avec le fisc éclipsent l'ouverture de la convention républicaine

Dallas. - Le contrepoint était violent. A Washington, devant une horde de journalistes déchaînés, les conseillers de M^{me} Ferraro tentaient, feuilles d'impôts à l'appui, de faire taire les interrogations sur la situation fiscale et celle de M. Zaccaro, son mari. Quelques heures plus tard, à Dallas, dans l'ordre et l'auto-satisfaction, les républicains faisaient, eux, ouvrir leur convention, lundi 20 août, par des déclarations en rupture de parti et des femmes haut placées dans l'équipe de M. Reagan.

Initialement, cet ordre du jour, établi de longue date, voulait seulement démontrer que M. Mondale n'a pas le monopole de la promotion féminine et qu'il est trop «à gauche» (l'expression est de son adversaire) pour incarner la légitimité historique de son camp. Ce n'était là que bon marketing, mais, dès lors que les projecteurs étaient braqués le même jour sur les difficultés de M^{me} Ferraro, les républicains pouvaient, légitimement, baigner dans la béatitude.

Ce n'est pas qu'un Watergate menace les démocrates. Les documents rendus publics par la candidate à la vice-présidence et son mari montrent qu'ils ont payé, sur ces cinq dernières années, 350 000 dollars d'impôts pour un revenu de 866 000 dollars, soit un taux d'imposition d'environ 40 % qui semble parfaitement régulier. L'ennui est que M. Zaccaro avait longtemps refusé de publier ses feuilles d'impôts et que le couple a dû maintenant reconnaître un erreur dans sa déclaration de 1978, qui lui coûtait 53 000 dollars de remboursement au Trésor.

Toutes les rédactions américaines passant au peigne fin depuis deux semaines le détail des investissements immobiliers de M. Zaccaro, il y a donc toutes chances que M^{me} Ferraro n'en soit pas encore quitte avec cette affaire. En tout état de cause, un parfum de doute flotte désormais autour d'elle. Il lui sera difficile de le dissimuler, d'avoir raison des petites phrases entendues partout («On sait bien que c'est que l'immobilier...») et d'effacer le sentiment qu'elle est, au minimum, maladroite. Hier, principal atout des démocrates, M^{me} Ferraro risque aujourd'hui d'allonger ainsi la liste de leurs handicaps.

Chargée du discours d'ouverture de la convention républicaine, M^{me} Kathrin Ortega était, en revanche, un excellent choix pour M. Reagan. Femme, et nommée l'an dernier trésorier des Etats-Unis (1), elle ne peut que flatter l'électorat féminin, réticent à l'égard du président sortant. D'origine hispanique, elle symbolise également le poids lentement acquis par cette communauté, dont les républicains espèrent lever le soutien aux démocrates. «Je ne crois pas seulement dans le président Reagan à cause de ce qu'il dit, comme grand communicateur, mais à cause de ce qu'il a accompli comme grand dirigeant», dit-elle avant de chasser le retour à la «con-

De notre correspondant

fiance dans nos livres institutions, confiance érodée dans les années Carter-Mondale.

Une citation de M. Hart, très désagréable pour M. Mondale, et l'on en arrive au thème dominant de la soirée (et sans doute de la campagne présidentielle) : l'appel direct aux électeurs démocrates que leur candidat n'enthousiasme effectivement pas. «Il y a cette année deux partis démocrates, affirme M^{me} Ortega : celui qui s'est réuni à San Francisco (et) regarde l'avenir de l'Amérique avec peur et non pas avec espoir (...) et celui des démocrates qui, dans la tradition de Harry Truman et John Kennedy, réalise le danger posé par le communisme (...)».

Une philippique antisoviétique de M^{me} Kirkpatrick

Ce danger, personne ne pourrait dire que M^{me} Kirkpatrick, démocrate dévoué de longue date et ambassadrice à l'ONU, l'ignore. Les présidents Truman, Kennedy et Johnson n'avaient pas peur d'être réels et de parler de l'Amérique comme d'une grande nation, alors que «les démocrates de San Francisco» ne sont «ni des colombes ni des faucons, mais des autruches» et n'abordent «pratiquement pas les questions de politique étrangère». Or, demande M^{me} Kirkpatrick, d'une voix posée de diplomate dont on parle comme futur conseiller présidentiel pour les affaires de sécurité nationale, qu'advient-il de l'Europe si les Etats-Unis s'en retirent ? De l'Afrique si l'Europe tombe sous domination communiste ? De l'Europe si la Proche-Orient venait à être contrôlée par l'URSS (...) ? Du Mexique si l'Amérique centrale devenait un satellite soviétique ?

«Ce sont là, poursuit-elle, les questions que les démocrates de San Francisco n'ont même pas posées [en fait] la dernière administration démocrate ne semblait pas beaucoup se soucier (...) tandis que l'Union soviétique se renforçait. C'est cette montée en puissance de l'URSS et l'affaiblissement parallèle des Etats-Unis, explique M^{me} Kirkpatrick, qui nous ont fait perdre confiance en nous-mêmes et dans notre Etat. [mais] l'élection de Ronald Reagan a marqué la fin de cette lamentable période de retrait et de déclin».

Fréquemment applaudie, M^{me} Kirkpatrick décrit alors l'Amérique de M. Reagan comme «plus forte, plus sûre, plus confiante et en paix», et appelle bien sûr à la résilience, car M. Mondale, lui, est de ces hommes qui «toujours accusent l'Amérique en premier». Universitaire de formation, elle conclut sur une citation de Jean-François Revel : «Une civilisation qui se sent coupable de tout ce qu'elle est et

fait n'aura pas l'énergie et la conviction nécessaires à sa défense». Une femme encore, M^{me} Heckler, ministre de la santé, un ancien démocrate, M. Gramm, représentant du Texas, M. Baker, chef de la majorité républicaine au Sénat, et l'un des candidats à la candidature pour 1988 : l'ode au réagisme est sans faille. Après quatre petites heures de session, de larges sourires éclairent les visages : les mésaventures de M^{me} Ferraro ont sauvé la convention de l'ennui.

BERNARD GUETTA.

(1) Le US Treasurer est, dans l'administration américaine, une sorte de contrôleur général des finances publiques fédérales.

M. REAGAN EXALTE LE «MIRACLE» DE L'ÉCONOMIE AMÉRICAINE

Cincinnati (AFP, AP). - En tournée électorale dans le Middle West, lundi 20 août, le jour même de l'ouverture à Dallas (Texas) de la convention de son parti, M. Reagan a affirmé que l'on assistait à un nouveau «miracle américain» à la suite de la politique économique suivie par son administration.

Comparant la reprise aux Etats-Unis à la persistance, voire à la montée du chômage en Europe occidentale, le président a déclaré à Cincinnati (Ohio) : «Six millions et demi de nouveaux emplois ont été créés au cours des derniers dix-neuf mois. En fait, rien qu'en juin, nous avons créé plus d'emplois que tous les pays du Marché commun ne l'ont fait en dix ans».

M. Reagan a tourné en dérision les attaques de M. Mondale, le candidat démocrate, qui l'accuse de mener une politique qui «ne profite qu'aux riches». «M. Mondale, a-t-il dit, «essaye de jouer avec le vieux cliché selon lequel l'Amérique, c'est aider les riches». Rappelant que son adversaire avait annoncé qu'il procéderait à des augmentations d'impôts sur le revenu, M. Reagan a poursuivi en estimant que les démocrates «offrent le genre de direction qui arrête la croissance et il les recommandent à parler de l'âge des limites. Mais il n'y a que leur imagination et leur optimisme qui ont des limites».

NOTRE FERMETÉ FACE A L'URSS «PORTE SES FRUITS»

estime le secrétaire d'Etat M. Shultz

Chicago (AFP). - Les Etats-Unis doivent continuer à négocier «potentiellement» avec l'URSS «sans se faire d'illusions» et en dépit de tous les «revers» et des «déceptions», a déclaré lundi 20 août, le secrétaire d'Etat américain M. George Shultz.

Aussi «choquants et révoltants» que puissent être des événements comme l'affaire du Boeing sud-coréen ou les «persécution» à l'encontre du dissident soviétique Andreï Sakharov, «ils ne surviennent pas comme des surprises devant nous, nous les voyons venir et nous les voyons venir», a déclaré M. Shultz devant une assemblée d'anciens combattants à Chicago. «Les négociations avec l'URSS (...) ne sont pas une panacée, a-t-il poursuivi, ajoutant : «Cependant, des accords équitables et vérifiables peuvent, à l'ère nucléaire, contribuer de façon importante à la stabilité ou à la solution de conflits qui, sans cela, risqueraient de dégénérer».

Les Etats-Unis doivent à la fois être «forts» et toujours prêts à «négocier», a dit M. Shultz, assurant qu'une telle politique «portait ses fruits» et ne devait pas être remise en cause «du fait des émotions ou des passions politiques» qu'elle pouvait susciter à l'intérieur du pays.

Refus de visa à un journaliste soviétique. - Un journaliste soviétique, M. Alexandre Makarov, directeur de la section Amérique du Nord de l'agence Novosti, s'est vu refuser un visa d'entrée aux Etats-Unis où il devait participer à une conférence, pour des «raisons de sécurité», indique, lundi 20 août, un porte-parole du Département d'Etat. - (AFP.)

Uruguay

VENU DÉFENDRE UN OPPOSANT EMPRISONNÉ L'ancien premier ministre espagnol M. Adolfo Suarez est expulsé du pays

Le gouvernement militaire uruguayen a décidé le lundi 20 août d'expulser l'ancien premier ministre espagnol, M. Adolfo Suarez, arrivé dimanche à Montevideo en qualité d'avocat pour se joindre à l'équipe chargée de défendre le leader du parti national (blanco), M. Wilson Ferreira Aldunate, emprisonné depuis juin dernier.

Les autorités militaires ont donné vingt-quatre heures à M. Suarez pour quitter le pays. Il se voyait reprocher certaines déclarations qu'il a faites dimanche pendant la convention au cours de laquelle le parti blanco a désigné M. Wilson Ferreira Aldunate comme candidat à la présidence de la république, lors des élections générales du 25 novembre prochain.

Samedi, le parti colorado avait choisi comme candidat au même poste son dirigeant national, M. Julio María Sanguinetti.

La justice militaire a ordonné, d'autre part, la mise en liberté de M. Juan Raul Ferreira, fils de M. Wilson Ferreira. Il avait été arrêté au même temps que son père, le 16 juin, alors que tous deux rentraient d'exil, et avait été emprisonné comme lui dans une caserne. M. Juan Raul Ferreira est le dirigeant des Jeunesses du parti national. Il avait créé le mouvement Convergence démocratique, qui travaillait à l'extérieur au rétablissement de la démocratie en Uruguay.

Le gouvernement reproche à M. Wilson Ferreira d'avoir eu des liens avec l'organisation de guérilla des Tupamaros. Le parti blanco rejette cette accusation. Il avance plusieurs arguments pour justifier son non à l'accord conclu récemment sur le calendrier électoral entre le gouvernement militaire et les autres partis. Il affirme que les électeurs n'auront pas de liberté de choix : le dirigeant de la coalition populaire Front large, le général Liber Seregni, ne peut pas se présenter à la présidence.

Le dirigeant du parti national non plus, puisqu'il est en prison. La seule personnalité qui a donc la possibilité d'être élue est M. Sanguinetti, le

dirigeant du parti colorado, à travers lequel les militaires espèrent contrôler leur succession, estimant les dirigeants blancs.

Honduras

UN NOUVEAU GOUVERNEMENT FACE A LA CRISE ÉCONOMIQUE

Le chef de l'Etat hondurien, M. Roberto Somoza Cardozo (libéral), a désigné, le lundi 20 août, quatre nouveaux ministres. Il avait obtenu, le 16 août, la démission de l'ensemble du cabinet. Ce sont les principaux responsables de l'économie qui ont fait les frais du remaniement, indique l'agence Reuter de Tegucigalpa. Un ancien président de la Banque centrale, M. Manuel Fontecha, devient ministre des finances, tandis que M. Miguel Arellano Maldonado reçoit le portefeuille de l'économie. Les deux autres nouveaux membres du cabinet sont M. Arnelio Fuenla Lopez (Intérieur) et Ubaldino Arriaga (Présidence).

La décision du chef de l'Etat a été dictée par la gravité de la crise économique que traverse le Honduras, l'un des pays les plus pauvres de l'hémisphère occidental, après Haïti et le Bolivie. Un récent rapport de l'ambassade américaine à Tegucigalpa précise que le recul du niveau de vie pour 1983 a été de 4 %, compte tenu d'une croissance démographique très élevée (3,5 % l'an), indique le bulletin hebdomadaire Latin American newsletter. Les exportations traditionnelles (bananes, café, viande) ont également été médiocres l'an dernier. Comme tout d'autres pays latino-américains, le Honduras a dû recourir au Fonds monétaire international en vue d'obtenir certaines facilités financières supplémentaires.

Selon El País de Madrid, le remaniement ministériel aurait pu être exigé par l'Etat-major des forces armées, lui-même pressé par les jeunes officiers nationalistes, comme signal d'un coup d'arrêt à la corruption qui fait des ravages dans la haute administration de cette République centro-américaine.

A TRAVERS LE MONDE

Centrafrique

LA RÉPRESSION POLITIQUE. - Dans un communiqué diffusé lundi 20 août à Paris, le FPO-PT (Front patriotique ougaïen - Parti du travail, interdit au Centrafrique) s'élève contre l'arrestation à Bangui et la déportation, le 8 août, dans une localité de province, de son secrétaire général, M. Endjimgou, qui serait accusé de «non-respect de la trêve politique». Rappelons que le président du FPO-PT, M. Abel Goumba, qui est ancien recteur de l'université de Bangui, ainsi que plusieurs autres civils centrafricains, sont détenus ou assignés en résidence surveillée depuis février dernier (Le Monde du 21 avril).

Chine

VISITE DU VICE-PRÉMIER MINISTRE HONGROIS. - Le vice-premier ministre Marjai Jozsef, le plus haut représentant du gouvernement hongrois à se rendre en Chine en plus de vingt ans, est arrivé le lundi 20 août à Pékin où il doit avoir des entretiens sur le développement du commerce entre les deux pays. - (AP.)

Grande-Bretagne

DIX-HUIT BLESSÉS DEVANT UN PUIT DE MINÉ. - Un affrontement violent entre mineurs grévistes et forces de l'ordre a fait dix-huit blessés, mardi 21 août, devant le puits de Silverwood, près de Rotherham, dans le sud du Yorkshire. Les incidents ont eu lieu au moment où un mine-gréviste, électricien de fond, tentait de gagner son poste de travail. - (AFP.)

DÉCOUVERTE DU CADAVRE DÉCOMPOSÉ D'UN LIBYEN A LONDRES. - La police britannique a annoncé, le mardi 21 août, la découverte, à Londres, du cadavre d'un ressortissant libyen qui avait été inculpé, mais libéré sans caution, après la série d'attentats à la bombe qui avait fait vingt-six blessés, principalement arabes, à Londres en mars dernier. Le corps décomposé d'Ali El-Giahour, quarante-cinq ans, a été trouvé lundi à son domicile, et

Nicaragua

UN SYNDICAT SANDINISTE ANNONCE UNE GRÈVE. - Les porte-parole du syndicat sandiniste de la brasserie ont annoncé que le tiers des salariés de la fabrique nationale de bière avaient commencé une grève, le lundi 20 août, à Managua. Le droit de grève a été rétabli il y a deux semaines au Nicaragua. La fabrique appartient à l'Etat sandiniste et le syndicat de la brasserie à la Centrale sandiniste des travailleurs. - (AFP.)

Maroc

RÉFÉRENDUM SUR LE TRAITÉ AVEC LA LIBYE. - Le roi Hassan II a appelé, lundi 20 août, le peuple marocain à se prononcer par référendum, le 31 août, sur le traité qu'il a signé le 13 août, à Oujda, avec le colonel Kadhafi. Le traité, conclu pour une durée «illimitée», institue une union dénommée «arabo-africaine» entre les deux pays. D'autre part, pour la deuxième fois en une semaine, le roi du Maroc a été, vendredi 17 août, une communication téléphonique avec le président algérien Chadli, a rapporté l'agence algérienne APS. - (AFP, Reuter.)

Tchad

RETOUR DES «COMMANDOS» FORMÉS AU ZAIRE. - Près de cinq cents soldats du 1^{er} bataillon de commandos tchadiens regagnent, ce mardi 21 août, leurs quartiers à N'Djamena, après quatre mois d'entraînement au Zaïre. Un demi-millier de soldats du 2^e bataillon de commandos prendront leur relève au centre de Kouakou, au Zaïre, géré par des instructeurs tchadiens et des conseillers militaires belges. Les commandos tchadiens sont destinés à prendre la relève de quelque deux mille soldats zairais stationnés à N'Djamena depuis un an. - (AFP, Reuter.)

مركز الامم المتحدة

AFRIQUE

République Sud-Africaine

Les « réformes » de l'apartheid

(Suite de la première page.)

Quant à la charge des affaires noires, elle relèvera directement du chef de l'Etat.

Les Noirs, selon les documents officiels, « ne forment pas un groupe homogène et disposent de leurs propres territoires (homelands), où ils peuvent exercer leurs droits politiques ». Un avertissement, précisent toujours les sources gouvernementales, que les Blancs, les métis et les Indiens n'ont pas.

S'agit-il donc de strapontins parlementaires pour deux minorités qui ne pourront avoir une réelle influence sur les grandes orientations de la politique intérieure sud-africaine ? D'un piège qui permet une nouvelle fois de diviser pour mieux régner ? Ou d'un premier pas timide vers une intégration après soixante-quatre années de séparation régie par la Constitution de 1910 ?

« Les Afrikaners ont trouvé la recette miracle pour partager le pouvoir sans pour autant en perdre le contrôle », estime, pour sa part, le professeur Hermann Gillmore de l'université du Cap. D'éléments juridiques pensent que, en fait, la nouvelle Assemblée s'enfermera très vite dans un maquis procédural et que le véritable pouvoir sera entre les mains du président de la République et de son conseil. De toute façon, il n'y aura aucun débat commun, et les trois Chambres siégeront dans des locaux séparés.

Une « comédie »

La nouvelle Constitution entrera en vigueur le 3 septembre et la nouvelle Assemblée tricamérale sera officiellement inaugurée le 18 septembre. Au total, 208 candidats métis et 170 Indiens se disputent les 120 sièges à pourvoir. Neuf partis sont représentés : quatre pour les métis et cinq pour les Indiens. Ces partis, en vérité, ne présentent pas de différences fondamentales, les candidats étant souvent passés all-

gement d'une formation à l'autre. C'est peut-être de ces derniers se déclarant indépendants, ce qui donne lieu à toutes les supputations pour deviner sous quelle bannière ils se rangeront une fois élus.

Chez les métis, le Labour Party, dirigé par le pasteur Allan Hendricks, a de bonnes chances de contrôler la Chambre des représentants. A la Chambre des députés, les choix se porteront en majorité sur les deux principaux rivaux qui sont le National People's Party (NPP) et Solidarity.

Mais quelle sera la représentativité de ces députés ? Selon les chiffres officiels, 64,8 % des électeurs potentiels métis et 68,7 % des électeurs Indiens se sont inscrits sur les listes électorales, soit, au total, un peu plus de 1300000 personnes. Parmi eux, combien se rendront aux urnes ? En général, chaque fois que ces deux communautés ont été appelées à se prononcer au sein d'organismes raciaux pour quelques droits limités, le taux de participation était de l'ordre de 20 à 30 %. Pour le pasteur Allan Boesak, fondateur du Front démocratique uni (UDF),

Le mouvement multiracial créé l'an dernier pour s'opposer à cette Constitution et qui appelle au boycottage, « si le taux de participation est égal ou supérieur à 25 %, ce sera une victoire pour le gouvernement. Nous voulons maintenir la participation au-dessous de la barre des 20 % ».

L'UDF, qui regroupe près de sept cents organisations, le Forum national, qui en réunit deux cents autres, essentiellement africaines et proches du mouvement de la Conscience noire, et l'AZAPO (Azanian people organisation) mènent une campagne dynamique contre ces élections législatives. Certains meetings de l'UDF ont été interdits. Des incidents, quelquefois violents, se sont produits avec la police quand des militants du boycottage sont venus porter la contradiction lors de réunions publiques. Le pasteur Boesak, qui est président de l'Alliance mondiale des Eglises réformées, dénonce les irrégularités commises lors des inscriptions et fustige cette « comédie ».

Le chef Gashu Buthelesi, premier ministre du homeland zoulou, parle de « balivernes politiques », s'en prenant « aux frères métis et Indiens qui courent la langue pendante après la Constitution dans l'espoir d'obtenir de nouveaux privilèges ». Les partisans du boycottage se demandent pourquoi les partis politiques interraciaux sont restés interdits pour ces élections, ce qui a précédemment contraint le Labour Party à présenter des candidats indépendants pour la Chambre des députés parce qu'il en avait déjà pour l'autre.

La campagne en faveur du boycottage n'a eu de cesse de contrer la propagande officielle efficacement relayée par certains médias, et notamment la télévision. La polémique a pris une tournure quelquefois déplorable quand on a fait croire à certains électeurs qu'ils perdraient leurs pensions, voire leurs maisons, s'ils s'abstenaient. Elle a été parfois

violente quand des cocktails Molotov ont été lancés au domicile de plusieurs candidats, et souvent ordinaire (démarchage et tracts, dont l'un, celui de l'Association des étudiants musulmans, qui disait : « Ne collaborez pas. Boycottez les élections raciales », a été censuré).

Mais le boycottage est-il une arme appropriée ? De nombreux observateurs se demandent s'il n'aurait pas mieux valu aller aux urnes, utilisant ainsi les structures de l'oppression, pour prouver sa propre représentativité, quitte, ensuite, à refuser de siéger dans le « Parlement de l'apartheid ». Cette méthode aurait permis de saboter la nouvelle Constitution. Encore aurait-il fallu que l'union puisse se faire, ce qui est loin d'être le cas.

De toute façon, les abstentionnistes ne veulent en aucune manière donner la moindre crédibilité à ce qu'ils qualifient d'« élections raciales ». Le Labour Party, principale formation métisse, a d'ailleurs longtemps tergiversé avant d'accepter, à une écrasante majorité, de participer à cette consultation. Chez les

Indiens, l'unanimité n'a pas pu être réalisée, le Congrès du Transvaal et, surtout, celui du Natal, province où réside la majorité d'entre eux, se sont prononcés en faveur du boycottage. Cette communauté n'a pas oublié que ses membres ne peuvent toujours pas séjourner plus de soixante-douze heures dans la province de l'Etat libre d'Orange.

Les deux nouvelles Chambres seront-elles « les ennemis de seconde classe de la communauté africaine », comme le prétendent quelques-uns, qui affirment que les objectifs des candidats est d'améliorer, avant tout, le sort de leurs frères de couleur ? Le propos est sans aucun doute exagéré. S'agit-il d'un pas dans la bonne direction, comme le répète le premier ministre, ajoutant : « On ne peut rejeter la main coopérative tendue par l'électorat blanc » ? Il restera à le prouver.

En attendant, les chicaneries commencent à propos de l'ouverture des bars et de la vente de boissons alcoolisées le jour du scrutin. Cela relève des affaires générales, a déclaré le ministre de l'intérieur, indiquant la vente d'alcool dans un rayon de 30 kilomètres autour des circonscriptions électorales. Non, ont répliqué les intéressés et, plus spécialement, le Liquor Board, cela concerne les affaires d'ordre communautaire. En conséquence, l'interdiction ne s'applique que dans un rayon de 5 kilomètres. D'ordre communautaire ou d'ordre générale, la question n'a pu être posée.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Ouganda

Le comportement des forces de l'ordre entrave l'action d'organismes humanitaires

Nairobi. « Il y a encore beaucoup de souffrances en Ouganda. Il y a encore des gens qui croient que le fusil est le meilleur système de gouvernement », déclarait récemment M. Milton Obote, le chef de l'Etat. Ces propos visaient, bien évidemment, les « bandits » de l'Armée nationale de résistance (NRA), conduite par M. Yoweri Museveni, qui continuent d'entretenir l'insécurité, notamment dans leur bastion du Luwero, au nord de Kampala. Cet avertissement aurait dû aussi s'adresser à ces hommes en uniforme qui, sur ordre supérieur ou pour leur propre compte, se livrent à toutes sortes de violences contre la population civile, sous prétexte de combattre les dissidents (1).

Ainsi, le 30 juillet, près de Kyusa, à l'est de Luwero, des éléments incontrôlés ont mitraillé, avec l'intention de tuer, un véhicule du Comité international de la Croix-Rouge de Genève (CICR), blessant une infirmière irlandaise et deux employés de la Croix-Rouge ougandaise et volant les médicaments et le matériel médical. Quelques jours plus tard, sur la route de Hoima, des soldats ont menacé de leurs armes une autre équipe du CICR, accusé, en haut lieu, de se faire l'« allié objectif » de la guérilla. Ce climat d'insécurité restreint singulièrement la liberté de mouvement de cette organisation, qui, notamment dans le district « chaud » de Luwero, ne peut secourir qu'un nombre très limité de personnes dans le besoin.

De notre correspondant en Afrique orientale

A en croire les autorités ougandaises, l'intervention du CICR dans ce secteur aérolitique a moins de raison d'être maintenant que les paysans, « parqués » dans des camps pour des motifs de sécurité, ont été invités à regagner leur domicile. Mais on ignore le sort de ces quelques cent mille personnes ainsi réinstallées : où et dans quelles conditions l'ont-elles été ? On ignore aussi ce qui se passe dans le Karamoja, au nord-est du pays, où des opérations militaires de grande envergure sont engagées depuis plusieurs mois, contre les voleurs de bétail. Beaucoup d'habitants, qui avaient fui leurs villages, n'y sont toujours pas retournés, abandonnant des terres déjà épuisées par la sécheresse.

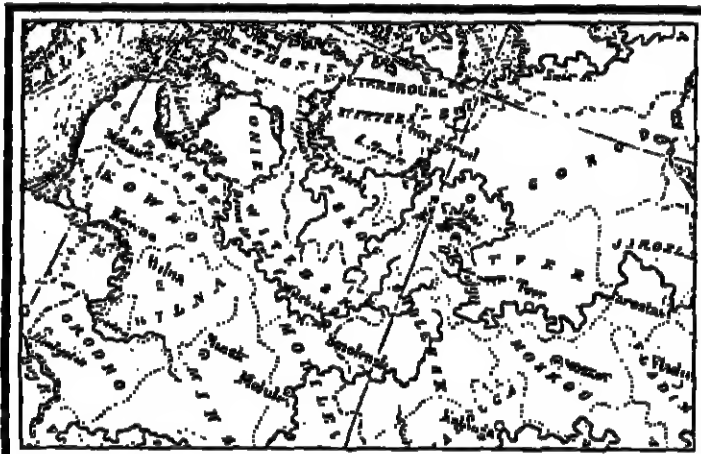
De son côté, le haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a suspendu le rapatriement volontaire, dans la province du Nil-Ouest, de quelques milliers d'Ougandais qui avaient trouvé asile au Zaïre, depuis que, à la mi-juin, Al-hajj Jabiri, un notable local, a été arrêté, dès son retour à Arua, puis battu à mort par des soldats de l'armée régulière. D'autre part, invoquant de prétendues menaces à l'ordre public, les responsables de Kampala viennent de « geler » l'accord récemment négocié avec leurs homologues tanzaniens, qui portait sur le rapatriement d'environ dix mille Banyarwandas, chassés d'Ou-

ganda par des persécutions en décembre 1983.

Beaucoup d'observateurs datent la détérioration de la situation en Ouganda de la mort, en décembre dernier, dans un accident d'hélicoptère, du général David Oyite Ojok, alors chef d'état-major des forces armées. Des rivalités tribales ont retardé jusqu'au 10 août la nomination de son successeur, le brigadier Smith Opon-Acak. Saura-t-il remettre les soldats au pas ? L'accord conclu entre Londres et Kampala sur la formation des cadres militaires par des instructeurs britanniques, qui remplaceront une équipe du Commonwealth, faciliterait-il la création d'une armée digne de ce nom ? Ce n'est pas un hasard, en tout cas, si cet accord a été signé le 17 août, au moment même où les autorités ougandaises annulaient, à titre de représailles, un programme américain de même nature, comme si elles voulaient prouver que certains pays étrangers, aussi « à cheval » sur le respect de la règle de droit que la Grande-Bretagne, ne désespèrent pas de les voir, un jour, rétablir l'ordre et la sécurité.

JACQUES DE BARRIN.

(1) Quinze mille personnes ont été tuées au cours des querelles politiques et tribales en Ouganda depuis le retour au pouvoir de M. Obote, voici près de quatre ans, a déclaré M. David Anyo, ministre ougandais de l'information, dans un entretien publié lundi 20 août, par le New York Times. Ce chiffre est nettement inférieur aux estimations d'officiels américains, qui ont parlé de cent mille victimes.



Un monument de la littérature universelle:

GUERRE ET PAIX

par LÉON TOLSTOÏ
dans la traduction de la Princesse Paskievitch.

Première version française
autorisée par Tolstoï lui-même.

Précieuses illustrations croquées sur place par des dessinateurs russes.

D'Austerlitz à la Berezina, l'épopée napoléonienne vue du côté russe par un génie de la littérature.

Ce grand roman, qu'on a pu comparer à l'Illiade, est plus qu'un roman. Fournissant d'anecdotes colorées et de détails pittoresques, il nous livre l'âme d'un peuple au cours de la plus grande épreuve de son histoire.

Si la guerre de Russie donnée à ce beau texte se trouve et son unité, si Napoléon et Koutouzov figurent parmi les héros de cette fresque, le conflit historique

n'est pas le sujet essentiel de cet extraordinaire récit. L'amour, la grandeur, la charité, la « non violence » dont Tolstoï fut le théoricien avant que Gandhi inspiré par le grand Russe en fasse l'instrument qu'on sait, autant de thèmes qui transparaissent et s'imposent à travers la rumeur des combats.

Richement illustrée, notre édition a été conçue dans l'esprit de l'époque.

Ce chef-d'œuvre, si profondément russe et cependant si universel, ne prend toute sa dimension que dans le cadre où il a été élaboré. C'est pourquoi Jean de Bonnot a voulu donner à son édition un cachet particulier évoquant l'ancien empire des Tsars ; par la traduction d'abord qui est l'œuvre d'une admirable princesse russe à la double culture slave et française dont le parfait bilinguisme était naguère partagé par toute l'aristocratie (les dialogues de « Guerre et Paix » n'ont-ils pas été écrits, en partie, directement en français, comme c'était le cas dans la Russie de ce temps). L'ambiance russe est également donnée par les illustrations (une par page de

Le décor de la reliure pousse sur or véritable au dos et frappé à froid sur les plats contribue aussi à créer ce climat particulier dont les exilés russes gardèrent longtemps la nostalgie. Les fers à dorer ont été gravés à la main par l'artiste Maurice Charrier.

Des livres pour toujours. Les livres de Jean de Bonnot sont conçus pour durer. C'est un des rares éditeurs, sinon le seul, à utiliser encore le cuir et l'or véritable pour toutes ses reliures dont le décor original est créé dans ses ateliers. C'est donc ainsi que sont reliés les deux forts volumes in-octavo (14x21 cm) de « Guerre et Paix ». Plus de 95 cm² d'or à 22 carats et près de 845 cm² de beau cuir de mouton leur confèrent une noblesse qu'on ne voit plus guère.

Autre élément noble, le papier, un superbe vergé chiffon fabriqué à la forme ronde comme autrefois et dont la qualité se lit dans le filigrane « aux canons ».

Le reste est à l'avant : tranches supérieures dorées à l'or fin, tranche inférieure et signes trassés, coins remplis main à l'os... Deux beaux et bons volumes donc, en harmonie avec un texte immortel.

Garantie à vie. Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'or véritable et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

Jean de Bonnot

CADEAU

Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront une estampe originale représentant un paysage. Cette gravure de 14 x 21 cm est une véritable petite œuvre d'art, numérotée et signée par l'artiste. Elle leur restera acquise quelle que soit leur décision.

Jean de Bonnot

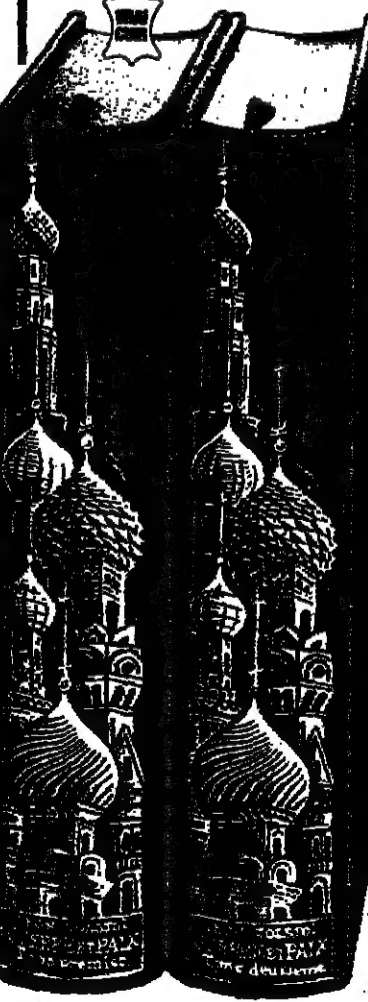
Prêtez-moi ce livre S.V.P.

à envoyer à JEAN DE BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Oui, envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours le premier volume de « Guerre et Paix » de Tolstoï, en deux volumes, auquel vous joindrez mon cadeau. J'attendrai néanmoins le temps nécessaire pour qu'il puisse être relié (minimum 1 mois, maximum 4 mois). Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai, de toute façon, la gravure que vous m'offrez. Si je décide de le garder, je vous réglerai le prix de souscription de 136 F (+ 19 F de frais de port). Le deuxième volume me parviendra un mois après et je le réglerai au même prix que le premier.

Nom..... Prénom.....
N°..... Rue.....
Ville..... Code postal.....

Signature.....
Je déclare sur l'honneur que tant mon adresse que ma signature sont conformes.



2 volumes grand in-octavo 14 x 21 cm
peausserie vrai cuir.

PROCHE-ORIENT

Liban

Des combats entre milices rivales font 30 morts et plus 100 blessés à Tripoli

Trente personnes ont été tuées et cent vingt-cinq autres blessées, le mardi 21 août, lors d'affrontements entre des éléments musulmans pro-syriens et les miliciens du Mouvement de l'Unité islamique de cheikh Chabane dans la ville de Tripoli dans le nord du Liban. De nombreux enfants figuraient parmi les victimes, qui seraient tous des civils. Les combats, qui avaient commencé mardi matin avaient sensiblement baissé d'intensité en fin de matinée.

Les chefs des deux principales milices musulmanes libanaises, MM. Walid Jumblatt (druze) et Nabih Berri (chiite), se sont d'autre part rendus mardi à Damas, a annoncé Radio-Beyrouth. Leur visite intervient au lendemain des pourparlers menés à Beyrouth par le président Gemayel et son premier ministre Rachid Karame avec un conseiller du président syrien Hafez El Assad.

Ces tractations visent à lever les obstacles qui empêchent depuis plusieurs semaines l'application du plan de sécurité pour la montagne du Chouf au sud-est de Beyrouth, menaçant la paix laborieusement instaurée depuis le début juillet dans la capitale. L'émir du Liban, le général Mohamed El Khori, chef des services de renseignement de l'aviation syrienne, s'était entretenu pendant quatre heures avec le président Gemayel et le premier ministre, M. Rachid Karame. A l'issue de cette réunion,

Iran

Fin de la « mini-crise » ministérielle

Le Parlement iranien a confié, lundi 20 août, à titre provisoire, les portefeuilles de la défense et de l'éducation au premier ministre, M. Mir Hossein Mousavi, pour un délai de deux mois, conformément à la Constitution. Le Madjlis a, par ailleurs, approuvé les nominations de MM. Iradj Fazel au ministère de la culture et de l'enseignement supérieur, Ali-Reza Marandi à celui de la santé et Ghobad-Reza Chafai à celui de l'industrie.

Ces nominations mettent fin à la « mini-crise » ouverte la semaine dernière à la suite du refus du Parlement d'accorder sa confiance à cinq ministres, accusés d'incompétence. Vendredi, le premier ministre avait nommé le colonel Mohammad Reza Rahimi, ministre de la défense à titre temporaire et désigné des responsables pour assurer l'intérim des quatre autres ministères.

A Paris, on indique dans les milieux pétroliers internationaux que les exportations iraniennes de pétrole sont tombées, depuis début août, à moins de 1 million de barils par jour, contre un rythme quotidien normal de 1,8 à 2 millions. Selon les affirmations de bateaux enregistrés pour l'Irak, le rythme des enlèvements de brut est tombé en moyenne à deux pétroliers de 220 000 à 250 000 tonnes par semaine, soit environ 500 000 barils de pétrole par jour. Selon les milieux pétroliers internationaux, Téhéran semble attendre l'évolution du marché plutôt que de chercher à brader avec des tarifs bien au-dessous des prix officiels de l'OPEP.

LES PALESTINIENS PROSYRIENS S'OPPOSERONT PAR TOUS LES MOYENS A LA TENUE DU CNP A ALGER

Damas (AFP). - Les dirigeants des quatre groupes palestiniens pro-syriens de l'Alliance nationale ont annoncé lundi 20 août à Damas qu'ils « déploreront tous les efforts nécessaires en vue de mettre en échec la prochaine réunion du Conseil national palestinien » (CNP-Parlement en exil) qui doit en principe se tenir avant le 15 septembre prochain.

An cours d'une conférence de presse, les pro-syriens ont affirmé qu'ils feraient assumer « la responsabilité (d'une scission au sein de l'OLP) à toute partie qui participera à cette réunion ». « Nous ferons également assumer à tout pays qui accepte d'accueillir la réunion du CNP sur son territoire la même responsabilité, et nous exerceons contre ce pays toutes les mesures nécessaires », ont-ils affirmé.

Les membres de l'Alliance nationale ont d'autre part lancé un appel à l'Alliance démocratique (Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP), Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), Front de libération de la Palestine (FLP) et Parti communiste palestinien (PCP) pour qu'elle mette fin à sa ligne « déviante » et « œuvre conjointement avec l'Alliance nationale en vue de la destitution d'Arafat ».

Il est également annoncé la prochaine formation d'un « commandement collégial » du mouvement de dissidence au sein du Fatah dirigé par Abou Moussa.

La doctrine ultra-libérale, dite de l'« laissez-faire », inaugurée par Sadate a contribué à aggraver la crise économique. Le pays s'est enfoncé dans les catégories les plus défavorisées de la population et ceux qui ont édifié des fortunes démesurées à l'ombre du libéralisme. Pour survivre, les salariés cherchent à fuir les conséquences de la déflation. L'émigration a permis de résorber le chômage et a accru le pouvoir d'achat d'une partie de la population, atténuant ainsi les tensions sociales. Paradoxalement, cependant, les fonds transférés par les expatriés ont déstabilisé les rapports sociaux, aggravant l'inflation et créant une prospérité illusoire dans un pays qui consomme davantage qu'il ne produit (Le Monde du 21 août).

Le Caire. - S'il fallait se fier aux apparences, on conclurait promptement que l'Egypte est l'un des pays les plus prospères du tiers-monde. Des centaines de milliers de véhicules sillonnent le pays, circulant dans les villes par-choix contre pare-choix, provoquant des embouteillages monstrueux dans la capitale, qui compte à elle seule quelque 600 000 voitures. Le parc automobile s'élève au rythme de 100 000 unités l'an.

Au centre du Caire, dans les beaux quartiers, les magasins et les super-marchés regorgent de produits, y compris ceux que l'on qualifie généralement de luxe dans les pays en voie de développement. On peut tout acheter à condition d'y mettre le prix : vêtements de grande couturière étrangers, appareils ménagers allemands, parfums français, fromages hollandais, mobilier américain, montres suisses.

Les campagnes, où le mode de vie est généralement frugal, témoignent encore mieux du bouleversement intervenu dans les mœurs qu'a suscité l'importation de la société de consommation. Le spectacle est souvent saisissant. Dans une bourgade à une centaine de kilomètres du Caire, des tentes de télévision hérissent les toits de maisons en torchis, des climatiseurs s'incrustent, en sautoir, sur les murs argileux. Pourtant l'électricité a été introduite ici il y a à peine six ans, et l'eau potable manque encore.

Dans un village voisin, tout autant délabré, une « boutique » - le terme a été incorporé au vocabulaire arabe - exhibe, entre autres, des magnétoscopes et des transistors japonais, des cassettes vidéos conçues à Chypre, des tissus et des gadgets de Hong-kong.

Les consommateurs sont généralement les bénéficiaires de fonds transférés par des travailleurs émigrés, des ouvriers agricoles surpayés en raison de la pénurie de main-d'œuvre, des artisans tout autant recherchés. En revanche, les exploitants, petits propriétaires ou métayers, se plaignent de ne plus pouvoir joindre les deux bouts. Les prix d'importation des produits de plus en plus élevés, ne correspondent plus aux coûts de production, en hausse constante. Certains paysans ont donc renoncé à cultiver des denrées aussi essentielles que le blé, le maïs, le riz, pour se livrer à l'exploitation fruitière, en principe plus rentable parce que libre de toute contrainte.

La stratégie du laissez-faire

En outre, la superficie agricole se rétrécit, au rythme de 25 000 hectares l'an, sous le double effet de l'exode rural et de l'urbanisation. Tant et si bien que la stagnation de la production agricole, l'Egypte est devenue en une décennie l'un des plus grands importateurs mondiaux de denrées alimentaires. Elle consacrera cette année, à cet effet, quelque 5 milliards de dollars, soit la moitié de ses revenus en devises. Le plus grave est qu'elle est dépendante de l'étranger pour près de 60 % de ses besoins vivriers.

La « frénésie » de la consommation, d'une manière plus générale, a été largement favorisée par le libéralisme effréné. L'inflation introduit en 1974 par l'ex-président Sadate pour supprimer, disait-il, les « vices » du socialisme nassérien. En réalité, le dessein du deuxième rail comportait plusieurs volets indissociables. Il cherchait tout à la fois à gagner les bourses grâces des Etats-Unis, notamment en tournant le dos au camp communiste, à clore le conflit avec Israël, à rassurer tout autant des bailleurs de fonds étrangers que les possédants égyptiens en attribuant au secteur privé un rôle moteur. Il croyait pouvoir relancer l'économie en associant les capitaux arabes, pléthoriques après le boom pétrolier de 1973-1974, à la technologie occidentale et aux ressources de l'Egypte qui devait fournir une main-d'œuvre peu onéreuse et d'abondantes matières premières (coton, fer, pétrole, gaz, etc.).

Les lois édictées dans cette perspective ont combié le patronat de

L'Egypte en fermentation

II. - La recherche d'une identité

De notre envoyé spécial ERIC ROULEAU

seule, a privé l'Etat cette année de 2 des 3 milliards de dollars qu'il aurait dû percevoir.

Le dilemme que pose ce problème au président Mubarak est à la mesure de l'embarras dans lequel l'a laissé son prédécesseur. La politique sadatienne de l'inflation dans ses deux principales composantes - libéralisme économique et coopération étroite avec les Etats-Unis - n'a été profitable qu'à une minorité de la population. La paix avec Israël a ramené l'Egypte, de son libéralisme arabe tout en donnant à l'Etat le droit de douane et d'impôts pour une durée de huit ans, renouvelable à certaines conditions, le droit d'exporter des produits et capitaux, les garanties données contre le risque de nationalisation, figurent parmi les multiples avantages conçus pour inciter les bailleurs de fonds, étrangers en particulier, à investir.

Cependant, la stratégie du « laissez-faire » n'a pas engendré les résultats escomptés. Les capitaux arabes ont boudé l'Egypte dès 1979, après que celle-ci eut conclu la paix avec Israël. Contre toute attente, ni les Américains ni les Européens n'ont investi massivement dans un pays qui, isolé politiquement, ne pouvait plus servir de relais aux ambitions de l'Egypte. Quoi qu'il en soit, la marge de manœuvre des pouvoirs publics est singulièrement étroite. L'Egypte est tributaire de Washington, entre autres, pour la majeure partie (70 %) de l'aide financière qu'elle reçoit pour son ravitaillement (75 % de sa consommation de blé, par exemple), pour l'équipement de son armée, pour l'exploitation et la commercialisation de son pétrole, pour la modernisation de ses infrastructures. Ayant mis fin à la diversification de son commerce, après sa rupture avec les pays de l'Est, l'Egypte exporte 70 % de ses produits en Occident et lui achète 80 % des produits dont beaucoup ne lui sont pas indispensables.

Homme prudent s'il en est, le président Mubarak a, malgré tout, apporté de légers correctifs au fonctionnement de l'inflation. Il a renforcé le contrôle sur le crédit, a restreint l'importation de produits de luxe, et réduit légèrement certaines subventions.

Il tente, d'autre part, de prendre ses distances avec la politique américaine, tout en s'efforçant d'éviter une confrontation. Il a rétabli les relations diplomatiques avec l'URSS au niveau des ambassadeurs, après une brève de trois ans ; allant à l'encontre des vœux de Washington, il a « gelé » les accords du Camp David et la normalisation avec Israël, et refuse de renvoyer son ambassadeur à Tel-Aviv avant le retrait

des troupes israéliennes du Liban. Il s'est réconcilié avec Yasser Arafat tout en conseillant au président de l'OLP d'établir des ponts avec la diplomatie américaine.

D'une manière plus générale, le président Mubarak se présente comme un « assésien authentique », un défenseur du non-alignement du secteur public, et des « conquêtes des ouvriers et des paysans ». Pour mieux marquer sa volonté de revenir aux sources de la révolution égyptienne, le nom de Sadate et ses réalisations sont, en règle générale, omis des discours officiels.

Reste à savoir si la rhétorique et de timides réformes suffiront à dissiper la confusion, voire le désespoir que suscite une société en pleine mutation. Les Egyptiens ne savent plus à quel dieu se vouer. En l'espace d'une génération, on trois décennies à peine, ils sont passés de la monarchie à la République, de l'autoritarisme socialiste au libéralisme capitaliste, de l'égalitarisme à la polarisation sociale, d'un despotisme éclairé à une démocratie dirigée, de l'activisme anti-sioniste à la paix séparée avec Israël, de l'alliance avec l'URSS au « mariage catholique » avec les Etats-Unis, de l'arabisme militant à une « pacifisation » effrénée, aux antipodes de la culture arabo-islamique.

La télévision introduit dans des millions de foyers des séries américaines qui ne correspondent nullement à la mentalité et aux préoccupations d'Egyptiens démunis du confort le plus élémentaire. Ces-ci sont tout autant déconcertés par la publicité, conçue à l'étranger, qui vante les mérites d'une quarantaine de marques de shampooing dont ils ignorent jusqu'à l'utilité. Les filles largement dévêtues, aux gestes lascifs, qui présentent un bikini ou une boisson alcoolisée heurtent leur sensibilité. Dans ce pays éminemment pudique, le plus choquant est la prolifération, depuis peu, de salles privées où l'on projette à l'aide de magnétoscopes des films pornographiques, importés de l'étranger.

La dissolution des mœurs, la désintégration des valeurs traditionnelles, qui vont de pair avec des conditions de vie aliénantes, sont généralement mises au compte d'un Occident capitaliste immoral et dépravé. Le choc culturel engendre des comportements contradictoires. Les jeunes filles des villes, qui se voient les vagues de la mer, les robes longues et la tête dénudée sous le hijab, le foulard islamique, témoignent d'une société schizophrénique où, chacun à sa manière, se cherche une identité.

total des forces israéliennes du Liban. Il s'est réconcilié avec Yasser Arafat tout en conseillant au président de l'OLP d'établir des ponts avec la diplomatie américaine.

D'une manière plus générale, le président Mubarak se présente comme un « assésien authentique », un défenseur du non-alignement du secteur public, et des « conquêtes des ouvriers et des paysans ». Pour mieux marquer sa volonté de revenir aux sources de la révolution égyptienne, le nom de Sadate et ses réalisations sont, en règle générale, omis des discours officiels.

Reste à savoir si la rhétorique et de timides réformes suffiront à dissiper la confusion, voire le désespoir que suscite une société en pleine mutation. Les Egyptiens ne savent plus à quel dieu se vouer. En l'espace d'une génération, on trois décennies à peine, ils sont passés de la monarchie à la République, de l'autoritarisme socialiste au libéralisme capitaliste, de l'égalitarisme à la polarisation sociale, d'un despotisme éclairé à une démocratie dirigée, de l'activisme anti-sioniste à la paix séparée avec Israël, de l'alliance avec l'URSS au « mariage catholique » avec les Etats-Unis, de l'arabisme militant à une « pacifisation » effrénée, aux antipodes de la culture arabo-islamique.

La télévision introduit dans des millions de foyers des séries américaines qui ne correspondent nullement à la mentalité et aux préoccupations d'Egyptiens démunis du confort le plus élémentaire. Ces-ci sont tout autant déconcertés par la publicité, conçue à l'étranger, qui vante les mérites d'une quarantaine de marques de shampooing dont ils ignorent jusqu'à l'utilité. Les filles largement dévêtues, aux gestes lascifs, qui présentent un bikini ou une boisson alcoolisée heurtent leur sensibilité. Dans ce pays éminemment pudique, le plus choquant est la prolifération, depuis peu, de salles privées où l'on projette à l'aide de magnétoscopes des films pornographiques, importés de l'étranger.

La dissolution des mœurs, la désintégration des valeurs traditionnelles, qui vont de pair avec des conditions de vie aliénantes, sont généralement mises au compte d'un Occident capitaliste immoral et dépravé. Le choc culturel engendre des comportements contradictoires. Les jeunes filles des villes, qui se voient les vagues de la mer, les robes longues et la tête dénudée sous le hijab, le foulard islamique, témoignent d'une société schizophrénique où, chacun à sa manière, se cherche une identité.

Prochain article :

LA BOUÉE DE L'ISLAM

(1) Le cas n'est pas exceptionnel. La population rurale est privée pour 80 % d'électricité et pour 36 % d'eau potable.

DIPLOMATIE

DROITS DE L'HOMME

Publication d'un rapport de M. Joinet sur l'immistie

De notre correspondante

Genève. - La sous-commission des droits de l'homme de l'ONU, composée d'experts indépendants, avait inscrit à son ordre du jour « la question des droits de l'homme dans le cas des personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement » et avait chargé, l'an dernier, M. Louis Joinet d'entreprendre, en qualité de rapporteur, « une étude sur la législation d'immistie et son rôle dans la protection et la promotion des droits de l'homme ». Bien qu'intitulé « rapport préliminaire », le texte présenté la semaine dernière par l'expert français a été considéré par la sous-commission comme l'apport le plus important dans le domaine de la législation internationale des droits de l'homme enregistré depuis l'adoption de l'étude de M. Nicole Questiaux sur « les conséquences de l'état d'exception » (Le Monde du 29 août 1981).

L'immistie constitue-t-elle un des droits fondamentaux de l'homme, surtout quand la détention revêt un caractère politique ? M. Joinet le croit fermement. Ce qui ne l'empêche pas de préciser que, lorsqu'il s'agit de responsables de tortures, de disparition volontaire ou forcée ou d'exécution extra-judiciaire, « l'attente à la condition humaine est telle que le droit à l'oubli s'impose ». Les défenseurs de l'orthodoxie économique ont pu être la mémoire courte et manquer sans doute d'imagination. Ils n'ont suggéré ni l'abolition des privilèges exorbitants accordés aux entreprises étrangères ni l'instauration d'un rigoureux système d'imposition, qui pourrait rapporter plusieurs milliards de dollars. Il faut savoir, à cet égard, que la fraude fiscale, à elle

seule, a privé l'Etat cette année de 2 des 3 milliards de dollars qu'il aurait dû percevoir.

Le dilemme que pose ce problème au président Mubarak est à la mesure de l'embarras dans lequel l'a laissé son prédécesseur. La politique sadatienne de l'inflation dans ses deux principales composantes - libéralisme économique et coopération étroite avec les Etats-Unis - n'a été profitable qu'à une minorité de la population. La paix avec Israël a ramené l'Egypte, de son libéralisme arabe tout en donnant à l'Etat le droit de douane et d'impôts pour une durée de huit ans, renouvelable à certaines conditions, le droit d'exporter des produits et capitaux, les garanties données contre le risque de nationalisation, figurent parmi les multiples avantages conçus pour inciter les bailleurs de fonds, étrangers en particulier, à investir.

Monde

BATAILLE DU RÉG

députés socialistes

le projet pré

Les députés socialistes ont voté mardi 21 août à l'Assemblée nationale le projet de loi relatif à la dévolution des biens de l'Etat. Ce projet, qui vise à réorganiser la gestion des biens de l'Etat, a été adopté par 351 voix contre 107. Le projet prévoit notamment la création d'un organisme chargé de la gestion des biens de l'Etat, la mise à disposition de ces biens à des prix réduits pour les collectivités locales, et la suppression de certaines subventions. Le projet est considéré comme une mesure importante pour la réforme de l'Etat.

Une relance de la

Le ministre de l'Intérieur, M. Robert Badier, a annoncé mardi 21 août que le gouvernement envisageait de relancer la construction de logements sociaux. Cette mesure vise à répondre aux besoins croissants de logements abordables pour les familles modestes. Le ministre a précisé que le gouvernement travaillait à accélérer le rythme de construction de ces logements, en particulier dans les zones urbaines tendues.

CORRESPONDANT

Les députés socialistes ont voté mardi 21 août à l'Assemblée nationale le projet de loi relatif à la dévolution des biens de l'Etat. Ce projet, qui vise à réorganiser la gestion des biens de l'Etat, a été adopté par 351 voix contre 107. Le projet prévoit notamment la création d'un organisme chargé de la gestion des biens de l'Etat, la mise à disposition de ces biens à des prix réduits pour les collectivités locales, et la suppression de certaines subventions. Le projet est considéré comme une mesure importante pour la réforme de l'Etat.

DI

M. Juppé : on

M.

Le député socialiste M. Juppé a déclaré mardi 21 août que le gouvernement envisageait de relancer la construction de logements sociaux. Cette mesure vise à répondre aux besoins croissants de logements abordables pour les familles modestes. Le député a précisé que le gouvernement travaillait à accélérer le rythme de construction de ces logements, en particulier dans les zones urbaines tendues.

مكتبة الأمل

LA « BATAILLE DU RÉFÉRENDUM »

Les députés socialistes amendent le projet présidentiel

L'Assemblée nationale s'est saisie à son tour, mardi 21 août, du projet gouvernemental de révision de la Constitution qui tendrait, s'il était accepté, à la possibilité de recourir au référendum. A 18 h 30 M. Robert Badinter, garde des Sceaux, devait exposer aux députés de la commission des lois les raisons de ce texte. Mercredi 22, ceux-ci examineront le ou les amendements que proposera M. Raymond Forni (PS-territoire de Belfort), président de la commission et rapporteur du projet, avant que le débat ne commence en séance publique jeudi matin.

Tout cela devrait être sans grande surprise, les uns et les autres ayant déjà largement exposé leurs positions depuis que M. François Mitterrand, le 12 juillet, a annoncé son intention de soumettre à référendum cette modification constitutionnelle. Reste quand même pour les socialistes, un problème de tactique. Jusqu'où doivent-ils aller dans l'aménagement du projet gouvernemental ? Doivent-ils donner satisfaction aux premières demandes de certains porte-parole de l'opposition, avant que la totalité de celle-ci ne se rallie au Sénat à un refus global, de façon à montrer que les projets soumis au référendum ne pourraient pas réduire les libertés existantes ? La question n'est pas encore tranchée, elle devrait l'être au cours de la réunion des députés socialistes mardi 21 août dans l'après-midi.

Une modification semble d'ores et déjà acquise. Les députés socialistes

proposent que le Conseil constitutionnel soit obligatoirement saisi de tout projet qui serait soumis au référendum en vertu de l'article 11 de la Constitution : son avis serait rendu public mais le président de la République ne serait pas légalement obligé de s'y soumettre. Cela concernerait non seulement les projets touchant aux « garanties fondamentales des libertés publiques », mais aussi les projets de ratifications de traités internationaux ou portant sur l'organisation des pouvoirs publics qui, déjà, peuvent être soumis à référendum.

Ainsi, si une telle disposition avait existé en 1962, quand le général de Gaulle avait proposé aux électeurs de décider que le président de la République serait désormais élu au suffrage universel, le Conseil constitutionnel aurait pu faire connaître qu'à son avis la procédure de modification de la Constitution choisie était contraire à celle-ci. Le général de Gaulle aurait pu néanmoins maintenir son projet.

Les socialistes proposent-ils d'autres amendements ? Pour préciser, par exemple, que les projets soumis au référendum ne pourraient pas réduire les libertés existantes ? La question n'est pas encore tranchée, elle devrait l'être au cours de la réunion des députés socialistes mardi 21 août dans l'après-midi.

Th. B.

QUI PRÉSIDENT L'ASSEMBLÉE RÉGIONALE DE CORSE ?

L'abstention de M. Nicolas Alfonsi (MRG) laissera le champ libre à M. Jean-Paul de Rocca-Serra (RPR)

De notre correspondant

Giacobbi, sénateur MRG de Haute-Corse, arrivé en tête de la gauche, qui a dit son intention d'être candidat aux trois tours de scrutin et attendait des autres membres de la majorité présidentielle un soutien sans faille. L'attitude du Parti socialiste ne manquera pas d'apparaître, aux yeux des élus radicaux du Nord, comme une véritable trahison qui aura de multiples prolongements dans les municipalités d'union, comme à Bastia, mais surtout au sein du conseil général de Haute-Corse et lors du prochain renouvellement cantonal de mars 1985.

Les communistes corses non plus n'ont guère apprécié la décision de l'USR alors qu'ils avaient souhaité une concentration préalable des trois listes de gauche demandée aussi par le PS de Haute-Corse avant toute prise de position officielle. Le PC, très favorable localement à sa stratégie initiale, avance trois axes de discussion : la défense des contrats de plan tels qu'ils avaient été adoptés dans leurs principes par l'Assemblée, l'ouverture politique aux trois élus de l'Union du peuple corse, la recherche, enfin, d'un candidat à la présidence susceptible de réunir les élus de progrès. Ce troisième point reprend une proposition déjà formulée par le Parti communiste le 30 mai dernier, qui souhaitait voir la gauche constituer une liste commune conduite par M. Prosper Alfonsi, président sortant.

Si les communistes ne reçoivent pas de réponse de leurs partenaires, ils présenteront M. Dominique Buo-

chini, leur tête de liste, aux deux premiers tours de scrutin et pourraient voter au troisième tour M. François Giacobbi, une façon de « marquer à gauche » le sénateur MRG.

Les nationalistes se refusent à tout compromis

Du côté de la famille nationaliste, on a profité du week-end pour tirer les enseignements du scrutin et esquisser une stratégie. Le comité central de l'UPC, réuni samedi 11 août à Abazia, près de Ghiscaccia, a arrêté la rédaction d'un questionnaire envoyé aux autres listes pour tenter de dégager un programme minimum visant à respecter une trêve politique. Ce programme, qui aurait l'assentiment d'une majorité de l'Assemblée, prévoyait, ce faisant, de choisir un président qui aurait, pour l'UPC, le profil de M. Prosper Alfonsi. Les interrogations, assez générales, portent sur une demande émanant des élus corses et sont adressées à l'Etat pour que celui-ci dégage des moyens nouveaux pour une mise en route du statut particulier. L'UPC questionne aussi les autres groupes sur la politique culturelle à mener avec, à la base, la défense de la culture et de la langue corses.

Enfin, le mouvement autonomiste attend la définition et la mise en pra-

tique d'un plan de développement créateur d'emplois. A l'exception du Parti communiste qui est très désireux d'un rapprochement avec l'UPC, il faut attendre peu de réactions aux questions-propositions des trois élus du Parti autonomiste qui aura finalement le choix entre l'abstention, un vote aux trois tours pour M. Max Simeoni, si celui-ci est candidat, avec l'appui à la candidature de M. Pierre Poggioli, tête de la liste Unia nazionalista.

Une assemblée générale de la mouvance nationaliste pro-indépendantiste s'est tenue en effet le dimanche 19 août, près d'Aléria. Elle n'a donné lieu, pour le moment, à aucune déclaration officielle. On croit cependant savoir que les militants nationalistes ont donné à leurs tours le feu vert pour siéger à l'Assemblée tout en refusant tout compromis avec les autres listes, à l'exception de l'UPC avec laquelle les points d'accord sur certaines questions pourraient être recherchés. Les nationalistes se seraient, d'autre part, prononcés pour la candidature à la présidence de M. Pierre Poggioli aux trois tours de scrutin. L'attitude des élus autonomistes qui vise à neutraliser leurs voix dans le débat droite-gauche fixe ainsi la majorité réelle au sein de la nouvelle Assemblée à vingt-neuf suffrages. Une majorité que l'opposition et le Front national réunis dépassent d'un vote.

DOMINIQUE ANTONI.

La saison touristique dans l'île aurait été désastreuse sans l'apport des Italiens

De notre correspondant

Ajaccio. — La baisse de la fréquentation touristique en Corse ne saurait uniquement se traduire par un alignement de chiffres et s'explique par les paramètres habituels. De plus, une diminution globale de l'ordre de 10 % en juillet (qui sera d'ailleurs inférieure en août) peut-être qualifiée de catastrophique lorsqu'on sait qu'elle joue, en fin de compte, sur 20 000 à 30 000 personnes de moins ? La vérité est aussi ailleurs, bien qu'il ne vienne à l'idée de personne de nier l'ampleur du phénomène.

Tout d'abord, il importe de rappeler que, dans sa meilleure année, en 1982, la Corse a reçu — selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) — 1 140 000 touristes, dont 706 000 (63 %) pour les seuls mois de juillet et août. Au sommet de l'été, à la mi-août, 330 000 touristes étaient présents dans l'île. Première baisse en 1983 : - 6 % environ, alors que la progression avait atteint + 9 % par an, jusqu'en 1977, pour tomber progressivement à + 4 % en 1981 et se stabiliser en 1982.

Si l'on affine encore l'analyse chiffrée pour 1982, on constate que, durant la période mai-septembre, l'île a enregistré 967 000 arrivées : 674 000 de France continentale (dont 185 000 ayant des attaches familiales en Corse) et 293 000 de l'étranger (dont 135 000 d'Allemagne et 56 000 d'Italie).

Baisse sur Paris et l'Allemagne

Cette année, les marchés les plus atteints sont, selon les premiers constats, le marché parisien et le marché allemand, clientèle constituée globalement de cadres (60 %) et, à par définition, disposant de moyens supérieurs puisqu'ils choisissent l'hôtellerie et les résidences secondaires. La crise économique explique en partie cette désaffection, tout autant, sans doute, que la violence. Ceux qui ont les moyens veulent, en effet, la paix et la tranquillité. Or, ils sont agressés par l'ampleur de l'information qui, en mettant en évidence les attentats (la plupart du temps heureusement bénins par rapport aux pays ou régions confrontés au véritable terrorisme), tend à assimiler la Corse à l'Irlande ou au Liban. Avec, pour résultat, une baisse de fréquentation dans les hôtels et les restaurants d'une part et, d'autre part, l'arrêt de la construction (hôtels et villas) ce qui explique aussi l'effondrement du secteur du bâtiment.

La violence, en revanche, n'a pas d'effet dissuasif apparent sur la clientèle moderne. Cette dernière fait surtout du camping ou du caravanning (26 % des nuitées en 1982, vraisemblablement beaucoup plus cette année), voyage sur le pont des bateaux (et non en cabine), déjeune sur la plage ou pique-nique en montagne, etc. Un grossiste en produits alimentaires relevait, par exemple, que en juillet 1984, il n'avait vendu que 3 tonnes de langoustines et de crevettes, contre 15 tonnes en juillet 1983. « Il s'agit, précisait-il, d'un

produit cher. » Conclusion : « Les gens dépensent moins. »

Là réside, sans doute, l'explication du manque à gagner que les professionnels liés au tourisme vont avoir à subir cette année en Corse. Il faut donc rechercher d'autres marchés, suivant l'exemple donné par la Corsica-Ferries.

Savoir

« cibler la clientèle »

Cette compagnie, qui bat pavillon panaméen, avait, jusqu'en 1983, axé ses campagnes promotionnelles sur Paris et sur l'Allemagne. Elle avait, cette année-là, enregistré une baisse considérable (plus de 30 % sur 385 000 passages). Son président-directeur général, M. Pascal Lotta, a donc fait procéder à une étude de marketing. « J'ai constaté, dit-il, qu'il y avait une dérive traditionnelle de la Corse — le dolce far niente — s'était substituée à une île méditerranéenne. J'ai alors été conduit à « réorienter de plus près au marché italien, qui est moins sensible aux phénomènes de la violence. Nous avons donc lancé une vaste campagne télévisée sur les principales chaînes de la péninsule, notamment en Lombardie et en Toscane : quatre-vingt-sept spots, à raison de quatre par jour pendant trois semaines. Le résultat a répondu à nos attentes : dans la seconde quinzaine de juillet, l'augmentation du nombre des passagers a atteint 50 % et, durant la première semaine d'août, 75 %. Malheureusement, les Italiens prennent leurs vacances en même temps que les Français, alors que l'Allemagne a réalisé, depuis plusieurs années, cet équilibre auquel on aspire tant chez nous... »

Alors, la saison touristique corse aurait été sauvée par les Italiens ? Ce serait vite dit et un peu trop schématisé. Mais il est sûr que, sans eux, elle aurait été réellement catastrophique.

Fort de son expérience, M. Pascal Lotta estime que la promotion du tourisme corse est à repenser. A son avis, l'utilisation de la télévision est primordiale et plus efficace que les coûteux déplacements dans les salons internationaux, en France ou à l'étranger. Il faut également savoir « cibler la clientèle » et éviter des slogans dans le genre « Visa pour la Corse », utilisé en Allemagne et qui a pu laisser croire que le passeport était indispensable pour se rendre sur l'île...

En total, les compagnies qui desservent la Corse au départ de l'Italie continentale et de la Sardaigne auront enregistré des coefficients de remplissage satisfaisants, tandis que la SNCF et les compagnies aériennes auront connu une baisse assez nette. « La dégradation risque de continuer », redoute M. Lotta, qui estime qu'il faudra à la Corse dix ou quinze ans pour remonter la pente et retrouver le taux de progression des années 70. « A condition, bien entendu, que la violence cesse et donc que l'image de la Corse redevenue positive. »

P. S.

Une relance de la controverse sur les effets du scrutin proportionnel

Les résultats de l'élection de l'Assemblée régionale corse, le 12 août dernier, et les difficultés rencontrées par les différentes formations politiques pour constituer une majorité en vue de la désignation de son président ont relancé le débat relatif au mode de scrutin proportionnel.

Ainsi M. François Létard, secrétaire général du Parti républicain, soulignait, dimanche 19 août au micro de RMC, le double risque que comporte selon lui la proportionnelle : « L'émiettement » d'une part, la « confusion » d'autre part.

« L'émiettement, ça veut dire qu'on a en face de soi — vous l'avez vu pour la Corse hier et aujourd'hui — une multitude de partis ou de personnes. La confusion, c'est que dans la proportionnelle on fait les alliances après l'élection et non pas avant. »

L'exemple corse fait redouter à certains l'introduction de la proportionnelle pour les prochaines élections législatives. « Je crains qu'on ne s'aperçoive au moment de l'introduction de la représentation proportionnelle combien les institutions de

1958 reposaient avant sur le mode de scrutin majoritaire que sur des dispositions constitutionnelles et sur des principes dits « confus », confiait au Monde, M. Philippe Séguin (voir nos éditions datées 15-20 août). Le député (RPR) des Vosges ajoutait : « Je crains aussi — l'exemple de la Corse est là pour nous le rappeler — l'impossibilité de dégager une véritable majorité constituée par le recours à des compromis ou à des compromissions. »

M. Alain Juppé, conseiller de M. Jacques Chirac, nourrit, contre ce mode de scrutin, des préventions

analogues. Dans une interview accordée au Quotidien de Paris du 21 août, il estime que « l'abandon du scrutin majoritaire, et le passage à un système proportionnel, aussi raffiné et aussi compliqué qu'il soit, serait une dénaturation profonde de nos institutions et même une sorte de catastrophe politique ». Pour M. Juppé, l'élection régionale corse est « l'exemple d'un scrutin qui n'est pas apte à dégager une majorité de gouvernement abouti ou d'ordre et à la pagaille ».

Mais il y a aujourd'hui d'autres priorités et d'autres dangers qui font que la sagesse et la volonté de préserver notre démocratie consistent désormais de rejeter l'adoption d'un système proportionnel (...). Pour ceux que les élections municipales de mars 1983, les élections partielles qui ont suivi et l'élection européenne de juin dernier auraient pu convaincre, l'élection récente à l'Assemblée régionale corse devrait être pleine d'enseignements.

Il faut admettre, même si on le regrette douloureusement, que le Front national est implanté aujourd'hui dans la majeure partie de notre pays. Après le scrutin du 17 juin pouvait subsister le vain espoir qu'il ne s'agit que d'un vote impulsif, que les 17 % de Français qui avaient choisi M. Le Pen et ses amis d'extrême droite n'avaient fait parce qu'ils savaient que les conséquences concrètes en seraient négligeables. Pensez donc ! Dix députés dans la loi et une brève Assemblée de Strasbourg et aux pouvoirs mal connus et finalement si faibles. « Rassurez-vous », disait-on, quand il s'agit d'élire des représentants dans des assemblées ayant de réels pouvoirs, les Français sauront raison retrouver et rejeteront leur part d'attaché, je veux dire la droite « parlementaire » classique.

Et bien non ! Les électeurs corses, ou tout du moins près de 10 % d'entre eux, n'ont pas hésité à envoyer des conseillers du Front national au sein d'une assemblée dotée de réels pouvoirs au niveau régional (...). Tout scrutin proportionnel amènera des députés du Front national dans l'Assemblée de 1986 (...). Qu'une telle perspective soit lourde de menaces ne devrait échapper à aucun citoyen épris de liberté et de démocratie, surtout si l'Assemblée nationale de demain ressemble à l'Assemblée corse d'aujourd'hui, c'est-à-dire si la droite classique n'est majoritaire qu'avec les voix de l'extrême droite. Il faut à tout prix éviter que, demain, le Front national ne soit maître du jeu en France comme il est aujourd'hui maître du jeu régional en Corse. La vraie menace de l'extrême droite est là, si un jour elle est en mesure d'imposer sa volonté à une droite ayant besoin d'elle (...).

Christophe BOUCHARD (Viry-sur-Seine).

CORRESPONDANCE Un « handicap » et une « menace »

Nous publions ci-dessous les témoignages que nous ont adressés deux lecteurs. Le premier, considérant que la barre des 5 % des suffrages exprimés n'est pas dissuasive, suggère l'introduction d'un « handicap ». Le second soulève, en dépit de ses imperfections, la maintien, pour les élections de 1986, du scrutin majoritaire et se refuse à « offrir la proportionnelle à M. Le Pen ».

(...) L'expérience du 12 août en Corse montre que l'introduction du seuil de 5 % n'est pas aussi dissuasive pour empêcher des courants politiques voisins de s'unir : c'est même

l'inverse qui s'est produit. Un handicap commun à toutes les listes aurait de tels autres effets que le seul de 5 %. Finalement, la tentation de faire deux listes pour rassembler plus large. Terminé, le chantage excessif des petites listes (excessif par rapport au nombre d'électeurs qu'elles représentent).

La répartition proportionnelle se ferait sur les voix obtenues par les différentes listes, chaque score étant diminué du handicap, par exemple de 2,5 % des inscrits. La barre de 5 % des suffrages exprimés n'aurait pas lieu d'être maintenue (...).

A supposer que les listes et leurs résultats aient été les mêmes,

l'opposition (droite + FN) aurait ainsi obtenu la majorité absolue, la gauche vingt-six sièges.

Les listes autonomistes et indépendantes n'auraient eu, chacune, qu'un élu au lieu de trois, sous représentation dans un rapport d'un tiers, comme pour les conseils municipaux (...).

JEAN VUAILLAT (Avon).

(...) La critique du système majoritaire à deux tours actuel, déformateur de la volonté populaire, n'est plus à faire, même si, à côté du système britannique d'un tour, il paraît encore bien respectueux du suffrage universel.

DIVERGENCES AU RPR

M. Juppé : on se demande ce qui retient encore M. Séguin dans l'opposition

« On se demande ce qui retient encore M. Séguin dans l'opposition », déclare M. Alain Juppé, conseiller et proche collaborateur de M. Jacques Chirac, dans un entretien publié par le Quotidien de Paris, le 21 août et présenté comme une réponse « on ne peut plus sérieuse aux franc-tireurs du RPR et de l'UDF. Philippe Séguin et François Létard ». Mais c'est essentiellement M. Séguin qui est visé par les propos de M. Juppé.

Le député RPR des Vosges, vice-président de l'Assemblée nationale, affirmait dans nos colonnes : « Ce que je déplore, c'est que l'opposition succombe trop souvent à la tentation de tenir un langage qui n'est pas forcément responsable » (le Monde daté 19-20 août). Il portait d'autre part un jugement négatif sur l'attitude de ses amis politiques, dans l'affaire du projet de référendum et sur diverses autres questions.

M. Juppé lui répliquait : « Il y a peu de temps encore, M. Séguin considérait que la loi Savary, à quelques virgules près, était parfaitement acceptable. Aujourd'hui, il se demande si « la dénationalisation » ne constituerait pas un problème supplémentaire à éviter. Et quand on l'interroge sur ce

qu'il ferait demain s'il revenait au pouvoir, il a été très correct de répondre : « Pour ce qui est de la politique économique, il y aura à faire une grande part de ce que les socialistes se remettent à faire. » Quel programme ! On se demande ce qui retient encore M. Séguin dans l'opposition. On pourrait prendre la chose du bon côté : après tout, même si ce n'est pas très constructif, il n'est pas mauvais d'avoir une Cassandra chez soi.

« Mais c'est plus grave qu'il n'y paraît. Il n'est jamais correct de jeter le discrédit sur les partenaires au côté desquels on est censé mener le même combat politique. Laisser croire aux Français qu'il n'y a pas d'autre politique économique possible que celle que mènent M.M. Mitterrand et Fabius, c'est plus qu'une erreur, c'est une faute. Il suffit de voir avec quelle gourmandise tous ceux qui cherchent à aider le pouvoir actuel se jettent sur de telles déclarations ! »

Dressant le bilan des événements de l'été, M. Juppé juge que « M. François Mitterrand est complètement bloqué aujourd'hui, et je ne vois pas d'autre manœuvre

ou d'autre astuce qui lui permette de se sortir de cette situation », et qu'il « importe que le pouvoir prenne une décision claire, qui serait comprise de tous les Français, à savoir le choix d'une nouvelle Assemblée nationale ».

Mais pour le conseiller de M. Chirac, qui est « personnellement favorable à la réduction du mandat présidentiel à cinq ans (...), il va sans dire » que si M. Mitterrand « choisissait une élection présidentielle anticipée, nous dirions chiche ! ».

La rentrée politique sera, selon M. Juppé, « essentiellement économique et sociale ». Pour lui, « le gouvernement doit maintenant s'expliquer, et il faut que M. Fabius sorte de son silence. Je comprends que le nouveau chef de gouvernement se donne un certain temps de réflexion — encore qu'il ait parfois très faiblement, depuis trois ans, à tout ce qui s'est fait, en tant que ministre du budget, puis de l'Industrie, — mais il faut qu'il annonce maintenant très clairement la couleur et qu'il dise ce qu'il va faire face aux problèmes économiques et sociaux urgents qui se posent au pays ».

Le Monde

société



Place aux enfants

Délinquants en culottes courtes

Gros titres dans les journaux : « Les vandaux en culottes courtes ont sauté leur école ». Une fois n'est pas coutume, le scandale n'a pu être étouffé. Car il l'est souvent. Face à ce qu'on n'ose appeler la délinquance des enfants, la loi du silence est rarement transgressée. Professeurs, parents et souvent victimes préfèrent une solution amiable.

Impalpable, souterraine, la délinquance en culottes courtes existe pourtant. Sa forme la plus répandue est le chantage. Une bonne talochée citée généralement l'incident. Parfois la victime porte plainte, mais elle se contente souvent de se faire dédommager. Et lorsque l'affaire remonte jusqu'au commissariat, il est rare qu'elle aille plus loin. Si d'ailleurs la justice est saisie, le dossier est de toute façon classé une fois sur deux.

Ce filtrage enveloppe la délinquance des moins de treize ans d'un épais brouillard. Les statistiques montrent seulement qu'il y a de moins en moins de mineurs de cet âge jugés par les tribunaux correctionnels : 3 393 en 1976, 3 148 en 1982. Cette baisse signifie-t-elle que les très jeunes délinquants sont de moins en moins nombreux, ce qui serait étonnant, ou qu'au contraire la justice pénale intervient moins ? Mystère.

Le gang des caramels

La chronique du vandalisme en culottes courtes s'enrichit régulièrement de faits d'armes qui laissent pantois. Il n'y a plus d'enfance... Voici, glanés dans le Monde, ces dernières années, quelques exemples : « Cinq enfants de neuf à quinze ans, auteurs de vols et d'actes de vandalisme ont été interpellés à la société Olivetti-France et dans un lycée technique de Lille. (...) Ils avaient dérobé de nombreuses calculatrices et machines à écrire électroniques et saccagé le matériel et les bâtiments de la société, qui estime les dégâts à 8 millions de francs ».

Sous le titre « Le gang des caramels », le Monde rapportait récemment un autre exploit : « Une vingtaine d'enfants, âgés de sept à treize ans, ont été interpellés par les policiers de Strasbourg, pour avoir volé, en quelques mois, plus de 300 kilos de bonbons, qu'ils dérobaient, paquet après paquet, dans les locaux d'une confiserie industrielle ».

L'envoi des stylos et des vélos

Au lycée Claude-Debussy de Saint-Germain-en-Laye, le vol est devenu un acte tout à fait ordinaire. On vole les vélos ou ce qu'on peut leur arracher quand ils sont trop bien attachés ; on vole les stylos par dizaines dans la même mesure puis on les revend (5 francs pièce) sans aucune gêne.

J'avais posé la question à une réunion professeurs-élèves au début de l'année scolaire. Il m'avait été répondu : « en substance comme on dit - qu'on n'y pouvait rien. Un avertissement a été placé dans tout le lycée à l'autorité des professeurs : tout élève surpris en train de lancer des marions sera exclu pendant plusieurs jours. Mais le vol, lui, ne semble poser aucun problème. Les vols au lycée ne sont plus remboursés... »

Ce phénomène n'est évidemment pas propre au lycée. Il existe dans toute la ville et aux alentours. Malheur à l'enfant qui laisse son vélo de cross quelques instants sur le trottoir sans chaîne : il est rapidement subtilisé. Des jeunes m'ont affirmé avoir été agressés par des bandes qui voulaient leur arracher leurs vélos de cross de force (les prix de ces engins sont élevés - de 1 000 francs à 2 000 francs - et donnent peut-être lieu à commerce au aussi). Une élève de Normale Sup m'a affirmé avoir vu un gosse encore jeune partir avec un vélo bloqué par un cadenas sous le bras, etc.

Les assurances ne sont pas au courant (je me suis renseigné) car elles « globalisent ». Bref, tout est fait pour banaliser au maximum un phénomène qui, à l'évidence, est lourd de conséquences puisqu'il pose le problème du rapport à la loi.

A. V.
(Saint-Germain-en-Laye).

Les enquêteurs n'ont retrouvé qu'une partie du butin : 250 kilos avaient déjà été mangés...

« Les membres de ce que les policiers appellent le « gang des caramels » ont été sérieusement admonestés, et leurs parents, à qui ils ont été rendus, devront régler la facture des suceries, soit 50 000 F de bonbons ».

Malgré des similitudes avec la délinquance des adultes, cette délinquance est difficile à étiqueter comme telle, car, à cet âge, la frontière entre le permis et l'interdit est floue, la personnalité de l'enfant n'étant pas encore bien structurée. Les psychologues qui se sont interrogés sur cette délinquance en culottes courtes y voient une preuve de l'inadaptation de la société moderne aux besoins fondamentaux de l'enfant. La vie urbaine et le relâchement des liens familiaux, soulignent-ils, perturbent le processus de socialisation. Privé d'expériences concrètes, de points de repère, l'enfant découvre les multiples facettes de la réalité sociale « sans avoir la possibilité d'en tester l'authenticité » (1).

Il en résulte une propension au chantage et à des actes de vandalisme qui laissent rêveur, mais dont les psychologues banalisent la portée. « Chez les enfants de cet âge, explique M. Marie-José Chombart de Lauwe, les comportements violents, agressifs, sont une expression du malaise à vivre, à grandir, à définir une nouvelle identité sociale (...) Le plaisir de casser est une forme de turbulence, une réponse à la résistance de l'environnement, une curiosité et une expérimentation, ou encore une façon de tester sa propre force. Le groupe conforte l'enfant, qui n'oserait pas s'y livrer seul » (1).

La curiosité et l'absence d'interdits expliquent qu'avec le vandalisme le chantage soit à cet âge si fréquent. Surtout s'ils sont issus de familles modestes, les moins de treize ans résistent mal aux mirages de la société de consommation. Frustrés, ils passent facilement à l'acte : « L'enfant est très sollicité comme consommateur. Le décalage entre les moyens possédés, un peu d'argent de poche, et les besoins artificiellement créés est considérable pour les enfants des milieux défavorisés. Le vol offre une saine aux tentations ainsi provoquées, et les menus larcins commis dans des grandes surfaces constituent un prestige aux yeux du groupe des pairs, les objets ainsi récupérés devenant des trophées » (1).

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que, huit fois sur dix, les délits commis par les moins de treize ans soient des vols ou, de manière plus générale, une « atteinte aux biens ». La violence contre les personnes, elle, est beaucoup plus rare. Elle ne représentait, en 1979, que 4,2 % des délits commis par les moins de treize ans et jugés par les tribunaux.

Des caïds en CE 2
Marginale mais préoccupante, cette forme de violence gagne cependant du terrain. Ainsi le racket se développe dans les écoles. Des caïds, même en CE 2 ! M. Jacqueline Le Mouél, responsable du parquet des mineurs à Paris, cite le cas d'un fils de gros commerçant qui, petit à petit, était fort extorqué 10 000 F par des bandes de son âge. Le racket avait duré un an. Terrorisé, le gamin n'avait pas osé parler.

« En réalité, explique M. Le Mouél, c'est moins le racket qui augmente que sa forme qui change. Autrefois, c'était pour un sac de billes, et on parlait seulement de coups de poing. Aujourd'hui, c'est pour de l'argent, et le racketteur est armé d'un couteau ».

Plus récent est le vol à la tire, auquel s'adonnent dans les grandes villes et le métro des enfants sages, généralement d'origine yougoslave. Ils fondent sur leur proie comme des volées de moineaux, la bousculent et l'agrippent à plusieurs. Le temps pour elle de crier, et le butin est déjà loin, passé de main en main comme au jeu du furet.

Quel que soit leur âge, ils présentent toujours avoir moins de treize ans, sachant que, dans ce cas là, la justice ne peut pas grand-chose contre eux (2). Malgré tout, celle-ci a essayé de trouver une parade. A la faveur de l'abrogation de la loi Sécurité et liberté, un article a été ajouté au code pénal, qui permet de poursuivre les adultes qui dressent ces gosses à agir ainsi. Mais il n'a été jusqu'ici que fort peu utilisé, car, pour les condamner, la justice doit apporter la preuve que les adultes recruteurs ne peuvent justifier de « ressources correspondant à leur train de vie », ce qui est très difficile.

Les crimes de sang, eux, sont extrêmement rares. La chronique récente a retenu le meurtre dont s'était rendu coupable en Grande-Bretagne, à la fin des années 60, Marie Bell. Elle avait onze ans, sa victime quatre. En 1979, un gamin

de douze ans était condamné aux Etats-Unis à vingt-cinq années d'emprisonnement pour avoir battu à mort un vieillard de quatre-vingt-cinq ans. En France, rappelez-vous, il aurait été tenu pour irresponsable et aurait échappé à toute sanction. A la différence du vandalisme, ces jeux de l'enfance et de la mort relèvent de la pathologie

individuelle. La petite délinquance, elle, appartient à la pathologie sociale et renvoie notre société à ses propres responsabilités.

BERTRAND LE GENDRE.

(1) Marie-José Chombart de Lauwe, « Besoins fondamentaux, besoins conjoncturels et aspirations des enfants », Revue de l'Association française pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence, janvier-février 1983.
(2) Les moins de treize ans sont considérés en droit français comme pleinement irresponsables. Ils peuvent être poursuivis et inculpés, mais ne peuvent être condamnés à une peine d'emprisonnement ou à une amende.

Prochain article :

ZACHARIE

par ANIELLE ROUARD.

★ Dans notre série d'articles intitulée « Place aux enfants », nous avons déjà publié les articles suivants :
« Les petites personnes », par Robert Soit (le Monde du 2 août) ;
« Villes-prisons, villes rêvées », par Olivier Schmitt (3 août) ;
« Des ruelles loins de la ZUP », par Roger Caux (3 août) ;
« Oh qu'elle est la télé ! », par Jean-François Lacan (4 août) ;
« Les bons points de l'été », par Marc Ambroise-Rendu (4 août) ;
« Fiers citoyens de Schiltigheim », par Daniel Schneidermann (7 août) ;
« Y a beaucoup de guerres qu'on voit pas à la télé », par Charles Vial (7 août) ;
« Michael Jackson plutôt que Dorothea », par Françoise Tenier (9 août) ;
« Le cinéma boussole le théâtre », par Bernard Raffalli (10 août) ;
« Bonjour les ordinateurs », par Cécile Collas et Jean-François Lacan (11 août) ;
« Cherche grande personne pour jouer », par Philippe Bernard (14 août) ;
« Presse de rêve et journaux d'actualité », par Bernard Genès (15 août) ;
« Débrouille, embrouille et petits boulots », par Danielle Rouard (16 août) ;
« Comment ils parlent », par Jacques Cellard (17 août) ;
« Les enfants de Carie », par Nicolas Beau (18 août) ;
« Dieu est une petite fille aux yeux dorés », par Alain Woodrow (21 août).



Dessin de PESSIN.

ÉTÉ

La fin d'une « Histoire d'amour »

Histoire d'amour, la bande dessinée de Konk paru dans le Monde cet été (du 2 juillet au 20 août) sera diffusée par Albin Michel à partir du 14 novembre sous la forme d'un album broché de soixante-quatre pages, en noir et blanc. Son prix a été fixé à 39 F. Cette parution comportera plusieurs planches inédites. Nous avons reçu, à la suite de la publication d'*Histoire d'amour*, plusieurs dizaines de lettres. La moitié d'entre elles émanait de lecteurs mécontents, le terme « pornographie » revenant souvent dans les critiques. Pour l'autre moitié, les uns exprimaient le baptême, les autres la stupéfaction devant autant d'audace. Une bonne dizaine d'entre elles étaient anonymes.

La stupeur

De M. L. Hadjiloché de Paris : « Ainsi donc nous y voilà ! Avez-vous hésité longtemps ? Était-ce pour renouer vos finances ? (de nombreux nouveaux, - sinon lecteurs - tout au moins « voyeurs » payants). Pour venir en aide à un dessinateur en chômage ? Je me perds dans mes suppositions. Mais il est vrai qu'aujourd'hui la porno c'est si gentil, innocent même !... ignoble dans vos pages ».

Dans une société pervertie jusqu'à la moelle, comment n'y pas faire appel un jour ou l'autre, ne serait-ce que pour faire comme tout le monde et montrer sa « modernité » ?

Ainsi donc, adieu cher Monde, je vous quitte... à regret.

La mauvaise goutte

De M. Bernard Dunand, de Villeneuve :

Les parties de jambes en l'air de Konk violent très bas et ne tendraient qu'à vous confirmer dans le rôle de voyeur que vous inflige déjà la TV. Vous tiendrez compte que j'ai soixante-seize ans. Mais je me demande si, parmi les lecteurs du Monde actuellement dans la force de l'âge, il n'y en a pas un grand nombre qui, comme moi, auraient été des lecteurs du Temps puis du Journal des débats dans le passé, s'il était plus reculé.

Mais, à force d'en ajouter, avec vos suppléments, et de faire courir du papier pour ne rien dire, vous n'êtes bientôt plus qu'un reflet agité de la confusion de la pensée d'aujourd'hui.

La pornographie

De M. Jean Bassot de Donzy-le-National :

An non de ma femme et du mien, lecteurs du Monde depuis des dizaines d'années, nous vous prions de prendre acte que nous ne voulons plus que « notre journal » depuis tant de temps entre dans notre maison, journal qui publie depuis peu ce que vous osez appeler une histoire dessinée, mais qui n'est qu'une suite de dessins pornographiques et qui y tient une place importante.

Ces dessins, d'un goût très douteux auraient plus leur place dans des revues spécialisées. Ces dessins n'ont pas leur place dans les familles, où déjà vous dégoûtez les adultes, mais qui risquent aussi de corrompre des enfants.

Le plaisir

De M. Camille Claus, de Strasbourg :

Lecteur du Monde depuis plus de trente ans, je constate que je ne suis plus un intellectuel. En effet, c'est avec une impatience fébrile, corporelle, que j'ouvre quotidiennement votre journal et cherche la page où Konk dessine son Histoire d'amour.

Je jure littéralement de chaque trait (ce que les doigts de pied peuvent exprimer) et m'angoisse déjà de la relecture prochaine où il me faudra redevenir un intellectuel ! Bien à vous.

Liées

Le Monde aux

PHILATÉLISTES

10, rue de la République

75001 Paris

01 42 55 11 11

01 42 55 11 11

Faits divers

Un acte de terrorisme ordinaire

23 h 35. Il fait chaud et le boulevard des Italiens est noir de monde. Les terrasses des cafés et des restaurants sont bondées, car les touristes ont pris possession des grands boulevards. Une violente détonation déchire la nuit. Les gens se précipitent vers le lieu de l'explosion : la banque israélienne Leumi, située au coin de la rue des Italiens.

Le sol est jonché d'éclats de verre. La vitrine de la banque, fortement blindée - car ce n'est pas la première fois qu'elle est le cible d'un attentat - est brisée, sans plus. D'autres vitrines ont volé en éclats. Les clients du Royal Lieu, night-club d'en face, se sont précipités dans la rue. Un homme en smoking, possiblement marié d'été, se verse à la main, répète, à quel vent l'attentat : « Je n'ai rien eu ! »

Le gardien du journal le Monde, qui se trouve à cinquante mètres, tente de disperser la foule : « Éloignez-vous ! Crie-t-il, si jamais il y a une deuxième bombe, il y aura cinquante morts ! » Il raconte qu'il a vu un éclair, suivi d'une détonation assourdissante. Deux passants se sont jetés à terre, mais il n'y a pas eu de blessés. Une voiture (il 14) stationnée devant la banque a été légèrement endommagée. Il semble que la charge explosive ait été déposée par terre. La façade de la banque a été secouée et les lettres qui composent le nom Leumi jetées à terre.

Au restaurant Le Verdi, à quelques centaines de mètres, boulevard des Italiens, les clients n'en reviennent pas. « Nous vivons dans un monde fou, dit un jeune Libanais à son compagnon. Nous ne sommes en sécurité nulle part ! Des bombes dans les parcs, et maintenant dans les rues, et c'est toujours les innocents qui trinquent... » « Goodness gracious ! », dit une touriste écossaise à son mari. « I told you it wasn't safe to come to France. We should have stayed in Scotland ! » (1)

« Avez-vous souvent des bombes chez vous ? », demande un groupe de touristes suédoises. « Cela arrive de temps en temps », répond un garçon, laconique, chez qui l'humour a déjà pris le dessus, « sans compter la bombe glacieuse qui se trouve à la carte, et les cocktails Molotov que nous servons en apéritif ».

Les badauds s'agitent autour des cars de police, curieux mais à peine inquiets. Le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, est arrivé peu de temps après sur les lieux de l'attentat. La vie nocturne du « Gay Paris » reprend son cours, après cette petite diversion vite oubliée. Un acte de terrorisme ordinaire.

ALAIN WOODROW.

(1) « Je vous ai dit que la France n'était pas sûre. Nous aurions dû rester chez nous, en Écosse ! »

ENVIRONNEMENT

ANNULATION D'UN « POS » EN VENDEE

Les communes ne doivent pas négliger l'environnement

Le tribunal administratif de Nantes vient d'annuler l'arrêté préfectoral approuvant le plan d'occupation des sols (POS) de la commune de Longeville (Vendée). Motif : le document ne comporte ni analyse de l'état initial de l'environnement ni mesures de préservation. Cette décision s'appuie sur les textes votés depuis 1981 dans le cadre de la décentralisation. Si la loi domine, désormais, aux élus un rôle plus important dans l'élaboration des POS, elle leur confère aussi des responsabilités accrues vis-à-vis de l'environnement. Le code de l'urbanisme précise, en effet, que chaque collectivité doit « aménager le cadre de vie, gérer les sols de façon économe, assurer la protection des milieux naturels et des paysages, promouvoir l'équilibre entre la population résidente dans les zones urbaines et rurales ».

Le jugement du tribunal de Nantes est le second du genre, puisqu'en mars 1983 les juges administratifs de Rennes avaient déjà

annulé le POS de La Forêt-Fouassant (Finistère) pour insuffisante prise en compte de l'environnement.

La jurisprudence en train de se constituer va donner de nouvelles armes aux associations de défense de l'environnement qui contestent certains POS. Dans la région parisienne, notamment, 68 % des documents d'urbanisme examinés par le ministère de l'Environnement ne présentent aucune analyse de l'état initial de l'environnement. Dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines (Yvelines), par exemple, les POS communaux prévoient l'installation d'une zone industrielle de 200 hectares sans tenir compte de son impact sur l'environnement.

Le jugement du tribunal de Nantes est le second du genre, puisqu'en mars 1983 les juges administratifs de Rennes avaient déjà

annulé le POS de La Forêt-Fouassant (Finistère) pour insuffisante prise en compte de l'environnement.

La jurisprudence en train de se constituer va donner de nouvelles armes aux associations de défense de l'environnement qui contestent certains POS. Dans la région parisienne, notamment, 68 % des documents d'urbanisme examinés par le ministère de l'Environnement ne présentent aucune analyse de l'état initial de l'environnement. Dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines (Yvelines), par exemple, les POS communaux prévoient l'installation d'une zone industrielle de 200 hectares sans tenir compte de son impact sur l'environnement.

Le jugement du tribunal de Nantes est le second du genre, puisqu'en mars 1983 les juges administratifs de Rennes avaient déjà

annulé le POS de La Forêt-Fouassant (Finistère) pour insuffisante prise en compte de l'environnement.

La jurisprudence en train de se constituer va donner de nouvelles armes aux associations de défense de l'environnement qui contestent certains POS. Dans la région parisienne, notamment, 68 % des documents d'urbanisme examinés par le ministère de l'Environnement ne présentent aucune analyse de l'état initial de l'environnement. Dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines (Yvelines), par exemple, les POS communaux prévoient l'installation d'une zone industrielle de 200 hectares sans tenir compte de son impact sur l'environnement.

Le jugement du tribunal de Nantes est le second du genre, puisqu'en mars 1983 les juges administratifs de Rennes avaient déjà

annulé le POS de La Forêt-Fouassant (Finistère) pour insuffisante prise en compte de l'environnement.

La jurisprudence en train de se constituer va donner de nouvelles armes aux associations de défense de l'environnement qui contestent certains POS. Dans la région parisienne, notamment, 68 % des documents d'urbanisme examinés par le ministère de l'Environnement ne présentent aucune analyse de l'état initial de l'environnement. Dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines (Yvelines), par exemple, les POS communaux prévoient l'installation d'une zone industrielle de 200 hectares sans tenir compte de son impact sur l'environnement.

Le jugement du tribunal de Nantes est le second du genre, puisqu'en mars 1983 les juges administratifs de Rennes avaient déjà

annulé le POS de La Forêt-Fouassant (Finistère) pour insuffisante prise en compte de l'environnement.

La jurisprudence en train de se constituer va donner de nouvelles armes aux associations de défense de l'environnement qui contestent certains POS. Dans la région parisienne, notamment, 68 % des documents d'urbanisme examinés par le ministère de l'Environnement ne présentent aucune analyse de l'état initial de l'environnement. Dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines (Yvelines), par exemple, les POS communaux prévoient l'installation d'une zone industrielle de 200 hectares sans tenir compte de son impact sur l'environnement.

Le jugement du tribunal de Nantes est le second du genre, puisqu'en mars 1983 les juges administratifs de Rennes avaient déjà

annulé le POS de La Forêt-Fouassant (Finistère) pour insuffisante prise en compte de l'environnement.

La jurisprudence en train de se constituer va donner de nouvelles armes aux associations de défense de l'environnement qui contestent certains POS. Dans la région parisienne, notamment, 68 % des documents d'urbanisme examinés par le ministère de l'Environnement ne présentent aucune analyse de l'état initial de l'environnement. Dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines (Yvelines), par exemple, les POS communaux prévoient l'installation d'une zone industrielle de 200 hectares sans tenir compte de son impact sur l'environnement.

Le jugement du tribunal de Nantes est le second du genre, puisqu'en mars 1983 les juges administratifs de Rennes avaient déjà

annulé le POS de La Forêt-Fouassant (Finistère) pour insuffisante prise en compte de l'environnement.

La jurisprudence en train de se constituer va donner de nouvelles armes aux associations de défense de l'environnement qui contestent certains POS. Dans la région parisienne, notamment, 68 % des documents d'urbanisme examinés par le ministère de l'Environnement ne présentent aucune analyse de l'état initial de l'environnement. Dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines (Yvelines), par exemple, les POS communaux prévoient l'installation d'une zone industrielle de 200 hectares sans tenir compte de son impact sur l'environnement.

Le jugement du tribunal de Nantes est le second du genre, puisqu'en mars 1983 les juges administratifs de Rennes avaient déjà

annulé le POS de La Forêt-Fouassant (Finistère) pour insuffisante prise en compte de l'environnement.

La jurisprudence en train de se constituer va donner de nouvelles armes aux associations de défense de l'environnement qui contestent certains POS. Dans la région parisienne, notamment, 68 % des documents d'urbanisme examinés par le ministère de l'Environnement ne présentent aucune analyse de l'état initial de l'environnement. Dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines (Yvelines), par exemple, les POS communaux prévoient l'installation d'une zone industrielle de 200 hectares sans tenir compte de son impact sur l'environnement.

Le jugement du tribunal de Nantes est le second du genre, puisqu'en mars 1983 les juges administratifs de Rennes avaient déjà

annulé le POS de La Forêt-Fouassant (Finistère) pour insuffisante prise en compte de l'environnement.

La jurisprudence en train de se constituer va donner de nouvelles armes aux associations de défense de l'environnement qui contestent certains POS. Dans la région parisienne, notamment, 68 % des documents d'urbanisme examinés par le ministère de l'Environnement ne présentent aucune analyse de l'état initial de l'environnement. Dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines (Yvelines), par exemple, les POS communaux prévoient l'installation d'une zone industrielle de 200 hectares sans tenir compte de son impact sur l'environnement.

Le jugement du tribunal de Nantes est le second du genre, puisqu'en mars 1983 les juges administratifs de Rennes avaient déjà

annulé le POS de La Forêt-Fouassant (Finistère) pour insuffisante prise en compte de l'environnement.

La jurisprudence en train de se constituer va donner de nouvelles armes aux associations de défense de l'environnement qui contestent certains POS. Dans la région parisienne, notamment, 68 % des documents d'urbanisme examinés par le ministère de l'Environnement ne présentent aucune analyse de l'état initial de l'environnement. Dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines (Yvelines), par exemple, les POS communaux prévoient l'installation d'une zone industrielle de 200 hectares sans tenir compte de son impact sur l'environnement.

Le jugement du tribunal de Nantes est le second du genre, puisqu'en mars 1983 les juges administratifs de Rennes avaient déjà

annulé le POS de La Forêt-Fouassant (Finistère) pour insuffisante prise en compte de l'environnement.

La jurisprudence en train de se constituer va donner de nouvelles armes aux associations de défense de l'environnement qui contestent certains POS. Dans la région parisienne, notamment, 68 % des documents d'urbanisme examinés par le ministère de l'Environnement ne présentent aucune analyse de l'état initial de l'environnement. Dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines (Yvelines), par exemple, les POS communaux prévoient l'installation d'une zone industrielle de 200 hectares sans tenir compte de son impact sur l'environnement.

Le jugement du tribunal de Nantes est le second du genre, puisqu'en mars 1983 les juges administratifs de Rennes avaient déjà

annulé le POS de La Forêt-Fouassant (Finistère) pour insuffisante prise en compte de l'environnement.

La jurisprudence en train de se constituer va donner de nouvelles armes aux associations de défense de l'environnement qui contestent certains POS. Dans la région parisienne, notamment, 68 % des documents d'urbanisme examinés par le ministère de l'Environnement ne présentent aucune analyse de l'état initial de l'environnement. Dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines (Yvelines), par exemple, les POS communaux prévoient l'installation d'une zone industrielle de 200 hectares sans tenir compte de son impact sur l'environnement.

Le jugement du tribunal de Nantes est le second du genre, puisqu'en mars 1983 les juges administratifs de Rennes avaient déjà

annulé le POS de La Forêt-Fouassant (Finistère) pour insuffisante prise en compte de l'environnement.

La jurisprudence en train de se constituer va donner de nouvelles armes aux associations de défense de l'environnement qui contestent certains POS. Dans la région parisienne, notamment, 68 % des documents d'urbanisme examinés par le ministère de l'Environnement ne présentent aucune analyse de l'état initial de l'environnement. Dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines (Yvelines), par exemple, les POS communaux prévoient l'installation d'une zone industrielle de 200 hectares sans tenir compte de son impact sur l'environnement.

Le jugement du tribunal de Nantes est le second du genre, puisqu'en mars 1983 les juges administratifs de Rennes avaient déjà

annulé le POS de La Forêt-Fouassant (Finistère) pour insuffisante prise en compte de l'environnement.

La jurisprudence en train de se constituer va donner de nouvelles armes aux associations de défense de l'environnement qui contestent certains POS. Dans la région parisienne, notamment, 68 % des documents d'urbanisme examinés par le ministère de l'Environnement ne présentent aucune analyse de l'état initial de l'environnement. Dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines (Yvelines), par exemple, les POS communaux prévoient l'installation d'une zone industrielle de 200 hectares sans tenir compte de son impact sur l'environnement.

Le jugement du tribunal de Nantes est le second du genre, puisqu'en mars 1983 les juges administratifs de Rennes avaient déjà

annulé le POS de La Forêt-Fouassant (Finistère) pour insuffisante prise en compte de l'environnement.

La jurisprudence en train de se constituer va donner de nouvelles armes aux associations de défense de l'environnement qui contestent certains POS. Dans la région parisienne, notamment, 68 % des documents d'urbanisme examinés par le ministère de l'Environnement ne présentent aucune analyse de l'état initial de l'environnement. Dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines (Yvelines), par exemple, les POS communaux prévoient l'installation d'une zone industrielle de 200 hectares sans tenir compte de son impact sur l'environnement.

Le paradoxe

Le paradoxe, c'est ce qui est contraire à l'attente, à l'opinion, à la logique. C'est ce qui est en apparence absurde, mais qui, en réalité, est tout à fait normal. C'est ce qui est en apparence contradictoire, mais qui, en réalité, est tout à fait cohérent. C'est ce qui est en apparence impossible, mais qui, en réalité, est tout à fait réalisable. C'est ce qui est en apparence invraisemblable, mais qui, en réalité, est tout à fait plausible. C'est ce qui est en apparence incroyable, mais qui, en réalité, est tout à fait croyable. C'est ce qui est en apparence insupportable, mais qui, en réalité, est tout à fait supportable. C'est ce qui est en apparence intolérable, mais qui, en réalité, est tout à fait tolérable. C'est ce qui est en apparence insupportable, mais qui, en réalité, est tout à fait supportable. C'est ce qui est en apparence intolérable, mais qui, en réalité, est tout à fait tolérable. C'est ce qui est en apparence insupportable, mais qui, en réalité, est tout à fait supportable. C'est ce qui est en apparence intolérable, mais qui, en réalité, est tout à fait tolérable. C'est ce qui est en apparence insupportable, mais qui, en réalité, est tout à fait supportable. C'est ce qui est en apparence intolérable, mais qui, en réalité, est tout à fait tol

LA SANTÉ DES IMMIGRÉS

Une paradoxale sous-consommation médicale

Parmi les thèmes chers à l'extrême droite à propos de l'immigration, il en est un qui est le plus souvent évoqué : la santé des migrants. Les migrants sont-ils en meilleure santé que les Français ? Les migrants sont-ils en moins bonne santé ?

La réalité est tout autre. Selon les médecins qui font autorité sur ce sujet (1), la pathologie dite d'« importation » des travailleurs migrants est loin d'être aussi préoccupante que l'affirme l'extrême droite : il s'agit généralement de maladies parasitaires, telles que la bilharziose ou le paludisme, non transmissibles à la population d'accueil, ou encore d'affections héréditaires touchant notamment à la femme, également non contagieuses. Quelques cas de lèpre existent aussi, dont la contagiosité est quasi nulle.

Plus lourde est la pathologie d'« acquisition », dont la tuberculose est le premier exemple. Compte tenu de leurs conditions de logement, de travail, de nutrition, de leur statut vaccinal et de leur vulnérabilité au froid, les migrants sont, en effet, particulièrement sensibles à la tuberculose : alors que son incidence atteint 36 pour 100 000 chez les Français, elle s'élève à 242 pour 100 000 chez les migrants, surtout

chez les Africains noirs, les réfugiés d'Asie du Sud-Est et les Maghrébins. Le traitement ambulatoire des tuberculeux, cependant, cesse de faire d'eux, aujourd'hui, une source de contamination pour leur environnement.

Une situation de « combattant »

S'ajoutent à la tuberculose nombre d'affections respiratoires, virales en particulier, peu connues sous les latitudes d'où proviennent généralement les immigrants.

Les travailleurs migrants paient également un lourd tribut aux accidents du travail et aux maladies professionnelles : les accidents sont, en effet, près de deux fois plus fréquents chez eux que chez les Français, en particulier dans le secteur du bâtiment et des travaux publics ; les maladies professionnelles frappent lourdement les travailleurs de l'industrie du ciment et des lubrifiants où les migrants sont proportionnellement très nombreux.

La pathologie digestive, d'autre part, est importante chez les travailleurs migrants : ulcères de l'estomac et du duodénum en particulier, douleurs multiples et d'origine difficile à déterminer. Douleurs, aussi, de type rhumatismal, lombaires, « polymorphes », dont les médecins ont

souvent quelque peine à identifier la cause. C'est que l'on entre ici dans le vaste domaine de la plainte somatique, expression profonde de la difficulté d'adaptation, dont témoignent aussi la fréquence des troubles mentaux, dépressifs en particulier, dont souffrent les travailleurs migrants.

Comme le souligne le docteur Olivier Boitard, au nom du Comité médico-social pour la santé des migrants (2) : « Le migrant, à son arrivée, doit modifier ses énergies physiques et psychiques pour résoudre un grand nombre de problèmes, notamment matériels. Il est ainsi dans une situation de « combattant », ce qui laisse peu de prise à l'émotion et à l'angoisse et de dépression. Mais cet état, ajoute-t-il, est provisoire : lorsque survient la maladie organique, l'accident du travail ou la dépression, fût-elle masquée par une pathologie somatique, la « décompensation » s'installe, qu'il faut évidemment traiter comme telle.

Difficultés d'intégration

Il est de peu de secours d'évoquer alors le « syndrome méditerranéen », notion vague à laquelle l'on a trop fait appel pour remédier à l'incertitude. Les troubles du sommeil, fréquents ; ceux de la sexualité, plus fréquents encore compte tenu des conditions d'isolement dans lesquelles vivent les migrants ; les

tentatives de suicide, qui apparaissent d'ailleurs chez la seconde génération, ainsi que la toxicomanie, appellent de toute évidence une prise en charge adaptée : adaptée grâce à une connaissance minimale des conditions de vie des migrants, et, de préférence, de leur langue.

Restent les conditions de la surveillance de la grossesse et de l'accouchement chez les femmes immigrées qui demandent une vigilance particulière, compte tenu des risques singuliers auxquels elles sont exposées : risque de prématurité, donc de mortalité périnatale élevée. Des efforts importants ont été fournis sur ce point avec succès, en France, au cours des dix dernières années.

En dépit de ces caractéristiques pathologiques particulières, la population migrante recourt relativement peu au système de soins. Elle s'adresse davantage — proportionnellement — que la population française à l'hôpital, mais peu à la médecine de ville. Cette sous-consommation globale est une marque supplémentaire des difficultés d'intégration, du refus de la maladie — lorsque le corps reste la seule richesse —, donc du refus dans des « douleurs » et des pathologies peu interprétables par des analyses trop rationnelles.

CLAIRE BRISSET.

(1) Cf. professeur Marc Gentilini, docteur Gilles Brück et Robert de Montvalon. « Santé publique et migrants », la Revue du praticien, février 1984.
(2) 23, rue du Louvre, 75001-Paris.

LE DÉBAT SUR L'ÉCOLE PRIVÉE

M. André Laignel (PS) envisage une simple actualisation des lois Debré et Guermeur

M. André Laignel, député socialiste et député d'Indre, adopte un profil bas à propos de l'école privée en envisageant la solution rapide du dossier par une simple modification technique des lois existantes.

Dans un entretien accordé au *Quotidien de Paris* du 21 août, celui qui, défenseur convaincu de la laïcité, présida la commission spéciale créée à l'Assemblée nationale pour étudier le projet de loi Savary affirme ne pas connaître « les textes que prépare Jean-Pierre Chevènement ». Mais sur le fond, poursuit-il, je crois simplement que plusieurs textes seront nécessaires, dont certains, d'ailleurs, ne seront pas d'ordre législatif. Les lois Debré et Guermeur peuvent être, en effet, actualisées par décret. Il n'est donc pas, a priori, invraisemblable qu'il n'y ait pas de nouvelle loi.

L'actualisation des textes existants s'impose, selon M. Laignel, en matière de décentralisation et de création de postes : il note au passage qu'un consensus existe avec l'école privée sur ce dernier point. Constatant son accord avec les partisans de l'école privée sur la nécessité d'une loi de textes existants, dont il se contenterait, le député de l'Indre poursuit : « Les débats des trois dernières années ont montré que le privé ne souhaitait pas l'intégration. Or, nombre de laïques ne la veulent pas non plus. Alors, pourquoi s'enfermer dans ce principe ? Je conçois bien que le principe d'un grand service public de l'éducation puisse être intellectuellement saisi.

faisant. Mais puisque le privé le refuse, préférant une logique d'enfermement, laissons-lui l'assumer.

Tout en affirmant qu'il se réjouit du retrait du projet de loi Savary, texte qu'il juge « trop ambitieux » et exigeant « trop de sacrifices de la part des laïques », M. Laignel rend hommage à M. Savary, « qui, pendant trois ans, a tenté avec obstination de rapprocher des points de vue éloignés ». En vérité, assure le député, je suis persuadé que cette loi [Savary] appartiendra à la catégorie de ces textes que l'on regrette longtemps. Après tout, il signifie la reconnaissance, par la gauche, de l'enseignement privé, auquel elle apportait des moyens financiers considérables. Il est donc à mon sens évident que le privé a raté la grande occasion.

M. Laignel semble regretter que les laïques aient préféré organiser de multiples manifestations dispersées en France plutôt qu'un seul rassemblement à Paris, mais croit que le débat public-privé « a permis l'idée laïque de reprendre force ». Et d'assurer : « La question de la définition des rapports entre le public et le privé resurgira un jour ou l'autre. On a raté une chance, alors que le consensus était possible après le dépôt d'amendements qui étaient très modérés. C'étaient, encore une fois, les laïques qui faisaient le plus de sacrifices, et ils étaient prêts à le faire parce que c'était un gouvernement de gauche qui le leur demandait. »

(Publicité)

Pour la première fois révélé au public LE BRÉVIAIRE DU CARABIN Un véritable florilège des Salles de Garde

Une tradition vivace

La médecine, a-t-on dit, n'est qu'un art, évolué depuis le début du siècle de façon spectaculaire, mais ses étudiants sont restés dans l'ensemble fidèles à certaines traditions séculaires : tonus, bal de l'Internat, et à l'une des plus caractéristiques : la chanson de Salles de Garde. L'A.S.G.M.P. (Association des Salles de Garde de Médecins et Pharmaciens) compose et édite un recueil d'étudiants sélectionnés pour notre plaisir et notre joie 60 de ces chansons qu'elle a réunies en un volume grand format généreusement illustré.

A ne pas mettre entre toutes les mains. Certaines de ces chansons comme *L'Auberge de l'Ecu* vous sont sans doute connues et font figure pour le carabin d'innocentes blagues, d'autres comme la malheureuse aventure de cette pauvre Charlotte qui avait la prétention de « se passer des hommes » sont plus musclées ; assez connues, elles éveilleront sans doute quelques souvenirs de jeunesse dans votre mémoire.

Ce peut être également le cas des *80 Chasseurs* ou du *Curé Pinne*. Mais de page en page, vous découvrirez, souvent ignorés du grand public l'histoire exemplaire de ce *Grenadier* qui revint de Flandre, les avatars de *l'Invalide à la p... de bois* ou le portrait peu flatteur de l'inspiratrice des *Stances à Sophie*. Vous apprécierez, nous le pensons, la façon facétieuse dont les étudiants laïques se moquent du respectable *Père Dupanloup*, champion des Ecoles confessionnelles en « glorifiant » du bœuf au cerceuil les attributs sexuels de ce digne prêtre, ainsi que les psaumes grivois du *De Profundis Marponibus*. Vous irez de petit plaisir en grande joie et exorcisez peut-être votre mémoire en essayant de retenir par cœur les 31 couplets ! tous d'une musique et d'un rythme différents, de l'ébouriffante *Peau de Couille*. Chantez-la moi... comme dit la célèbre émission de télé. Connaître les textes, c'est bien, mais il est peut-être agréable pour « terminer un *gueleron fameux* » de chanter en chœur entre amis. Nos étudiants y ont pensé et la plupart des chansons sont accompagnées d'une partition en clé de sol accessible à tous.

Des illustrations vraiment paillasses. Une soixantaine d'illustrations accompagnées de façon parfaite



ces textes grivois et ne leur cède en rien en hardiesse. Il a été fait appel aux plus grands illustrateurs humoristes de notre temps. Notamment 14 hors-texte sont des œuvres originales - oh ! combien - de Laville, Mose, Sabatier, Siné, Trez, etc... (1). Et croyez bien que tous ces dessinateurs (après leurs exploits dans *Lui* et *Playboy*) ont donné libre cours à leur imagination « luxurieuse »... et luxurieuse.

Une présentation raffinée. Le papier choisi est un beau couché mat de 100 g. L'ouvrage grand format (18 x 24 cm) est relié en dos carré, cousu-collé sous une couverture rigide illustrée et pelliculée dorée, sur fond noir. De plus, 500 exemplaires de collection reliés plein cuir et dorés sur tranche vous seront proposés.

Des conditions exceptionnelles de souscription. L'ouvrage est à l'heure actuelle en souscription au prix de lancement de 148 F (250 F pour la reliure pleine cuir). Le droit de retour avec remboursement intégral vous étant assuré. N'hésitez pas à profiter de ces conditions exceptionnelles et à nous adresser dès maintenant le bon ci-dessous. Un cadeau-surprise. Tout souscripteur nous adressant le bon ci-dessous dans les 10 jours suivant la parution de cette annonce recevra gratuitement un cadeau-surprise - bien digne de l'esprit carabin - qui lui restera acquis quelle que soit sa décision définitive.

(1) Découpez également la remarquable illustration de *Serre sur les Moutons* de Saint-Bernard.

BON A ADRESSER A
L.A.S.G.M.P.
107, rue Victor-Hugo
92270 Bois-Colombes

Je désire profiter de votre offre exceptionnelle de souscription et recevoir LE BRÉVIAIRE DU CARABIN.

Je vous prie de trouver ci-joint le règlement soit : 148 F - 18,60 F de frais de port - 166,60 F soit 250 F - 18,60 F de frais de port - 268,60 F. Si je suis le moins du monde déçu, je vous retournerai l'ouvrage en recommandant dans son emballage

d'origine et sera immédiatement remboursé y compris des frais de recommandation. Je conserve, néanmoins, mon cadeau-surprise.
Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Ville : _____
Date : _____ Signature : _____
Vous adressant ma commande dans les 10 jours, je recevrai le cadeau-surprise proposé que je garderai quelle que soit ma décision.

Un Algérien accuse des policiers de Metz d'être responsables de la mort de son épouse

M. Saïd Aoudache, ressortissant algérien, accusé, dans une lettre ouverte adressée au président de la République, des policiers de Metz et de Thionville d'être responsables de la mort de son épouse, après une perquisition à leur domicile de Jœuf (Meurthe-et-Moselle).

Au cours d'une enquête judiciaire, les policiers venaient récupérer des bijoux volés et ont dû s'adresser à M. Aoudache au commissariat afin d'opérer une fouille corporelle. Selon M. Aoudache, qui se trouvait en Algérie au moment des faits, les policiers auraient fait tomber sa femme, âgée de quarante-sept ans et diabétique, puis l'auraient traînée dans le couloir « en lui donnant des coups » et enfin lui auraient vidé « au visage une bombe lacrymogène dont la majeure partie a été inhalée ». Laisée libre après avoir été examinée au commissariat par un médecin qui avait jugé son état nor-

mal, M. Aoudache devait décider dans la nuit à l'hôpital de Briey (Meurthe-et-Moselle).

Selon le procureur de la République à Briey, M. Gérard, les accusations de M. Aoudache n'ont aucun fondement. Les résultats de l'autopsie sont formels : « Mort naturelle » qui paraît due à un « coma diabétique acidotique inaugural ». M. Aoudache avait un taux de 5 grammes de sucre par litre de sang. Les autorités judiciaires ne contestent pas l'emploi d'une bombe lacrymogène par les policiers, mais affirment qu'il visait uniquement la résistance de certains des onze enfants du couple lors de la perquisition. M. Aoudache affirme qu'il a décidé de porter plainte contre M. Aoudache, avec constitution de partie civile. Mardi 21 août, le procureur de la République n'avait toujours pas reçu cette plainte.

Trois prostituées victimes d'un détraqué sexuel

Grenoble. - Trois prostituées âgées de trente-deux, vingt-huit et vingt-quatre ans, qui avaient été retrouvées noyées dans l'Isère, l'une en mars, puis les deux autres au cours du mois de juillet, ont été victimes d'un détraqué sexuel. Les policiers et les gendarmes grenoblois, qui avaient, au début de leur enquête, envisagé l'hypothèse d'un règlement de comptes entre les « protecteurs » des péripatéticiens des quais de l'Isère, ont arrêté, il y a deux jours, un jeune homme de vingt-deux ans, marié et père d'un enfant, dont l'identité n'a pas été révélée. Il serait le suspect numéro un pour ces trois meurtres. Le meurtrier présumé était toujours gardé à vue, mardi matin 21 août, à l'hôtel de police de Grenoble. - (Corresp.)

Deux accidents mortels dans les Hautes-Pyrénées. - Lundi 20 août, Sophie Olivier, treize ans, et René Joseph Lopez, soixante-sept ans, ont trouvé la mort dans les Pyrénées. La jeune lycéenne, qui faisait partie d'un groupe de sept personnes, a été frappée par la foudre au cirque de Gavarnie. René Joseph Lopez, qui venait de réaliser l'ascension du pic de l'Ustou (2 530 mètres d'altitude), a glissé alors qu'il redescendait et, après une chute de 200 mètres, s'est écrasé sur les rochers.

Un train heurte un bûcher au Nord. - Un train de banlieue qui entrait en gare du Nord à Paris mardi 21 août en provenance de Pontoise a heurté le bûcher et a défoncé le quai d'arrivée sur plusieurs mètres. L'accident, qui en lien peu après 8 heures, n'a fait que peu de dégâts, la vitesse de la rame automotrice était très faible, 13 km/h selon la SNCF. Quelques passagers ont été légèrement commotionnés et huit personnes ont été conduites à l'hôpital pour examen. Le matériel, selon la SNCF, ne serait pas en cause.

La démission d'un dirigeant d'entreprise au Pays basque

Par crainte de voir l'entreprise qu'il dirige être l'objet d'un nouvel attentat, M. Pantxo Daguerre, directeur de la coopérative de meubles de Saint-Martin-d'Arrossa (Pyrénées-Atlantiques), a démissionné le 9 août par un incendie criminel, a démissionné de ses fonctions le lundi 20 août. M. Daguerre a indiqué qu'il avait pris cette décision parce que la demande de protection des biens et du personnel de la coopérative qu'il avait adressée aux autorités départementales était restée vaine.

La coopérative compte trois réfugiés basques espagnols parmi ses cinquante-cinq employés. Le 3 mai dernier, deux ouvriers basques espagnols de la Dax avaient été tués par balles, l'autre gravement blessé lors d'un attentat revendiqué peu après par le GAL (Groupe antiterroriste de libération).

Les clés et l'avenir de l'entreprise sont entre les mains du gouvernement, a indiqué M. Daguerre, avant de préciser que la coopérative « dispose d'un carnet de commandes d'un mois et demi » et que, à son avis, « il n'existe aucune raison économique » d'en fermer les portes.

Vente record d'un yearling à Deauville. - Le cheikh Mohamed al Maktoum (Emirat arabes unis) a, par l'intermédiaire d'un courtier, acheté, lundi 20 août à Deauville, la pouliche *Shirley Heights*, demeurée de Mendès, pour la fameuse somme de 7,6 millions de francs. C'est la plus forte vente aux enchères jamais enregistrée dans la cité du Calvados pour un yearling (cheval pur sang âgé d'un an).

Lisez
LE MONDE
diplomatique

EN BREF

Un village du Morbihan ne veut pas d'une « poudrière »

L'enquête d'utilité publique portant sur l'extension du dépôt de munitions du camp militaire de Saint-Cyr-Cotéguand (Morbihan) s'est ouverte mardi 21 août. Le projet concerne, en tout, huit communes et porte sur la création d'un centre de stockage de 2 200 tonnes de munitions à l'emplacement de l'actuel dépôt, dont la capacité actuelle est limitée à 600 tonnes. La population de Beignon, village voisin, s'inquiète vivement de cet accroissement, et le club du troisième âge, principale association locale, a constitué un comité de défense pour protester contre l'installation d'une « poudrière » à moins de 2 kilomètres du village.

Hold-up au bulldozer. - C'est aux commandes d'un bulldozer qu'ils avaient dérobé sur un chantier de construction que des cambrioleurs ont détruit, dans la nuit du vendredi 17 au samedi 18 août, le mur d'un supermarché de Pithiviers (Loiret). Une fois le passage ouvert, les malfaiteurs se sont emparés de coffres-forts de la grande surface, qui contenaient 250 000 francs en espèces et en chèques. - (Corresp.)

Le Centre Leclerc de Carcassonne sera reconstruit. - La commission départementale d'urbanisme commercial (CDUC) de l'Aude, réunie lundi 20 août, a donné un avis favorable à la reconstruction du Centre Leclerc de Carcassonne détruit par un incendie provoqué par des viticulateurs dans la nuit du 20 au 21 avril. Le magasin devra toutefois avoir la même surface de vente qu'apparaissait, soit 2 500 mètres carrés.

Accident d'un Mirage belge. - Un Mirage-5 des forces armées belges, qui effectuait une mission d'entraînement, s'est écrasé, lundi 20 août, dans un champ près de Namur. Le pilote a été tué. L'accident n'a, en revanche, fait ni victime civile ni dégâts au sol. Il s'agit du vingt-neuvième Mirage-5 perdu par la force aérienne belge depuis 1970. - (AFP.)

LE CARNET DU Monde

Naissances

Charlotte et Jean-Pierre DINTILHAC, David, Raphaël, Julien, Edouard, ont la très grande joie d'annoncer la venue au monde de

Gabriel,

à Melun le 15 août 1984.
52, avenue Gallieni,
77590 Bois-le-Roi.
81190 Mirandot-Bourgnonac.

Deborah et Julie ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite sœur

Evelynne,

à Paris, le 12 août 1984.
Hélène et Joseph Zys,
28, rue Desaix,
75015 Paris.

Décès

Les familles Bosson, Hermant, Joudy, Carvalho de Oliveira, Brozsky, Et ses amis, font part de la mort accidentelle de

M. Jacques BOSSON, architecte, scénographe et enseignant, survenue le 9 août 1984 au Ardèche, à l'âge de cinquante-neuf ans.

La bénédiction, à l'église Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle, et l'inhumation, au cimetière de Bagneux, ont eu lieu le 16 août.

On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Gilbert BOUCHACOURT,

survenue à Toulon, le 15 août 1984.

De la part de M^{me} Alain Bouchacourt, ses enfants et petits-enfants.

23, colline Saint-Laz, 83190 Ollioules.

On nous prie de faire part du décès, le 9 août 1984, de

M. Georges GRANDEMANGE, âgé de quatre-vingt-trois ans, ancien combattant 1914-1918, chevalier de la Légion d'honneur, médaillé militaire, croix de guerre à sept palmes.

L'inhumation a eu lieu à Nîmes, le 11 août.

Les Veuves de Saint-Céaire, 06530 Peymeinade.

M. Claude JEUNEMAITRE, conseiller général (opposition) du canton de Coisy (Somme), est décédé d'une crise cardiaque, le jeudi 16 août.

Né en mars 1928, M. Claude Jeunemaitre, résident en titre du président régional de cette profession, avait été adjoint au maire de Coisy, avant de devenir, en 1980, premier

magistrat de cette commune. Il n'avait pas sollicité le renouvellement de son mandat aux élections municipales de mars 1983. En 1987, lors d'une élection cantonale partielle consécutive au décès de René Chabaut, il avait été élu conseiller général du canton de Coisy.

Considérablement rétro depuis lors, M. Jeunemaitre était membre de la commission chargée des dossiers d'équipement à l'assemblée départementale. Il était chevalier dans l'ordre national du Mérite et chevalier du Mérite agricole.

Gaillard, Les obsèques de

M. Ichoua Ben Yosef (Jéssu, fils de Joseph) Saverre-René LEVI-VALENSIN

ont eu lieu dans l'intimité, le 14 août 1984, au cimetière de Gaillard (Haute-Savoie).

Le défunt était connu sous le nom de René Valensin, son père ayant jugé bon, pour préserver son fils contre l'antisémitisme, de ne pas faire rectifier l'erreur d'état civil qui avait entraîné l'abandon de la paternité.

La poussière va à la terre d'où elle est venue, et l'âme retourne à Dieu dont elle émane.

M^{me} Nicolas Louvier, son épouse, son fils, M. et M^{me} Sylvain Jaulin, sa fille et son gendre, ses frères et sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, nièces et neveux,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Nicolas LOUVIER, chevalier de l'Ordre du Mérite,

survenue à son domicile, le 20 août 1984, dans sa soixante-dix-huitième année.

La cérémonie aura lieu le mercredi 22 août au cimetière du Montparnasse. Réunion porte principale à 16 h 15.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, avenue George-V, 75008 Paris. 23, rue Seyer, 92200 Neuilly. 58, bd de La Tour-Maubourg, 75007 Paris.

Les collaborateurs et collaboratrices de la S.A. Elysée soviétiques et de la S.A. Dorian Guy ont le regret de faire part du décès de leur président-directeur général,

M. Nicolas LOUVIER, chevalier de l'Ordre du Mérite, survenue le 20 août 1984.

ROBLLOT S. A.
522-27-22
ORGANISATION D'OBSEQUES

Martine Millot-Bombard, son épouse, Dominique et Jean Millot, ses enfants, Hervé, Laurent, Claude, ses petits-enfants, Caroline et Valérie, ses arrière-petites-filles, Les familles Millot, Bontz, Bombard, Fournier, ses frères, sœurs, neveux et nièces, beaux-frères, gendre et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean Ernest MILLOT,

survenu à son domicile seine-et-marnais le 18 août 1984, dans sa quatre-vingt-unième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 22 août 1984 à l'église de Vaux-le-Pénil, près de Melun, à 10 h 30, suivie, selon la volonté du défunt, de l'incinération, qui aura lieu au cimetière de Joncherolles, à Pierrefitte, à 14 h le même jour.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Ginette Porter, ses enfants et petits-enfants, Les familles parentes et alliées, ont la tristesse de faire part du décès accidentel de

M. Gilbert Edwin PORTER,

survenu le 13 août 1984. Les obsèques ont été célébrées le 20 août, dans l'intimité familiale, au cimetière de Montmartre.

10, rue Beaumont, 75015 Paris.

Remerciements

M. Raphaël Amouyal, ses enfants, Et toute la famille, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur grande douleur lors du décès de leur très chère et regrettée

M^{me} Raphaël AMOYAL, née Rachel Torjman.

Les prières des sept jours auront lieu mardi 21 août, à 19 heures, à l'oratoire, 2 bis, rue Omer-Talon, 75011 Paris.

M^{me} Christian Kiener, ses enfants et petits-enfants, très touchés des nombreuses marques de sympathie lors du décès de

M. Christian KIENER, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine.

Communications diverses

Le Consistoire israélite de Paris informe les fidèles qu'un office solennel célébré dans le cadre des manifestations officielles, à l'occasion du 40^e anniversaire de la libération de Paris aura lieu le vendredi 24 août, à 18 heures précises, à la Grande Synagogue, 44, rue de la Victoire, 75009 Paris.

ANNIVERSAIRE

Un promeneur dans Paris insurgé

II. — Naissance d'une insurrection

Nous continuons de reproduire les reportages de Jean-Paul Sartre sur la libération de Paris publiés par Combat en août 1944.

COMBAT, mardi 29 août 1944.

Samedi matin.

Il y a une géographie de l'insurrection : dans certains quartiers, la bataille fait rage depuis quatre jours sans s'arrêter ; dans d'autres, le calme se maintient avec une sorte de fâcheuse inquiétude (à Montparnasse, dans le quatorzième, dans le quinzième).

Mais la carte de Paris combattant serait difficile à dresser : un coup d'œil d'abord comme une inondation et puis s'est retirée, laissant les rues à sac, désertes et tranquilles, avec quelques chicanes et des cadavres de camions, tandis que d'autres quartiers passaient lentement de la paix à la guerre. C'est en ces derniers que je veux vous décrire aujourd'hui. Je voudrais vous montrer la naissance de l'esprit insurrectionnel.

Le quartier qui s'étend entre la Seine, la rue Dauphine, le boulevard Saint-Germain et la rue Bonaparte est tout à fait calme. La rue de Seine et la rue de Buci grouillent de ménages en quête de vivres et de filons en quête de nouvelles. On s'aborde en riant, on se dit : « Ils sont tous partis cette nuit. » Une sorte d'insouciance se pose sur cette foule, elle souhaite que Paris soit évacué sans effusion de sang, elle attend les Alliés comme un cadeau. Quelques personnes poussent jusqu'au boulevard Saint-Germain et reviennent déçues : le drapeau à croix gammée flotte encore au Sénat. « Ils » sont encore là.

Mais il ne peut s'agir que d'un léger retard, encore quelques heures de patience, et plus tard se dispose à traverser Paris pour aller attendre les Alliés aux portes de la ville. Des cyclistes qui viennent de la Concorde rapportent les premières nouvelles de l'insurrection.

Vers midi, elles sont encore confuses : « Tout est barré là-bas ; on nous a déconseillé par des petites rues ; on tire sur l'avenue des Invalides. » Les femmes qui font la queue devant la boulangerie de la rue de Buci entourent les cyclistes : « Qui tire ? » « Les Allemands. » « Sur qui tirent-ils ? » « La réponse est invariable : « Nous ne savons pas. » Peu après une patrouille allemande sort de la rue du Sénat, l'arme à la main, tourne sur le bou-

per JEAN-PAUL SARTRE

Le boulevard Saint-Germain et s'éloigne dans la direction de la Chambre des députés.

On suit des yeux les uniformes vert foncé sous les arbres vert clair ; le boulevard Saint-Germain se vide devant eux. Déjà avec la chaleur du midi, quelque chose de sinistre passe sur la joie du matin. Le Sénat, énorme et noir, tout au bout de sa rue vide, paraît vénérable avec cet insupportable drappau qu'on regarde malgré soi. Mais on a peine à croire malgré tout que les balles sifflent à moins de 1 kilomètre.

Vers 3 heures, première rafale. Au carrefour de l'Odéon, le combat a commencé. Des FFI viennent de s'emparer d'une camionnette allemande. Mais pour les habitants du quartier, les visages de leurs défenseurs sont encore inconnus. Les Forces de la Résistance sont presque un mythe : on y croit de toutes ses forces mais on ne les connaît pas. Surtout de quelques escarmouches locales, comme certains l'espèrent encore, on l'insurrection va-t-elle se généraliser ? Les concierges mettent le nez à leur porte. Les gens qui rêvaient dans leur salle à manger devant les restes de leur maigre repas descendant dans la rue, en manches de chemise. Des groupes se forment. On regarde le Sénat, on regarde vers le carrefour de l'Odéon. Une vingtaine de soldats allemands sortent du Sénat et descendent la rue de Seine. La foule les regarde venir, placide.

Mais à peine sont-ils parvenus sur le boulevard Saint-Germain qu'ils arrosent tout à coup la chaussée et le trottoir d'une rafale de mitrailleuses, sans même regarder ce qu'ils font. Par principe, dirait-on. C'est ce qu'ils appellent égarer un peu le temps de se mettre à l'abri. Deux femmes tombent. Un vieillard à l'épaule traversée. En un clin d'œil, la rue se vide : ils vont tirer encore une fois.

Seul un homme âgé qui ne peut courir reste sur le boulevard. Les Allemands le visent. Il se rue sur la porte close d'un immeuble voisin, il frappe de toutes ses forces, il frappe de toutes ses forces, il suffit qu'on lui ouvre. La porte demeure fermée. Les Allemands tirent et l'homme tombe, frappé dans le dos par cinq balles.

A présent, les Allemands sont passés, les gens sortent prudemment

puis s'enhardissent. Des brancardiers ont transporté les corps. Devant l'immeuble, une flaque de sang demeure, comme une accusation. La porte s'ouvre tout à coup et une tête velue et flasque apparaît. C'est le concierge qui a refusé d'ouvrir. Il regarde la flaque d'un air de blâme, disparaît, puis revient avec un seau et un balai, et il se met à laver le sang, indifférent et méfiant comme si c'était une tache de cambouis. Alors, tout à coup, la foule se déchaine. C'est sa première manifestation collective : c'est la première fois, depuis le matin, qu'elle prend conscience d'elle-même. Elle entoure le concierge, elle le maltraite : « Ah ! tu peux bien le laver ce sang, c'est à cause de toi qu'il a coulé », et l'autre les regarde, blême et stupide. Je me suis promené dans tout Paris depuis quatre jours, et c'est la seule fois que j'ai vu la peur, la vraie peur dans les yeux d'un Parisien. Ce fait vaut d'être noté.

Il a suffi de cet événement : les gens sont transformés. Leurs rêves douloureux d'évacuation pacifique sont morts. Ils ne sont pas encore des combattants, puisqu'ils n'ont ni armes ni consignes, mais déjà ils ne sont plus tout à fait des civils. Ils ont pris parti. Ils restent aux fenêtres, dans la rue, un peu pâles, durs, aux aguets. La guerre est là, sous le soleil. Mais l'escarmouche a pris fin, le soir tombe, on n'entend que les crépitements des qui viennent des quais, les grands coups sours et lointains qu'on tire sur la place de la préfecture, le timbre argenté des voitures d'ambulance qui rappelle celui des tramways d'avant-guerre, le seul bruit pacifique de ces journées sanglantes.

Prochain article :

COLÈRE D'UNE VILLE

© GALLIMARD

Manifestation de l'ANACR.

Le jeudi 23 août, à 18 h 30, l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance ramènera la flamme sous l'Arc de triomphe. L'association groupe des résistants de tous mouvements, des réseaux et des FFI.

Le rassemblement aura lieu à partir de 17 h 45, à l'angle de la rue Balzac et de l'avenue des Champs-Élysées.

L'Occupation en Limousin

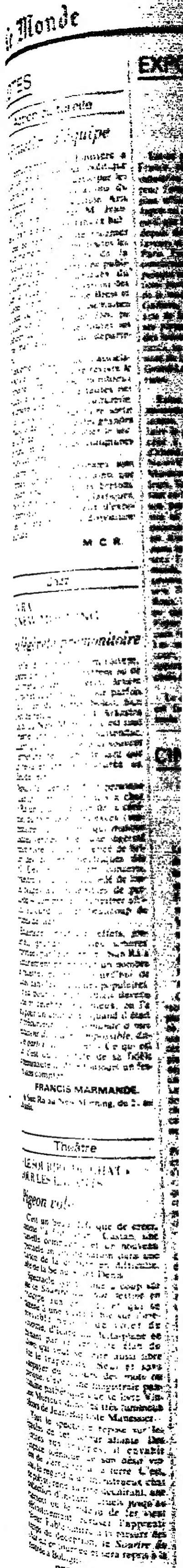
Un lecteur de la Charente, M. Francis Cordet, nous a adressé une lettre dans laquelle il écrit notamment :

La lecture du témoignage du lieutenant-colonel Guigouin, paru dans le numéro du Monde daté 22-23 juillet 1984 m'incite à apporter une précision.

En ce qui concerne le camp de Nexon (Haute-Vienne), j'affirme qu'il n'y a eu aucune libération par la 1^{re} brigade de marche, mais une évacuation spectaculaire d'un certain nombre de détenus. Ce camp comptait en effet, à l'intérieur de son enceinte de barbelés, trois types d'internés : l'énorme part avait pour raison d'internement le marché noir (dans les deux cents) ; une soixantaine de détenus politiques (inspecteurs de la SN, gendarmes, voire gardes de GMR) pouvaient un autre quartier ; enfin au centre un « bloc spécial » véritable camp à l'intérieur de l'autre regroupait une douzaine de « terroristes » condamnés le 20 mai par le tribunal spécial de Limoges à des peines de travaux forcés de durées diverses (jusqu'à vingt-cinq ans) mais toutes « exécutoires en Allemagne », ainsi que la au prononcé de la sentence.

Appelé « centre de séjour surveillé », le camp était surveillé par des anciens de la LVF (rapatriés, pour raisons de santé ou de blessures, de Russie), commandé par un officier supérieur du maintien de l'ordre, qui faisait appel en renfort de garde à des brigades de gendarmerie ; en l'occurrence celle d'Excideuil, brigade motorisée constituée de jeunes gendarmes.

L'initiative de cette évacuation fut un capitaine de gendarmerie transféré peu avant du camp d'Evraux-les-Bains : le capitaine Poi Dupuy (ou Dupuis ?) qui commanda par la suite le 1/50^e RI reconstitué à partir de la brigade RAC et termina sa carrière comme commandant militaire du palais de l'Elysée, sous la présidence du général de Gaulle.



« QUAND LA PUBLICITÉ EST HONNÊTE, ON AIME LA PUBLICITÉ »

Cette phrase exprime à coup sûr une des convictions les plus fortes du Bureau de Vérification de la Publicité.

Une association regroupant les annonceurs, les agences de publicité et les médias. Depuis presque 50 ans, elle mène une action efficace en faveur d'une publicité loyale, véridique et saine.

Tous ses membres ont en commun un véritable Code : le Recueil des Recommandations du B.V.P. qui explique les dispositions qu'ils s'engagent à respecter. Ils le consultent régulièrement dans l'intérêt des consommateurs. Qui sont aussi des lecteurs...

L'ÉVOLUTION DE L'AUTODISCIPLINE DANS LES DIFFÉRENTS SECTEURS EN 1983

Au cours de l'année 1983, 2745 dossiers ont été traités par le Service Juridique du B.V.P. Au-delà des chiffres, il est intéressant d'observer l'évolution des interventions et de leurs motifs dans quelques-uns des principaux secteurs.

Dans 80 % des cas, des dossiers furent ouverts sur la base de l'article 44 de la loi du 27 décembre 1973, due loi Royer, ou de textes réglementaires spécifiques, les 20 % restants relevant des recommandations autodisciplinaires.

L'analyse des publicités à partir des règles autodisciplinaires a mis en évidence, cette année encore, le nombre toujours important des interventions en matière de propositions de méthodes, objets ou appareils présentés comme bénéfiques à la santé. Mais il faut noter une diminution de près du tiers des remarques formulées à leur encontre par rapport à 1982.

Le secteur des sciences occultes continue d'être un secteur à risques quant aux messages développés. Par contre, il faut apprécier la diminu-

tion très positive des contentieux concernant l'immobilier.

Nous avons porté une attention particulière sur l'utilisation de la langue française dans les messages où des manquements apparaissent encore.

De même, en ce qui concerne l'usage de la femme dans la publicité, nos interventions, sur la base de la Recommandation B.V.P. de 1975, ont eu pour résultat, dans une vingtaine de cas, une modification des visuels par les annonceurs eux-mêmes suite à nos remarques.

On peut enfin noter que si les publicités concernant les offres d'emploi à domicile se sont accrues en cette période de crise, la vigilance des supports et du service "Contrôle" du B.V.P. s'est avérée efficace, nos interventions au coup par coup permettant en particulier d'éviter que des victimes aient à leur tour d'autres victimes.

L'une de nos préoccupations constantes a été dans de nombreux domaines la sécurité des consommateurs. Nous avons été ainsi amenés à conseiller des messages dont le « visuel » présentait un geste ou un comportement dangereux, que de jeunes consommateurs, notamment, pouvaient être incités à imiter. Ces conseils ont été largement suivis d'effet. Nous avons égale-

ment diffusé largement l'information sur la nouvelle loi relative à la sécurité des consommateurs.

Ce tour d'horizon n'est nullement exhaustif. Il permet néanmoins de saisir les préoccupations majeures du B.V.P. au cours de l'année écoulée et manifeste l'efficacité des procédures de mises en garde et de cessations de diffusion.

POUR PROTÉGER LE PUBLIC ET LES PROFESSIONNELS LE B.V.P. ÉLABORE DES RECOMMANDATIONS ET LES FAIT RESPECTER

A la diligence soit du B.V.P., soit d'organisations professionnelles des Commissions ad hoc élaborant des recommandations générales ou sectorielles constituant les règles d'autodiscipline que s'imposent volontairement les professionnels concernés.

Compte tenu de l'évolution constante du monde socio-économique, de la législation et de la jurisprudence, les Recommandations sont actualisées si besoin est.

Les membres du B.V.P. sont tenus de les respecter et le fait qu'elles soient élaborées par des organisations professionnelles représentatives et en concertation avec les Pouvoirs Publics, leur confère une valeur de référence pour tout professionnel de la publicité même s'il n'est pas adhérent. L'expérience montre que le pouvoir judiciaire les considère comme telles.

LE B.V.P. UNE ASSOCIATION INTER-PROFESSIONNELLE CHARGÉE DE L'AUTODISCIPLINE

Sa première tâche consiste, comme le prévoient ses statuts, à assurer par le conseil et le contrôle le respect des règles fixées par les textes législatifs et réglementaires ou par les Recommandations qu'il élabore lui-même, en vue de garantir au public une publicité loyale, véridique et saine. Mais son rôle ne se limite pas à cette action. Chaque jour les innovations techniques,

les transformations issues des interventions du législateur, l'imagination aussi des publicitaires font naître de nouveaux problèmes ou modifient les données des problèmes existants. Songeons au débat récemment engagé sur la publicité comparative, à l'apparition de la publicité sur les radios privées, à l'entrée en scène de nouveaux médias. Le B.V.P. ne peut y rester indifférent. S'il n'a pas à se substituer aux autorités compétentes en la matière ni à émettre sur le domaine des organisations professionnelles dont il regroupe les adhérents, il ne saurait non plus se contenter d'un rôle de simple exécutant de règles ou de décisions fixées par d'autres. Le B.V.P. remplit encore sa mission en participant à une réflexion commune destinée à prévoir et à ordonner les mutations qui affectent ou affecteront le domaine de la publicité - ou en prenant même l'initiative. L'autodiscipline, qui est la loi du B.V.P., n'est pas seulement une pratique : elle est aussi un état d'esprit. Il appartient au B.V.P. de maintenir et de développer celui-ci en étant présent, attentif et actif, partout où l'autodiscipline est appelée à s'exercer.

Notre publication adhère au Bureau de Vérification de la Publicité, dont elle suit les recommandations.

BVP
Bureau de Vérification de la Publicité
B.P. 4508 - 75362 Paris Cedex 08

Les remarques concernant une publicité parue dans notre publication sont à adresser au B.V.P.

Les remarques concernant les petites annonces classées sont à adresser directement au journal.

محکمات الأصل

Le Monde

culture

NOTES

Action culturelle

Le Finistère s'équipe

Le département du Finistère a décidé de développer sa politique culturelle en y faisant participer les élus locaux et les associations du département. Une association Arts et Culture, présidée par M. Jean-Yves Cozan, a été créée dans ce but. L'idée de départ est de recenser dans un même programme toutes les manifestations culturelles de la région afin de leur assurer une publicité commune. Les habitants du conseil d'organe de Locronan ou des Semaines internationales de Brest et du Léon ou encore des Semaines musicales de Quimper ont donc pu bénéficier de la liste de toutes les autres manifestations du département.

Deuxième objectif de l'association Arts et Culture : faire revivre le patrimoine breton. De nombreux châteaux et chapelles restaurés ont ainsi trouvé une vocation culturelle. Enfin, l'association veut faire sortir les maisons de la culture des grandes villes afin de faire bénéficier le secteur rural et les petites communes de leurs activités.

D'autre part, les chorales sont désormais subventionnées ainsi que les traditionnels chanteurs bretons. Dans le domaine des arts plastiques, une demi-douzaine de lieux d'expositions ont été mis à la disposition des artistes.

M.-C. R.

Jazz

SUN RA AU NEW MORNING

Une légèreté prémonitoire

Coffré d'un bonnet miroitant, accouté d'étoiles chamarrées ou de gilets métalliques, impérial devant son synthétiseur, dont il joue parfois de dos, l'un des deux Soleils, Sun Ra, est de retour à Paris. L'Arkestra en club, au New Morning, c'est tout de même une nouvelle institution, d'autant qu'un annonceur plus souvent la fermeture des clubs de jazz que leur réouverture prémonitoire au milieu de l'été.

Depuis les débuts, dont personne ne saurait fixer la date, il y a chez Sun Ra un goût ironique de la cérémonie, du falbalas et des excès (vestimentaires ou sonores) qui masquent quelques vérités. Avec une légèreté prémonitoire, il a commencé de bricoler des claviers électroniques dès 1953. Dès les premiers concerts, l'Arkestra a toujours accordé de longues plages aux ensembles de percussion — comme les orchestres africains, aujourd'hui, et beaucoup de groupes de jazz.

Eclairage, spectacle, effets, jongleries, grandes masses sonores emportées par leur dérive : Sun Ra a spontanément prôné tout un nombre de recettes payées aujourd'hui de succès dans les musiques populaires. Il n'est pour sa part jamais devenu riche ni célèbre. Au mieux, on l'a pris pour un charlatan quand il était un précurseur. « Je demande à mes musiciens de jouer l'impossible, dit-il, et parfois ils le font ». Ce qui est sûr, d'est qu'à la tête de sa fidèle communauté il offre toujours un festin sans compter.

FRANÇOIS MARMADE.

* Sun Ra au New Morning, du 21 au 26 août.

Théâtre

LE SOURIRE DU CHAT POUR LES ENFANTS

Pigeon vole

C'est un beau défi que de créer, comme l'a fait Bruno Casan, une nouvelle compagnie et un nouveau spectacle en fin de saison dans une maison de la culture en difficulté, celle de la Seine-Saint-Denis.

Spectacle symbolique à coup sûr que *Sourire du chat* destiné en principe aux enfants et qui se ramène à une vaste fable sur l'irrépressible besoin de voler de l'homme, d'être au-delà-plan en passant par le désirable élan du clown qui veut se faire aussi libre que le trapéziste. Seul et sans s'appuyer du secours des mots ou presque, c'est à une magistrale pantomime pathétique, que se livre Vincent Morieux dans les très lumineux décors de Jean-Baptiste Manessier.

Tout le spectacle repose sur les épaules de cet acteur atlante. Des cintres aux trappes, il envahit l'espace scénique de son désir violent de s'arracher à la terre. C'est, sous le regard d'un monstrueux chat de polystyrène au rire déchirant, une collection d'instants cruels jusqu'au moment où le rideau de fer vient définitivement écraser l'apprenti rêveur. Fable sinistre à la mesure des temps de déception, le *Sourire du chat* est en tournée et sera repris à la rentrée à Bobigny.

BERNARD RAFFALLI.

EXPOSITIONS

L'HOMMAGE A SCHIAPARELLI

Les deux effets de la lumière

Est-ce parce que son marché, en France, résiste mieux que d'autres industries, ou est-ce au contraire pour l'empêcher de se trouver une plus efficace patrie en Italie, au Japon ou aux Etats-Unis ? Toujours est-il que la mode et son histoire sont depuis deux ou trois ans objets des faveurs et de l'Etat et de la Ville de Paris. Faveurs distinctes, et même concurrentes, d'ailleurs, puisque la capitale va voir ses collections partagées entre l'actuel musée de la mode et du costume, au palais Galliera, et le Musée national des arts de la mode, qui devrait ouvrir ses portes en 1985 dans une partie des locaux du Musée des arts décoratifs, au Pavillon de Marson, extrémité du Louvre et fragment du futur Grand-Louvre... Une vraie poupée russe.

Russe, et capricieuse dès avant sa naissance : de maladroites en malentendus, l'exposition qui devait en faire la gloire et l'ouverture, consacrée à Yves Saint-Laurent, est d'abord allée faire les beaux jours de New-York, au Metropolitan Museum, où elle se poursuit d'ailleurs. Saint-Laurent viendra malgré tout en France, mais en 1986. Il sera son propre commissaire mais sera mis en espace et en scène par le décorateur Jacques Grange, ce qui est d'un chic fou. D'un chic tout aussi éperdu quoique plus littéraire, sera l'exposition inaugurale du musée, consacrée à la mode et ses amants, le commissaire général en sera l'écrivain Edmonde Charles-Roux, qui, pour avoir été rédacteur en chef de l'édition française de *Vogue* pendant quinze ans, a quelques raisons de connaître son sujet. Les membres de l'Académie Goncourt, solidaires et confraternelles, apporteront leur concours pour le choix des textes.

Le chic, les mondanités, tout cela est fait pour la mode, comme la mode est faite pour le beau monde.

Et son lustre. La mode en tout cas est faite pour être portée, montrée, vécue, et c'est tout le problème des musées et des expositions qui lui sont consacrées. Alors que la muséologie a fait de considérables progrès, que la peinture, les objets et même l'architecture donnent lieu à des présentations parfois très sophistiquées, peut-on, en matière de costume et de mode, se contenter encore de muséologues statiques, visibles ou invisibles, sur lesquels pendoient, dans des attitudes de vie simulée, des oripeaux ternis par la poussière, raidis par les ans, décolorés par la lumière, éventuellement infirmes d'un bouton, d'une paillette, d'un strass ? Peut-on, en 1984, imaginer des costumes sans les mouvements qui les font vivre ?

Bien qu'en progrès par rapport aux expositions de ce type, l'hommage à Elsa Schiaparelli souffre lui aussi de cet « premier », pauvre mais sympathique. On a pu le mesurer en visitant les salles du pavillon des arts, successivement le jour de l'inauguration puis un jour normal d'ouverture. Lors de l'inauguration, l'exposition, soignée dans ce genre de foules bruyantes et caquetantes qu'avaient dû connaître les modèles présentés, avait tout l'éclat des plus brillantes soirées. Trois jours plus tard, la même exposition prenait l'air âcre et triste d'un buffet de gare aux odeurs de tabac froid. Les salons avaient perdu leurs ors et rationalisés la sobriété banale de l'aluminium, et tous ces vêtements voués au luxe prenaient l'allure de l'inventaire après décès d'une princesse ruinée. Car c'est l'autre caractéristique de la mode que de ne pouvoir supporter la pauvreté ni l'apparence de pauvreté, et l'on ne peut s'empêcher d'opposer cet hommage à Schiaparelli aux bruits et aux lumières des saisons et des défilés qui animent la capitale au rythme des saisons.

Entre la vie et la momification des vêtements, entre les lumières qui les lancent, et celles qui les ternissent lors de l'hommage posthume, le contraste peut être brutal. Ici il l'est paradoxalement d'autant plus que l'exposition a été plus soignée. La pauvreté (relativement bien sûr au budget des salons) n'est jamais plus visible que lorsqu'elle se cache. Il serait temps d'imaginer une muséologie de la mode qui sache utiliser les ressources de la vidéo, par exemple, et non plus seulement celles du musée Grévin, les têtes de cire en moins. Mais le temps c'est de l'argent, et les crédits de l'Etat comme ceux de la Ville n'ont pas que la mode pour souci.

Et Schiaparelli avec tout ça ? C'est une vraie belle idée que d'avoir rendu cet hommage à ce « chef d'orchestre » de la mode, comme l'appelle John Palmer White dans un livre à paraître (1). C'est ensuite un joli tour de force d'avoir pu réunir tant de modèles, de témoignages, de souvenirs, pour restituer d'une manière aussi cohérente et aussi continue la carrière de « Schiap » (comme évidemment on l'appela) entre 1927, ouverture de son premier magasin, et 1954, date à laquelle elle se retira dans son hôtel de la rue de Berri (l'affaire continuant, place Vendôme, de prospérer sur sa lancée) où elle mourut en 1973. En vingt-sept ans, elle aura accumulé un trésor de liberté et d'imaginaire, de fantaisie transcendée, d'élégance. Elle le portait d'ailleurs sur le plus singulier, le plus étonnant des visages.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

(1) Cité dans le catalogue, dont l'excellence est tempérée par le fait que la moitié des textes y sont en anglais, non traduits. C'est peut-être chic, mais pas poir ni comode pour tout le monde.

* Jusqu'à fin août.

A ÉTRETAT

Le rayonnement d'Albert Gleizes

Albert Gleizes passe surtout aux yeux du public pour un des pionniers du cubisme — avec Jean Metzinger. C'est oublier qu'avant même d'avoir animé le groupe de l'Abbaye de Créteil, aux côtés de Charles Vildrac, Georges Dubaut, Jules Romains, Pierre-Jean Jouve. Et qu'après 1920... La rétrospective réalisée par Pierre Albert, qui, l'automne 1982, célébra son centenaire à la Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, avait déjà rendu justice à un artiste hors du commun qui non seulement voulait renouveler et dépasser sa peinture, mais qui, en de nouvelles expériences communautaires, a transmis son enseignement par l'écrit et par l'exemple.

L'exposition qui, à Étretat pour quelques jours encore, tente de rafraîchir notre mémoire, met l'accent sur son rayonnement, car elle s'articule « autour d'Albert Gleizes ». Patronnée par la municipalité de la station balnéaire et le conseil régional de Haute-Normandie, organisée par Bruno Delarue, Étienne Verin-Forrier et l'Union artistique de Fécamp et du Pays de Caux, elle cherche du même coup et tout d'abord à reconstituer le parcours d'un artiste que l'éclat de sa « cubiste » reconstruit l'insuffisamment.

En le réduisant à cela, écrit Pierre Albert, on escamote une part, sinon la part essentielle, de son œuvre. Quinze huiles, gouaches, lavés, dessins permettent de le jauger, de parcourir, avec notamment le *Portrait de René Arcus* (1910), le *Pont de Brooklyn* (1916), et *Femme en blanc* (1938), point d'aboutissement de toutes ses recherches. « Son expérience de plasticien, dit de son côté Henri Giriat, autre compagnon de route de Gleizes, l'avait conduit à pressentir que, derrière les apparences sensitives, il y a une réalité intelligible qui imprime sa forme au monde visible. (...) Le problème du peintre n'est plus, dès lors, un problème de figuration d'un nouveau style, mais un problème de structure germinative en rapport avec les mouvements

mêmes de l'univers, indépendant du fait que la peinture soit ou ne soit pas figurative ».

C'était, pour l'auteur d'*Homocentrisme ou le retour de l'homme chrétien*, entre autres ouvrages spéculatifs, renouer avec le grand humanisme médiéval.

Sur le plan pictural, cette démarche se traduit par le trinôme mesure-nombre-rythme et il était naturel de convoier à Étretat les peintres qui, peu ou prou en rapport avec Gleizes, ont emprunté des voies parallèles : Chardonne, Herbin, Georges Valmier, Jacques Villon. Le cercle se resserre avec les collaborateurs ou élèves qui ont tous, ou presque, suivi Albert Gleizes dans la tombe après avoir été ses compagnons d'atelier, à la communauté d'Artistes-artisans (pas de village) de Moly-Sabataz, à Sablon dans l'Isère, ou en d'autres résidences devenues cénacles : Eugène Baillon, Laszlo Barta, la potière Anne Dangar, Maurice Grémeret, Emmanuel Gondouin (qui, avec l'appui de Gleizes, construisit de ses mains une double maison-atelier à Cavalaire), Evie Hone, Mainie Jellett, Robert Pouyau, cofondateur de Moly-Sabataz...

Il importait enfin de démontrer que l'action d'Albert Gleizes ne s'est pas éteinte avec lui, que la rigueur formelle au service d'une réelle spiritualité continue à être la règle d'or d'Artistes-artisans (ils viennent tous à cette double appartenance) : des plus jeunes, Balthus, aux plus anciens, Baudinière, V. Forrier, voici la tisserande Jacqueline de la Baume (qui réalisa en outre avec Villon la tapisserie ici présentée) et son épouse Isabelle Donnadieu, René Durrbach, sculpteur et peintre, auteur par surcroît d'un solennel vitraux de Notre-Dame-d'Espérance de Mézières, et le sculpteur Michel Gillet. L'esprit d'Albert Gleizes souffle toujours.

JEAN-MARIE DUINOYER.

* Salle Adolphe-Boissaye, 1, avenue Charles-Métel, 76790 Étretat. Jusqu'au 26 août.

CINÉMA

ERIC ROHMER, CRITIQUE

Le devoir du sublime

Le nouveau film d'Eric Rohmer, les *Nuits de la pleine lune*, vient d'être présenté en compétition au huitième Festival de Montréal. Il le sera ensuite à la Mostra de Venise, sortant simultanément sur les écrans français, le 29 août. En attendant, un recueil permet de retrouver les écrits artistiques du cinéaste.

Comment se glisser dans ce recueil d'articles écrits pour la plupart par Eric Rohmer du temps où il n'était encore que critique — sans chercher les signes qui annonçaient l'œuvre du cinéaste ? La plume du théoricien n'aurait-elle pas déjà tracé, en filigrane, quelques-unes des images tournées depuis ? Le style et le ton, du moins, ne donneraient-ils pas un avant-goût du charme de Maud ou de Claire, de certaines marquées ou collectionneuses ?

L'attente risque d'être déçue. Pour l'heure, Eric Rohmer n'est pas encore derrière la caméra et s'efforce surtout de répondre à cette « grande question » : « Qu'est-ce que le cinéma ? ». Scrupuleux d'une critique qui se demande comment juger les films et recommander aux cinéphiles ceux dans lesquels il faut « investir » ? Pas seulement.

Pour le rédacteur en chef, des *Cahiers du cinéma*, il s'agit aussi de déterminer ce qui, entre tous les arts, légitime les prétentions du septième à s'ériger au rang des six autres tout en le distinguant d'eux. Comme d'expliquer ses préférences pour les œuvres de Murnau, Dreyer, Stroheim, Hawks, Hitchcock, Rossellini et Renoir (« le plus grand cinéaste de l'histoire du langage ») rangées au Panthéon de la pellicule.

La vocation du cinéaste, nous dit Rohmer tout au long de ces deux cents pages d'une écriture dense, n'est pas de dire autrement avec une caméra ce que l'on pourrait dire en musique ou avec un pinceau par exemple, mais bien d'exprimer autre chose. Et quoi donc ?

« Le fait de filmer nous amène à une vision du monde « fondamentalement différente et qui entraîne un respect des valeurs », écrit Rohmer. Les techniques dont use le cinéaste sont, à ses yeux, des « instruments de connaissance » et « le point de vue que la caméra nous impose n'est ni celui des acteurs du drame ni même celui d'un œil humain dont un élément, à l'exclusion des autres, attire l'attention ».

Le « but même » du cinéma n'est-il pas dès lors « de s'approprier tout ce qui, dans l'ordre de la nature ou des créations humaines, lui paraît le plus étranger » ? Et parce qu'il maîtrise le mouvement, l'artiste-cinéaste n'est-il pas le mieux placé pour évoquer le « grand combat que notre espèce livre à la nature », celui-là même où l'homme peut se dépasser ?

Ces dernières réflexions sont extraites d'un texte signé en décembre 1959; Eric Rohmer a compris l'art et ses outils, il vient d'achever le tournage de son premier film, *Le Signe du lion*. C'est aussi le moment où l'on commence à parler de la nouvelle vague.

Mais quel est le chemin qu'empruntera l'auteur entre ces méditations et le cinéma, si original, de ses *Contes moraux* ou de ses *Comédies et proverbes* ? Le mystère demeure entier. Sauf à lire entre les lignes.

« Je n'aime que les grands sujets », dit Rohmer. La grâce qui touche l'héroïne de *Stromboli* de Rossellini, et lui avec — ce sera l'un

des deux « choix » de sa vie de cinéaste — lui fait écrire : « Peut-être même, de tous les arts, le cinéma est-il le seul aujourd'hui qui sache, avec toute la magnificence requise, montrer sans trébucher sur ses propres pieds, le seul qui puisse encore laisser une place à cette catégorie esthétique du « sublime », qu'une pudeur bien excusable nous fait, ailleurs, mettre au rebut ».

En s'appropriant le cinéma comme le moyen d'exercer un art à part entière, le cinéaste sera « résolument moderne » comme le réclame Rimbaud, mais, pour Eric Rohmer, il devra aussi redonner « à la noblesse et à l'ordre cette dignité qu'ils ont perdue » trop souvent en luttant contre ce qui porte atteinte au « prestige de l'ère », contre le « pittoresque » et la « complaisance », pour la « qualité du plaisir ».

ERIC ROHMER.

* « Eric Rohmer. Le goût de la beauté » (articles écrits entre 1948 et 1979), *Cahiers du cinéma*. Éditions de l'Étoile. Collection « Écrits », dirigée par Jean Narbonne et Alain Bergala. 214 pages, 106 francs.

VIE D'ARTISTE

Georgette Lemaire traverse le désert

A son corps défendant, Georgette Lemaire ne travaillait pratiquement plus depuis trois ans. On ne la voit plus à la télévision ni sur des scènes d'importance. Le monde du spectacle et les médias l'ont négligée, abandonnée. Résultat : la chanteuse populaire, naguère ovationnée à l'Olympia et à Bobino, a été expulsée en juillet de son appartement de Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne) en raison d'arriérés de loyers se montant à 50 000 francs.

Ce n'est pas un « appel au peuple » qu'elle lance aujourd'hui, par l'intermédiaire de la presse. Elle est trop fière, trop dégoûtée par cela, l'ex-petite employée qui, à l'âge de quatorze ans, était mannequin dans une bijouterie de la rue des Capucines (l'opéra arrosé), dans le Paris où vécut Edith Piaf et Maurice Chevalier.

Non, Georgette Lemaire cherche à comprendre, à savoir pour-

quoi, depuis trois ans, « tous les projets sérieux, toutes les propositions d'une carrière enviable, se sont évanouies à la dernière minute sans que l'on me donne la moindre explication. Je ne crois pas avoir le déficit de la persécution, mais tout de même... ».

Comme elle se refuse à retourner à la case départ — « J'ai quarante et un ans », — son avenir d'artiste est compromis, du moins en France. Elle songe à s'expatrier : « J'ai l'impression qu'on ne veut plus de moi dans mon pays ».

Bon vent, diront certains imprésarios, certains producteurs qui ont joué et gagné la dernière saison d'Avignon, poupée de cire, poupée de son. La factice contre l'authentique. Georges Brassens ne s'y était pas trompé, qui avait abrité Georgette Lemaire sous son chéne, sous son aile de poète, et qui savait, selon le mot

Reprise de « LA FÉLINE », de Jacques Tourneur

Simone Simon, la femme-chat

La *Féline* (The Cat People) est une de ces œuvres mythiques sorties à Hollywood pendant la seconde guerre mondiale, en 1943, et produites par le seul des *major studios* aujourd'hui disparus, RKO. Deux ans plus tôt, RKO a présenté avec un succès mitigé le toujours célèbre *Citizen Kane* d'Orson Welles. Chaque compagnie produit alors en moyenne six films par an, répartis entre films A et films B. Les films B sont tournés avec des moyens réduits et sur une durée bien inférieure à celle des grands films. Ils n'en bénéficient pas moins de tout l'appareil de studio, de son infrastructure technique. Exercices de style par certains côté quand l'équipe de réalisation se sent des ailes, ils représentent un genre à jamais disparu, aujourd'hui inconcevable dans les conditions actuelles de production.

En 1942, Val Lewton, Ukrainien d'origine, neveu de la star du muet Alla Nazimova et ancien collaborateur de David O'Seiznick à son département « scénarios », reçoit la direction d'une unité de production

de films d'horreur à petit budget chez RKO. Écrivain lui-même (dix romans, des poèmes, un ouvrage pornographique, *Femmine*), il va en un peu moins de cinq ans produire une dizaine de films dont plusieurs feront date dans le genre et sont reconnus comme les précurseurs du fantastique moderne, à base littéraire.

Pour son premier essai, Val Lewton réalise une équipe exceptionnelle : Jacques Tourneur, fils de Maurice, venu aux États-Unis dans les bagages de son père, et dont ce sera vraiment le départ ; DeWitt Bodien, le scénariste ; Nicholas Musuraca, l'opérateur. *The Cat People* a toutes les apparences du bon cinéma hollywoodien de l'époque, et d'abord une photographie à dominante grise, très fortement contrastée, qui est déjà en elle-même un élément de fantastique. La menace est en premier lieu visuelle, sans pour autant miser sur les ombres inquiétantes.

Simone Simon est la féline du titre, une jeune femme serbe réfugiée à New-York et qui charrie dans sa mémoire le souvenir d'une ancienne malédiction. Elle descend d'une lignée de femmes-chats (*cat women*) capables de se transformer en félins au contact du désir. Un ingénieur d'une société de construction navale tombe dans ses griffes. Rien n'arrive, mais il ne comprend pas les réticences d'Irène à consommer leur mariage. Un psychiatre malade intervient, raconte des absurdités et n'échappe à la mort qu'en tuant la jeune femme qui échoue au zoo, une lame dans le dos, près de la cage d'un immense chat noir.

L'originalité de *The Cat People* est de cacher le mal derrière la joliesse hollywoodienne, de jouer sur les nerfs du spectateur en insinuant discrètement la présence de forces surnaturelles chez certains êtres humains. Un film tentait pour la première fois ce mariage élegant de l'horreur et de la modernité, sans forcer sur la technologie. S'il garde aujourd'hui ses conventions, il séduit toujours par cette stylisation visuelle mais aussi sonore — une porte d'autobus s'ouvre en imitant le cri de la panthère, — et par l'interprétation de Simone Simon, parlant anglais avec la gaucherie d'une écaille douée.

LOUIS MARCORELLI.

* 7^e Art Beaubourg (v.o.)

MICHEL CASTAING.

COMMUNICATION SPORTS

Mardi 21 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 **Musique : Faust**.
Reconstitution de l'opéra lyrique de Wagner. Musique de Richard Wagner. Livret de J. Barbier et M. Carré. D'après l'œuvre de Goethe. Mise en scène A. Fassin. Chœurs et orchestre de l'Opéra de Chicago, dirigés par G. Frère, chorégraphie G. Belandier. Avec M. Freni, K. Ciesinski, A. Kraus, N. Gharov et R. Stowell.
Le vieux docteur Faust, au soir de sa vie, signe un pacte avec Méphistophélès : son âme contre sa jeunesse retrouvée et les plaisirs de la vie.
22 h 50 **Journal**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 **Cinéma : la Mafia fait la loi**.
Film italien de D. Damiani (1967), avec F. Nero, C. Cardinale, L. J. Cobb, S. Reggiani, N. Pansol.
Dans une petite ville de Sicile, un capitaine de gendarmerie mène une enquête sur le meurtre d'un entrepreneur. Il se heurte au silence des témoins, et au pouvoir d'un notable, chef de la Mafia locale. Intrigue criminelle à rebondissements, description sociale véridique. D'aujourd'hui ne se hausse pas au film politique, mais cette œuvre, peu connue, est fort intéressante.
22 h 15 **Explosions en chaîne**.
Emission de M. Tholouze, animé par C. Ockrent, préparée par L. Brocard et P. Hozier.
La télévision de demain : câble, satellite, télévision du matin... Le point sur les techniques nouvelles.
Avec, sur le plateau, en direct, MM. Georges Filloud, secrétaire d'Etat aux techniques de la communication, Pierre Lescure, directeur des programmes de Canal Plus, Bernard Miyet, PDG de Sofrad, Christian Dutoit, directeur d'A2, chargé de la coordination des programmes et de la production, Jean Stock, directeur-adjoint de RTL-Télévision, en duplex de Metz, M. Jean-Marie Rausch, député-maire de Metz, en duplex de Dallas, M.T. Turner, directeur de la chaîne américaine CNN (Cable News Network).
23 h 35 **Journal**.
23 h 55 **Bonsoir les clips**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 **Cinéma : Un cadavre au dessert**.
Film américain de R. Moore (1976), avec E. Brennan.
James Dean, Camus. La fascination qu'exercent les deux engins sur la génération de jérémy. La sécurité routière prend la parole.
22 h 35 **Sport : catch à quatre**.
A Limal-Silvanes, Mambo et le Printif contre Angelo et Flash Gordon.
23 h 5 **Journal**.
23 h 25 **Bonsoir les clips**.

T. Capote, J. Coco, P. Falk, A. Guiness, E. Lancaster, D. Niven, P. Sellers, M. Smith.
Cinq détectives internationaux (trois hommes, deux femmes) sont invités dans un manoir. A l'issue du dîner, leur hôte les prévient que quelqu'un va être tué. Les survivants devront résoudre l'énigme. Sur un scénario astucieux de Neil Simon, une parodie, où soufflent parfois un humour ravageur, des romans d'Agatha Christie. Sous des noms différents, on reconnaît des détectives bien connus de la littérature policière et du cinéma, démythifiés par des vedettes s'en donnant à cœur joie.
22 h 10 **Journal**.
22 h 30 **Bleu outre-mer**.
Emission proposée par RFO sur cinq pays d'outre-mer. La Nouvelle-Calédonie présente « Ballade la sage », reportage de Benoît Soudou sur l'histoire parallèle d'une famille et d'un territoire.
22 h 25 **Prélude à la nuit**.
Concert à la SACEM : Improvisation, d'Henri Barraud, interprété par Geneviève Joy.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 **L'opéra, c'est la fête : l'opéra viennois (l'âge d'or)**.
21 h 30 **Extraits et concert** : pris dans une mémoire, avec Paul Lorenz et Mario Bois.
22 h **La tréte aux contes autour du monde : Iran**.
23 h **Restitutions : le cheval**.
23 h 20 **Musiques : les contes**.
23 h 40 **Place des étoiles**.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Concert (échanges internationaux, donné à Vienne le 29-9-1983)** : Ouverture de « Tancrède », de Rossini ; extrait de « La Vestale », de Spontini ; extrait de « Sancia de Castiglia », de Donizetti ; « Sinfonia » de Bellini ; air de « Otello », de Verdi ; extraits de « Manon Lescaut » de Pacini ; extrait de « Guglielmo Ratcliff » de Massenet ; de « Méfistofele » de Boito, par l'Orchestre symphonique de la radio autrichienne, dir. J. Lopez-Cobos, sol. Montserrat Caballé.
23 h **Les soirées de France-Musique : jazz-club**, en direct du Petit Olympe.

Mercredi 22 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 30 **TF 1 Vision plus**.
11 h 55 **Quarante ans déjà**.
12 h **Bonjour, bon appétit**. Magazine de Michel Oliver.
Meringues et macarons.
12 h 30 **Conserver sans pépins**.
12 h 35 **Cooktail maison**.
13 h **Journal**.
13 h 30 **Série : Madame Columbo**.
14 h 20 **Un tour dans le vent**.
Tour de France à la voile.
14 h 40 **Monte-Carlo show**.
Avec des illusionnistes, des danseurs acrobates.
15 h 30 **Croque-vacances**.
En balade dans un jardin aquatique. Les rubriques habituelles.
17 h 50 **Série : Eh bien, danses maintenant**.
Le Rock.
18 h 10 **Les grandes enquêtes de TF 1 : la Mafia**.
Les vlogs-sept : familles américaines.
19 h 15 **Emissions régionales**.
19 h 40 **Ces chers disparus** : Florio.
19 h 55 **Tirage du two-o-two**.
20 h **Journal**.
20 h 30 **Tirage du Loto**.
20 h 35 **Série : Dallas**.
Comment évincer J.R. de la direction de la compagnie pétrolière. Cliff recrute un espion dans l'entourage de J.R. Ce dernier soupçonne Peter de l'introduction d'un peu trop près à Sue Ellen.
21 h 25 **MUT D'ÉTÉ DE L'INA**.
Vidéoflashs.
21 h 35 **Mémoire : Fernand Braudel**.
Réal. J.-C. Bringuier et D. Froissart (deuxième partie).
Conversation entre un des maîtres de l'école historique française des Annales, Fernand Braudel, et le réalisateur J.-C. Bringuier. La caméra s'attarde sur le visage de l'historien qui évoque ses travaux, et quelques-uns de ses sujets favoris : les crises, la perspective historique de longue durée, la notion de capitalisme... Un entretien qui se veut intimiste, mais qui n'échappe pas au didactisme.
22 h 35 **Journal**.
22 h 50 **Téléfilm : Sidoussas**.
De Jean Baronne.
Le ciel et l'eau, les arbres, les paysages d'une petite île grecque peinte avec sobriété par un voyageur inspiré. Un film-voyage au hasard des saisons qui ne tombe jamais dans le documentaire ethnologique ou pédagogique. Rare.
0 h 40 **Stations**.
Feuilleton vidéo de Bob Wilson.
Chinois : Plaisir du rêve et des yeux. De l'autre côté du miroir.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 **Antiope**.
12 h **Journal (et à 12 h 45 et 18 h 40)**.
12 h 5 **Muppet Show**.
12 h 30 **Feuilleton : Les amours de la Belle Époque**.
13 h 35 **Série : Voyages au fond des mers**.
14 h 25 **Aujourd'hui la vie**.
On les appelle S.D.F. (sans domicile fixe).
15 h 30 **Série : Akagera**.
L'équipe monte à dos d'homme une montagne au sommet du volcan Bisoke en Ouganda.
16 h **Sport : Rugby**.
Rugby : Afrique du Sud-Angleterre.
18 h **Yakari : le petit fabo de la forêt** : les survivants de l'ombre.
19 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres**.
19 h 15 **Emissions régionales**.
19 h 40 **Le théâtre de Boivin**.
Journal.
20 h 35 **Téléfilm : Le bout du lac**.
De J.-L. Lagrange. Avec F. Cluzet, C. Vassort.
Machinations et espionnage autour d'un dictateur africain en disgrâce qui, installé à Genève, tente de reprendre le pouvoir dans son pays. Coups de feu, surveillances techniques hautement sophistiquées. Classique, une touche d'exotisme sur fond de complot en banque suisse.
22 h 5 **Série : C'est ans d'automobile**.
Deuxième épisode de la série de J. Bardin, D. Dubarry, F. Maza, réal. P. Dhôtel, J. Equer. N° 8 : Vivre avec l'automobile.
Avant-dernier épisode d'une série estivale. L'accident automobile, l'accident dont sont victimes

James Dean, Camus. La fascination qu'exercent les deux engins sur la génération de jérémy. La sécurité routière prend la parole.
22 h 35 **Sport : catch à quatre**.
A Limal-Silvanes, Mambo et le Printif contre Angelo et Flash Gordon.
23 h 5 **Journal**.
23 h 25 **Bonsoir les clips**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 3 **Jeu littéraire : Les mots en tête**.
19 h 15 **Emissions régionales**.
19 h 40 **Belade viennoise**.
19 h 55 **Dessin animé : inspecteur Gadget**.
20 h **Les jeux**.
20 h 30 **Document : Léo Ferré**.
Réal. enregistré au Théâtre des Champs-Élysées les 6 et 7 avril 1984. Réal. Guy Job.
Quatrième émission. Tout de noir ou de rouge vêtu, Léo Ferré tel qu'en lui-même. Une caméra le suit sur une scène à sa dimension - immense. Le poète - musicien - interprète une dizaine de ses compositions et quelques autres de Guillaume Apollinaire et Francis Villon, parle de Dieu, de l'Amérique, de la sincérité, et de l'image de marque - la sienne peut-être ?
21 h 30 **Série : Opération Open**.
Le Secret de l'Armada, réalisation J.-C. Charney. Avec J. Dabry, B. Allouf, R. Jones.
Simon Dexter en vacances dans les Dolomites est, à son insu, l'objet d'une demande de rançon. Son frère Eric, et une charmante guide mettent à sa recherche. Les paysages sont beaux mais où est l'intrigue ?
22 h 25 **Journal**.
22 h 45 **Prélude à la nuit**.
Danses andalouses pour deux pianos, de Manuel Infante, interprété par Philippe Corne et Edouard Escherjanc.

FRANCE-CULTURE

7 h **Matinales, à Paris**.
7 h 30 **Revue de presse**.
8 h **Paroles et écrits du bouge : Piques noires**.
9 h **La libération de Paris : la trêve**.
9 h 35 **Musique : savors de savane**.
10 h **Jacques Cartier, le voyage imaginaire**.
11 h **Musique : devoirs de vacances (Quartetto Italiano ; Beaux-arts trio)**.
12 h **Panorama**.
13 h 30 **Feuilleton : le Crime d'Orléans**.
14 h **Le rôle de la presse dans la production éditoriale**.
15 h 3 **Ensemble vocal : nouvelles-histoires**.
15 h 30 **Musique : les jeux avec des sons**.
16 h 30 **Prose : des écrivains en France : la nucléaire et son mythe**.
17 h 30 **Extraits-Arts plastiques, avec Leonardo Cronin (l'œuvre d'art est un événement)**.
18 h **La seconde guerre mondiale : la France en guerre**.
19 h 20 **Blue note in the blue sky**.
19 h 30 **Matins dans les Cévennes : de l'herbe des champs à l'information**.
20 h **Blaise Cendrars, poète intercontinental**.
20 h 30 **L'opéra, c'est la fête : l'opéra viennois**.
21 h 30 **Extraits et concert** : pris dans une mémoire, avec Paul Lorenz et Mario Bois.
22 h **La tréte aux contes autour du monde : Japon**.
23 h **Bestiaire : le crapaud**.
23 h 20 **Musiques finies : clair-obscur**.
23 h 40 **Place des étoiles**.

FRANCE-MUSIQUE

2 h **Les maîtres de France-Musique**.
7 h 7 **Petit matin : œuvres de Prokofiev, Mendelssohn ; à 8 h 17, Bach, Vivaldi**.
9 h 5 **Le matin des musiciens : post-romantisme allemand et autrichien ; œuvres de Pfitzner, Reger, Hens...**
12 h 5 **Concert : l'Orchestre de Glinka, Sibelius, Grieg, Alfvén, Moussorgski, Tchaïkovski, par N. Gedda, ténor, et E. Werba, piano**.
13 h 30 **Les chants de la terre**.
14 h 4 **Représentations : Fernoyhough**.
15 h **Carte blanche à Bellini à Paris ; œuvres de Liszt, Bellini, Chopin**.
18 h 5 **L'héritage d'Arthur Schnitzler**.
19 h **Le temps de jazz : les libertés imprévues ; à 17 h 25, les témoins burlesques**.
20 h **Présentation du concert : Chopin, Wagner, Liszt**.
20 h 30 **Série lyrique (Festival de Salzbourg) : « Macbeth », de Verdi, par l'Orchestre philharmonique de Vienne et les Chœurs du Wiener Staatsoper et Chœur national de Sofia, dir. R. Chailly, sol. G. Dimitrova, M. Ljovna, F. Cappuccini, N. Gharov, L. Lima, K. Rydell ; en complément de programme : entre 1847 et 1885, le romantisme institué : œuvres de Wagner/Liszt, Berlioz, Offenbach, Smetana, Moussorgski, Brahms, Bruckner, Chopin, Bizet, Glinka.**

Canal Plus : cinéma d'abord

(Suite de la première page.)

Un choix éclectique que viendront renforcer deux bons produits américains, *Absence de malice*, de Sidney Pollack, et *All that Jazz*, de Bob Fosse, ainsi qu'identification d'une femme, de Michelangelo Antonioni.

Les cinéphiles pourront faire leurs achats avec El de Luis Buñuel, et deux comédies musicales : la *Grande Parade* et *With a song in my heart*. Le reste de la programmation est largement consacré à des films d'épouvante d'une qualité plus ou moins discutable qui faisaient les grandes heures des nuits du cinéma Rex (*Creep Show*, *l'Éventreur de New York*, *Rage*, *Et la terreur commence*, etc.). Enfin, pour satisfaire tout le monde, une petite incursion dans l'érotisme avec la *Bête*, de Valerian Borovczyk, et *Fanny Hill*, de Jerry O'Hara. Si la plupart de ces longs métrages sont inédits à la télévision, une grande partie d'entre eux sont déjà disponibles en vidéocassettes.

A côté des films, qui, reprogrammés, cinq ou six fois dans le mois à des heures différentes, fourniront

40 % de temps d'antenne, Canal-Plus fera une large place aux feuilletons, téléfilms et séries, en particulier américains et brésiliens. Le reste des programmes sera consacré aux spectacles et au sport.

Fort de ses programmes et de l'importance de son réseau de commercialisation, Canal-Plus devra pourtant affronter un problème de taille avant le début des émissions en novembre prochain : la modification ou le remplacement des antennes des téléspectateurs pour recevoir la bande VHF. L'opération est simple, peu coûteuse, mais risque d'être freinée par les négociations entre copropriétaires et locataires dans le cas d'installation collective. Notons que vingt des cinquante-sept émetteurs de Canal-Plus fonctionnent en bande UHF et desservent donc des zones où le changement d'antenne n'est pas nécessaire.

Reste le spectre du piratage souvent évoqué par ceux qui connaissent ses ravages sur les télévisions payantes américaines. Les ingénieurs de Canal-Plus ont pris leurs précautions avec un double codage des émissions : le son est rendu inaudible par suppression de la fréquence porteuse ; l'image est brouillée par l'introduction de lignes à retard. Des systèmes qui ne sont pas incontournables mais dont le piratage nécessite de sérieuses connaissances en électronique. Le décodeur fourni par Canal-Plus fonctionne avec un code personnel que l'utilisateur doit taper sur un clavier. Renouvelé tous les mois, il interdit l'utilisation du décodeur en cas d'interruption de l'abonnement. Enfin, ce code à huit chiffres autorise quelque cent millions de combinaisons différentes.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

LES NOUVEAUTÉS DE LA RENTRÉE SUR TF 1

Dès le 3 septembre, Stéphane Collaro donnera le signal de la rentrée sur TF 1 avec « Cocorico boy », un divertissement de trépas minutes animé par l'équipe de « Cocoboy ». Programmé chaque jour à 19 h 45, cette émission tentera de ravir l'audience au « Théâtre de Bouvard » sur Antenne 2. Autre nouveauté quotidienne, « Danse avec moi », un feuilleton-jeu brésilien sera diffusé à partir du 15 octobre à 18 h 30 en cinquantecinq épisodes de trente-cinq minutes.

Les week-ends offriront également un nouveau visage : « Champions » laissera la place le dimanche à « Sports dimanche », suivi à 16 h 30 de « La belle vie », un show animé par Sacha Distel. Ce jour-là, comme le samedi, les programmes débuteront à 8 h 45 par un flash d'information comprenant une revue de presse et les pronostics du tiercé. Le samedi soir, TF 1 se fermera son antenne qu'à une heure du matin : « Ouvert le nuit », cette nouvelle tranche horaire sans contenu fixe se prolongera même toute la nuit une fois par mois.

Après la réforme des documentaires (le Monde du 17 juillet), TF 1 annonce aussi un renforcement de l'information. « Face à la presse », un débat de vingt-cinq minutes mettra en présence chaque dimanche un invité et trois journalistes. « 7 sur 7 », programme également le dimanche, sera repris par Jean Lanzi. Enfin la chaîne prépare un effort spécial sur le football avec la retransmission en direct de dix journées du championnat de France en multiplex.

Le fonds d'aide aux quotidiens à faibles ressources publicitaires. L'aide de l'Etat, prévue au budget de 1985, pour les quotidiens à faibles recettes publicitaires (le Monde du 11 août), se répartit comme suit, pour une enveloppe légèrement supérieure à 11 millions de francs : la Croix 4 113 997 F, l'Humanité 4 625 685 F, Libération 2 519 211 F, Présent 277 312 F, et le Matin de Paris 3 152 037 F. Rappelons que cette aide directe de l'Etat, appliquée de 1973 à 1976 et à nouveau à partir de 1981, a été refusée par le Quotidien de Paris, qui dirige M. Philippe Tesson.

M. Philippe Hersant directeur général de Centre-Press. M. Philippe Hersant, l'un des fils de M. Robert Hersant, président de la SOCPRESS, a été nommé directeur général du quotidien Centre-Press (Poitiers), en remplacement de M. Denis Huertas, qui lui succède à la direction générale du quotidien France-Antilles.

La Transat Québec-Saint-Malo

POUPON EN TÊTE SUR LE SAINT-LAURENT

La faiblesse du vent et les effets de la marée ont contraint certains équipages de la Transat Québec-Saint-Malo à mouiller l'ancre de leur bateau sur le Saint-Laurent pour ne pas faire marche arrière au cours de la première nuit de course.

Dans cette régate, où il convenait d'aller chercher la moindre risée, les deux équipages qui se sont montrés les plus habiles sont ceux du *Fleurymichon VII* de Philippe Poupon, et celui de *Royale de Loïc Caradec*. A la bouée de Matane, située à 177 milles de l'embouchure du Saint-Laurent, Poupon précédait, lundi 20 août en fin d'après-midi, Caradec d'une heure. Eugène Riguidel (triramar *William-Saurin*) de 1 h 33 mn, Pierre Follenfant (catamaran *Charente-Maritime 2*) de 1 h 43 mn, Marc Pajot (catamaran *El-Aquitaine 2*) de 2 h 3 mn, et Florence Artaud (triramar *Bleu-therm*) de 2 h 30 mn.

D'un sport à l'autre

La réunion d'athlétisme de Nice. Seize mille spectateurs ont suivi, à Nice, les prestations d'une dizaine de médaillés olympiques de Los Angeles. Parmi ces derniers, l'Américain Roger Kingdom a gagné le 110 mètres haie en 13 s 19 (meilleure performance mondiale de l'année), et le Brésilien Joaquim Cruz s'est imposé sur 1000 mètres en 2 mn 14 s 9 (troisième meilleure performance mondiale de tous les temps). Thierry Vigneron a remporté le saut à la perche avec un bond de 5,70 m, devant l'Américain Bell (5,65 m), avant d'échouer trois fois à 5,91 m dans sa tentative de battre le record du monde.

Record d'Europe de 400 mètres quatre nages. L'Allemand de l'Est Jens-Peter Berndt a amélioré de 1 s 32/100 son record d'Europe du 400 mètres quatre nages en réussissant 4 mn 18 s 29/100, le 20 août à Moscou, lors des épreuves des Jeux de l'amitié. Le record du monde avait été battu aux Jeux de Los Angeles par le Canadien Alex Baumann en 4 mn 17 s 41/100.

Démission de M. Michel Marmion. Comme il s'y était engagé, M. Michel Marmion, le président de la Fédération française d'athlétisme, a démissionné de ses fonctions à la Fédération internationale (membre du comité de cross-country) pour protester contre le fait que Michèle Chardonnet n'ait pas reçu une médaille de bronze sur 100 mètres haies après avoir été chronométrée dans le même temps que la troisième des Jeux de Los Angeles.

Lisez

Le Monde
classés et documents

LE PALMARÈS 84 DES UNIVERSITÉS

Classes préparatoires - Sections de tech'sup - Écoles de commerce (ESCAE)
Écoles d'agronomie (ENSA) - Vétérinaire - Interprétariat - Journalisme - Géographie
Histoire - Linguistique - Philosophie - Mathématiques

Aussi au sommaire :

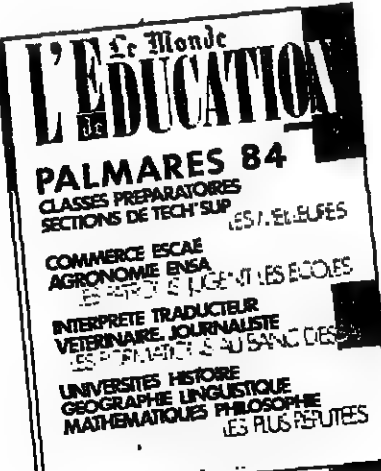
- LES INQUIÉTITUDES DES COOPÉRANTS FRANÇAIS À L'ÉTRANGER.
- LECTURES D'ÉTÉ POUR LES ENFANTS : UNE SÉLECTION DE LIVRES DE POCHES.
- L'ANNUAIRE PÉDAGOGIQUE DES COLLÈGES ET LYCÉES PARISIENS.

Votre enfant entre en sixième, en seconde : Il doit changer d'établissement : vous vous interrogez. Qu'enseigne-t-on dans les collèges et les lycées ? Combien y a-t-il d'élèves ? Quelles sont les options ? Comment prendre contact avec les chefs d'établissement, les représentants des parents d'élèves ? Pour chaque collège et lycée de la capitale, le Monde de l'éducation répond.

NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

11 F



Le Monde
de l'Éducation

Pour comprendre vos enfants
Pour préparer leur avenir
L'information sûre.

	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	208,92

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne TTC
ANNONCES ENCADREES	51,00	60,48
OFFRES D'EMPLOI	15,00	17,78
DEMANDES D'EMPLOI	39,00	46,25
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

DIRECTIONS

Christoffe
Orfèvre à Paris

Société leader dans sa branche - 1400 salariés - recherche pour son Siège de SAINT DENIS LE DIRECTEUR DES APPROVISIONNEMENTS

Le poste exige :
- une formation d'ingénieur diplômé (A et M ou équivalent)
- une expérience confirmée de la fonction approvisionnement (dans une entreprise suffisamment importante de préférence du secteur des métaux)
- une bonne connaissance de l'anglais.

Le candidat retenu aura :
- à diriger un service des achats de 12 personnes ainsi que le magasin général des approvisionnements
- à assurer l'approvisionnement des usines et des services centraux particulièrement en métaux précieux
- à gérer un budget de l'ordre de 150 MF.
- les appointements correspondants aux normes de cette fonction seront fixés selon l'expérience.

La recherche sera conduite avec diligence et discrétion - entretiens avec les candidats retenus souhaités pour début septembre - CV avec photo sous pli personnel à J.L. Portail, CHRISTOFFE - 112, rue Ambroise Croizat 93206 SAINT DENIS CEDEX 01.

emplois internationaux

ACCOUNTING IN SAUDI

A UNIQUE OPPORTUNITY TO JOIN A SUCCESSFUL COMPANY

As a result of outstanding expansion and growth we are seeking a career oriented

CHIEF ACCOUNTANT

- Having spent a long period of time training, during which he will have got used to our working methods, he will then, and then, ensure reliability of information and respect for procedures.
- As member of the head team, he will carry out with diplomatic courtesy relationship with local administration and partners.
- ESQ and DECS are both required (or more).
- Success for several years in this kind of work will enable him to keep his team going and deal with significant data amounts.
- English and Arabic are both working languages.
- Usual advantages associated with overseas employment.

Please write in confidence enclosing detailed C.V. to our consultant Marcel GARCIA.

ORSEG
et associés
182 rue Saint Martin 75002 PARIS

CONCEPTEUR DE SYSTÈMES DE GESTION POUR IMPORTANTE INDUSTRIE EN COTE D'IVOIRE

CADRE DE 35 ANS

- Ayant 8 à 10 ans d'expérience en PMI ;
- Formation gestion ;
- Très bonne connaissance des systèmes informatiques ;
- Expérience en cabinets d'organisation ou d'audit serait en plus appréciée.

NOUS SOUHAITONS DONC UN GÉNÉRALISTE

Paste rétro à un cadre imaginaire pouvant prouver qu'il a appliqué des méthodes originales et adaptées aux besoins d'une entreprise industrielle.

Conditions d'expatriation attractives.

Écrire à RÉGIE-PRESSE sous n° T 068.020 M 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

URGENT école primaire bilingue privée Afrique centrale francophone recherche INSTITUTEUR(ICE) expér. INSTITUTEUR(ICE) BILINGUE ANGLAIS. Adr. c.v. M. J.-L. COLONNA, 69, r. de la Pompe 75116 PARIS.

POUR ÉTRANGER 2 COORDINATEURS de chantier pour montage mécanique. 7 ans d'expérience et langue espagnole exigées. POUR LA FRANCE 1 COORDINATEUR

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Soyez bien!

Soyez bien, tout simplement comme les femmes et les hommes passionnés par l'informatique et qui intègrent Digital, le deuxième groupe informatique mondial. Ils sont bien parce qu'ils trouvent chez Digital une communication facile, le goût du dialogue, le sens de l'efficacité et une prise en compte de leurs aspirations... Ils sont bien parce qu'ils travaillent dans un environnement professionnel ouvert, avec des gammes de produits performants (plus de 11% du C.A. est consacré à la Recherche et au Développement) et parce qu'ils prennent part à des projets d'entreprise particulièrement dynamiques.

Instructeurs

Soyez bien, vous possédez une formation supérieure ou équivalente, une bonne connaissance de l'informatique, le goût de la pédagogie et de la communication ainsi que la maîtrise de la langue anglaise. Vous animerez des cours dans les domaines :

Logiciels de Bases et Applications

Matériels et Maintenance

Réf M109

Réf M108

Les postes sont à pourvoir à notre Centre de Formation d'Evry Ville Nouvelle.

Soyez bien, adressez votre candidature en précisant la référence du domaine choisi à Nicolas GROS - DIGITAL EQUIPMENT FRANCE 2, rue Gaston Crémieux B.P. 136 - 91004 EVRY Cedex. N° 2 mondial de l'informatique

digital



crédit foncier de france

organisé à PARIS le jeudi 25 octobre 1984 un concours d'

AGENT ADMINISTRATIF

pour le recrutement d'employés(e)s de Bureau

Ce concours, ouvert pour 40 postes, est accessible aux candidats(e)s remplissant les conditions suivantes :
- posséder la nationalité française ou celle d'un autre état membre de la Communauté Economique Européenne,
- être âgé(e) de plus de 18 ans et de moins de 30 ans au 1er Janvier 1984,
- être titulaire du B.E.P.C. ou d'un diplôme de Collège ou d'un diplôme au moins équivalent (CAP, à caractère administratif par exemple).
Les inscriptions seront prises du 3 au 14 septembre 1984 inclus (aucun dossier ne sera envoyé par voie postale après le 11 septembre 1984).

Renseignements complémentaires et documentation peuvent être obtenus au CRÉDIT FONCIER DE FRANCE Service du Personnel et des Relations du Travail Bureau « Information-Concours » 19, rue des Capucines - B.P. 65 75006 PARIS Cedex 01 (Tél. : 244.80.65 ou 244.80.67)

Vendre nos services aux directions de personnel

Nous sommes une société spécialisée dans la communication sociale des entreprises, filiale d'un groupe de premier plan. Notre besoin : un vendeur expérimenté, de bon niveau, méthodique et travailleur.

Vos interlocuteurs : les chefs d'entreprise, directeurs et chefs de personnel.

Votre rôle : les convaincre de la nécessité d'une communication sociale élaborée.

Votre point fort : une société structurée, ayant une bonne image sur le marché et la volonté de se développer.

Votre champ d'action : basé à Paris vous intervenez dans toutes les régions de France, ce qui nécessite une grande disponibilité (trois jours sur cinq environ en province). Formation prévue.

Merci d'adresser votre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence M 21 à Monsieur PÉRIVAL - 149, rue Saint-Honoré 75001 PARIS



emplois régionaux

emplois régionaux

JEUNES DIPLÔMÉS

GROUPE INTERNATIONAL EN PLEINE EXPANSION, VOUS OFFRE :

- UNE FORMATION

- DES CARRIÈRES

• Vous êtes titulaire d'un BAC + 3, ou BAC + 4 de formation commerciale ESC, MIAGE, ENSI, ENSAM.

• Vous avez le goût de la performance.

1^{er} grossiste multiboutique en Europe, nous recherchons pour notre branche 35 Promogros, Commerce de gros et de détail, 6.000 personnes, 80 établissements de gros, 2.900 magasins (supermarchés, superettes et magasins de proximité) des

CADRES DE LA DISTRIBUTION.

Au cours d'une période de formation rémunérée, vous découvrirez nos secteurs d'activités : commerce, logistique, informatique, marketing, gestion, comptabilité, administration, personnel, et vous serez titularisé là où vos chances de réussite sont les meilleures.

Si vous êtes intéressé, envoyez cv, photo et prétentions sous réf. M 8.

35 Promogros, M. Charles LECLERC, Direction du Personnel, B.P. 17, 14120 MONDEVILLE. Discretion assurée. Réponse garantie.

Promodès

IRAM, Institut (franco-allemand) de radioastronomie millimétrique, basé à Grenoble, recherche un

TECHNICIEN ÉLECTRO-MÉCANICIEN

pour participer au sein d'une petite équipe au développement d'un système de radiotélescopes en cours d'installation, à 2.500 m d'altitude, près de Gap. Après quelques mois à Grenoble, le candidat retenu travaillera au moins quelques années à l'Observatoire au plateau de Bure avec des responsabilités dans l'intégration, la mise au point, la maintenance et l'exploitation des radiotélescopes. Les tâches d'exploitation exigent des séjours de plusieurs jours consécutifs à l'Observatoire.

Niveau requis : BTS ou DUT en électro-mécanique ou équivalent. Quelques années d'expérience professionnelle ainsi que la connaissance de l'anglais sont indispensables. Salaire : selon qualification et expérience, avec un minimum de 130.000 F par an.

Les candidats doivent envoyer leur c.v., lettre récente et prétentions à : IRAM administrateur, voie 10, domaine universitaire, 38406 Saint-Martin-d'Hères Cedex.

SOCIÉTÉ AGRO-ALIMENTAIRE MARSEILLE

recherche

L'ADJOINT DE SON CHEF COMPTABLE.

Une première expérience dans un cabinet d'audit anglo-saxon ou 2 à 4 années dans une entreprise industrielle complétée par une solide formation école supérieure de commerce + D.E.C.S. lui permettront :

- De maîtriser les tâches de la C.G. ;
- De participer au schéma directeur informatique de la société.

Adresser lettre manuscrite + c.v. + photo EUROSUD, 2, rue Breteuil, 13001 Marseille, N° 2939.

INSTITUT DE FORMATION COMMERCIALE PRIVE recherche

DIRECTEUR DES ÉTUDES

5 ans d'expérience minimum. Spécialisé dans les B.T.S. 1. Connaissances commerciales.

Son rôle :

Coord. et le plan pédagogique ; Recrutement des professeurs ; Recrutement des étudiants.

Env. c.v. et prétentions à : GROUPE ISA, 71, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

CENTRE DE FORMATION PRIVE

recherche pour septembre

RESPONSABLE

ADMINISTRATIF COMPTABLE

Envoyer c.v. et prétentions à :

GROUPE ISA, 71, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

RENTÉE B4

département de geyons REGION PARISIENNE recherche

CHEF DE MAISON

et ADJOINT

pour encadrement et animation d'un groupe d'internes.

Env. c.v. et prétentions à :

BOITE HAVAS CONTACT 1, place du Fèbre-Rouet, 75001 PARIS s/réf. 38.645.

SECRÉTAIRE DU TOURISME

Parlent grec et ayant un diplôme universitaire de préférence tourisme. Expérience touristique bureau (Dactylographie 40 mots-milieu minimum) indispensable en grec. Envoyer CV et photo avant 31/08/1984 à : C.V. Tourisme, Chypre, 15, rue de la Paix, Paris 75002.

École privée hors contrat recherche

PROFESSEURS FRANÇAIS, LATIN, SCIENCES NAT. ET ALLEMAND.

Tél. 494-87-33.

RECH. ANIMATEUR (TRICE)

Titulaire du BAED Permis de conduire 1^{er} degré informatique, informatique mi-temps secteur Pré-Ado et scolaire.

Envoyez CV à MJC, 8 bis, Cours Du Bassin, 77420 NOGENT.

OFFRES D'EMPLOI

COMMERCIAUX

HF

ASVT

VENDEURS

HF

ASVT

ASVT

ASVT

ASVT

ASVT

ASVT

ASVT

ASVT

ASVT

ASVT

ASVT

ASVT

مكتبة الأمل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

COMMERCIAUX
HF

Très performants, 28 ans minimum ayant de bonnes notions en micro-informatique pour diffuser des systèmes et services.
Très bonne rémunération et services.
Adresser lettre manuscrite, C.V. et références détaillées, photo à :

ASVI
27, rue du Château d'Eau - 75010 Paris
qui transmettra

4 VENDEURS
HF

Ayant de bonnes notions en informatique, pour boutiques.
Travail sédentaire.
Rémunération : brut 8.000 F. + 3% intéressement sur C.A.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. photo à :
ASVI
- 27, rue du Château d'Eau
75010 Paris - qui transmettra

BUREAU D'ETUDE

JEUNE INGÉNIEUR

parlant anglais couramment
SUJOURNEMENTS
Libre du 1^{er} septembre.
Boite sous le n° 1 068 328 M

REGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

INSTITUT DE FORMATION
DE MANAGEMENT
cherche pour Paris
début septembre

ASSISTANTE DE DIRECTION
ayant une bonne expérience.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

CENTRE DE FORMATION
TOURISME - HOTELIERIE
COMMERCIAL
Impératif pour 1^{er} sept.

PROFESSEURS

pour préparation au B.T.S.
dans les disciplines suivantes :
ANGLAIS ;
ALLEMAND ;
ESPAGNOL ;
ITALIEN ;

en vacances.
Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Ville de la banlieue Sud de
PARIS cherche
un chef de laboratoire
d'analyses médicales pour
son Centre de santé municipal.
Adresser demande et C.V. sous
le n° 5.254 le Monde Pub., ser-
vice annonces classées, 5, rue
des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
GROUPE IPSA, 71, boulevard
Saint-Nicolas, 75008 PARIS.



SECTION D'ETUDES ET DE FABRICATIONS
DES TELECOMMUNICATIONS

Nous sommes un établissement de 600 personnes appartenant au Ministère de la Défense. Nous avons pour mission de piloter auprès des grands Industriels sous-traitants, les études et la réalisation d'équipements et de systèmes électroniques de haut niveau. Souhaitant renforcer notre Service des Marchés, nous désirons accueillir un

INGÉNIEUR ou UNIVERSITAIRE SCIENTIFIQUE HF

Si vous souhaitez orienter votre carrière vers la fonction administrative, nous vous offrons la possibilité de devenir Négociateur-Rédacteur de Marchés.

MISSION

Rattaché directement au Chef du département "Marchés", vous serez particulièrement chargé
• de la négociation et de la rédaction juridiques des marchés avec les services techniques et les industriels.
• de la constitution des rapports nécessaires à la présentation des marchés devant certains organismes officiels.

PROFIL

Vous êtes
• soit diplômé d'une école d'ingénieurs.
• soit titulaire d'un diplôme Universitaire scientifique (DEA, DESS, maîtrise).

QUALITES REQUISES

Vous avez une bonne culture générale, le sens des responsabilités, l'esprit d'initiative. Vous possédez de réelles qualités d'expression orale et écrite.

Aucune connaissance juridique ne vous est nécessaire. Une formation spécifique à ce type de poste vous sera dispensée quel que soit votre niveau d'expérience.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) sous référence SM1 à Thierry HURET, Responsable du recrutement. SEPT. 18, rue du Docteur Zamenhoff 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX.

GROUPE



Jeune diplômé Ingénieur ou universitaire : option Informatique, vous vous orientez vers un secteur d'activité dynamique de pointe : l'informatique. Réalisez-vous dans une SSII et choisissez l'un des tout premiers groupes français d'ingénierie informatique : SG2.

SG2, Groupe puissant de 4500 personnes, assure la maîtrise d'œuvre et la réalisation de projets informatiques mettant en œuvre des technologies variées (réseaux hétérogènes, réseaux locaux, bases de données réparties) dans des secteurs d'activités très divers (banques, assurances, transports, administration, industrie, PME en France et à l'étranger).

Nous vous proposons de rejoindre nos équipes études à Paris. Après formation complète et adaptée, vous pourrez ainsi, bien intégré au sein du groupe, aux structures souples, à la hiérarchie courante, donner toute votre mesure dans nos réalisations d'envergure et assumer la responsabilité de votre évolution personnelle.

Vos candidatures (lettre, CV et prétentions) sont à adresser, sous réf. YR 34 M, à SG2, Direction Recrutement, 12-14 avenue Vion-Whitcomb, 75016 Paris.

SG2 : La maîtrise de l'informatique.

Ingénieurs et Universitaires option informatique, SG2 mieux qu'une carte de visite : un vrai métier passionnant.

DEMANDES D'EMPLOIS

Chauffeur de direction
France 47 ans, très exp.,
cherche place stable libre de
suite. Tél. 264-12-90.

Ingénieur procédés
Responsable élaboration et
chiffage de projets en ingé-
nierie.

Formation B3 en informati-
que industrielle à l'Ecole
centrale de Paris.

POSTE ANALYSTE
ou INGEN. INFORMATIEN
Adr. M. DUCRUEZ, 2, rue des
Terrasses, 91000 Bondoufle.

Homme 30 ans, diplômé ensei-
gnement supérieur, Maîtrise
Bulgarie + DEA Ecologie, cher-
che emploi libre de suite.
Tél. : 18 (40) 83-58-00.

Africain valet de chambre
permis B, est. rempl. M'NGAE
Jean. 830-88-88.

J.H. 29 ans, assistant-
documentaliste, ancien sta-
giaire document. service doc.
Monde. Etudiant en droit, dipl.
document. Institut catholique
de Paris en droit. 18 ans, est.
emploi de chef de document.
Ser. s/n 8.850 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSEES
5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Prof. titulaire agrégée sciences
nat. Paris 6, collégiale, 1^{er}.
Marseille pour échange poste.
Boite sous le n° 1 068 563 M
REGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

Prof. titulaire agrégée sciences
nat. Paris 6, collégiale, 1^{er}.
Marseille pour échange poste.
Boite sous le n° 1 068 563 M
REGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

Prof. titulaire agrégée sciences
nat. Paris 6, collégiale, 1^{er}.
Marseille pour échange poste.
Boite sous le n° 1 068 563 M
REGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

Prof. titulaire agrégée sciences
nat. Paris 6, collégiale, 1^{er}.
Marseille pour échange poste.
Boite sous le n° 1 068 563 M
REGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

Prof. titulaire agrégée sciences
nat. Paris 6, collégiale, 1^{er}.
Marseille pour échange poste.
Boite sous le n° 1 068 563 M
REGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

Prof. titulaire agrégée sciences
nat. Paris 6, collégiale, 1^{er}.
Marseille pour échange poste.
Boite sous le n° 1 068 563 M
REGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

Prof. titulaire agrégée sciences
nat. Paris 6, collégiale, 1^{er}.
Marseille pour échange poste.
Boite sous le n° 1 068 563 M
REGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

Prof. titulaire agrégée sciences
nat. Paris 6, collégiale, 1^{er}.
Marseille pour échange poste.
Boite sous le n° 1 068 563 M
REGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

Prof. titulaire agrégée sciences
nat. Paris 6, collégiale, 1^{er}.
Marseille pour échange poste.
Boite sous le n° 1 068 563 M
REGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

Prof. titulaire agrégée sciences
nat. Paris 6, collégiale, 1^{er}.
Marseille pour échange poste.
Boite sous le n° 1 068 563 M
REGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

Prof. titulaire agrégée sciences
nat. Paris 6, collégiale, 1^{er}.
Marseille pour échange poste.
Boite sous le n° 1 068 563 M
REGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

Prof. titulaire agrégée sciences
nat. Paris 6, collégiale, 1^{er}.
Marseille pour échange poste.
Boite sous le n° 1 068 563 M
REGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

Prof. titulaire agrégée sciences
nat. Paris 6, collégiale, 1^{er}.
Marseille pour échange poste.
Boite sous le n° 1 068 563 M
REGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

Prof. titulaire agrégée sciences
nat. Paris 6, collégiale, 1^{er}.
Marseille pour échange poste.
Boite sous le n° 1 068 563 M
REGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

Prof. titulaire agrégée sciences
nat. Paris 6, collégiale, 1^{er}.
Marseille pour échange poste.
Boite sous le n° 1 068 563 M
REGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

Prof. titulaire agrégée sciences
nat. Paris 6, collégiale, 1^{er}.
Marseille pour échange poste.
Boite sous le n° 1 068 563 M
REGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

Prof. titulaire agrégée sciences
nat. Paris 6, collégiale, 1^{er}.
Marseille pour échange poste.
Boite sous le n° 1 068 563 M
REGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

Prof. titulaire agrégée sciences
nat. Paris 6, collégiale, 1^{er}.
Marseille pour échange poste.
Boite sous le n° 1 068 563 M
REGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

Prof. titulaire agrégée sciences
nat. Paris 6, collégiale, 1^{er}.
Marseille pour échange poste.
Boite sous le n° 1 068 563 M
REGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

Prof. titulaire agrégée sciences
nat. Paris 6, collégiale, 1^{er}.
Marseille pour échange poste.
Boite sous le n° 1 068 563 M
REGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

Prof. titulaire agrégée sciences
nat. Paris 6, collégiale, 1^{er}.
Marseille pour échange poste.
Boite sous le n° 1 068 563 M
REGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

Prof. titulaire agrégée sciences
nat. Paris 6, collégiale, 1^{er}.
Marseille pour échange poste.
Boite sous le n° 1 068 563 M
REGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

Prof. titulaire agrégée sciences
nat. Paris 6, collégiale, 1^{er}.
Marseille pour échange poste.
Boite sous le n° 1 068 563 M
REGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

Prof. titulaire agrégée sciences
nat. Paris 6, collégiale, 1^{er}.
Marseille pour échange poste.
Boite sous le n° 1 068 563 M
REGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

Prof. titulaire agrégée sciences
nat. Paris 6, collégiale, 1^{er}.
Marseille pour échange poste.
Boite sous le n° 1 068 563 M
REGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

Prof. titulaire agrégée sciences
nat. Paris 6, collégiale, 1^{er}.
Marseille pour échange poste.
Boite sous le n° 1 068 563 M
REGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

Prof. titulaire agrégée sciences
nat. Paris 6, collégiale, 1^{er}.
Marseille pour échange poste.
Boite sous le n° 1 068 563 M
REGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-

INFORMATIONS « SERVICES »

VIE ASSOCIATIVE

« Clé de Lune » sous arc-en-ciel

Moussa, aussi noir que crépuscule, ses six ans nageant dans un tablier de cuisine trop grand pour lui, est très content : il va faire des sablés. Aujourd'hui, il fait partie des six privilégiés de l'atelier de cuisine. Les autres enfants jouent dehors ou lisent, assis autour d'une table.

La rue des Maronites est calme. Dans ce quartier de Paris, en cours de rénovation, les enfants français sont partis en vacances. Il reste les petits Maghrébins et Sénégalais. Ils viennent à la Clé de Lune — un nom pour rêver — attirés par les ateliers et la cuisine de Valérie.

L'après-midi, sur la porte, dit et dessine : « La Clé de Lune, atelier peinture et modelage pour les enfants du quartier ». Au mois d'août, s'y ajoute, cette année, la fabrication de certificats, la botanique, la cuisine et le mime.

Joué, donc, cuisine. Chaque enfant a apporté des œufs, du sucre ou de la farine. On fait la pâte, on la roule, la découpe, on met les sablés décorés dans des plats boudés avant de porter le tout à une maman pour qu'elle le fasse cuire.

Tout à l'heure, ils feront fondre du chocolat, dont ils couvriront une face du sablé bien doré. Les petits pâtisseries, qui ont de la farine sur le bout du nez et les joues, feront ensuite la vaisselle, avant de rendre leur tablier.

Pendant ce temps, Valérie, assise sur le mur qui longe la rue, fait reconnaître à quelques frimousses penchées sur une planche illustrée les plantes cueillies dans un terrain herbeux. On attend Mme Marie-France Boyer, auteure du Livre des fleurs, qui doit venir parler avec les enfants. Recherche et identification d'un herbier — on apprend à placer le fleur et à l'écraser entre deux buvards sous des livres, — visite guidée au Jardin des plantes : la botanique, pour être jeune, on ne l'en étudie pas moins sérieusement.

Valérie Dintich, une tresse dans le dos, souriante et serene, a fait du droit pour défendre les enfants. Elle l'a abandonné pour se consacrer à son atelier de peinture. Elève d'Arno Stern, elle applique sa méthode et applique ses principes. L'atelier est un espace clos — la baie est occultée par une cloison. Les murs sont revêtus de papier kraft sur lequel des petits traits multicolores forment une composition : ce sont les débordements des enfants, dont les feuilles sont punaisées au mur. A leur hauteur, la peinture en cours ; au-dessus, les peintures précédentes superposées. Les plus anciennes sont rangées dans des cartons à dessin. On n'importe rien chez soi : personne, animal, ne porte de jugement sur leur création. Les enfants veulent-ils revoir leurs peintures ? On les sort du carton et on propose aux parents de venir constater l'évolution de leur enfant, ou en va les voir, le carton sous le bras.

Bleu, jaune et rouge

A leur arrivée, les enfants prennent une feuille et la fixent sur le mur, à leur place, toujours la même. Ils travaillent debout, à main levée, d'une manière qui peut être très délicate. Au milieu de l'espace, la table-palette splendide : dix-huit couleurs du blanc au noir, dans le sens de l'arc-en-ciel. A côté de chaque couleur, trois pincesaux : deux moyens et un gros. La peinture est exaltante : les couleurs intenses : c'est la gouache qu'utilisent les peintres. Les enfants peuvent faire des mélanges, en essayant d'abord deux couleurs sur leur doigt. « La peinture étant de bonne qualité, les mélanges sont toujours

bons », dit Valérie. Les couleurs préférées des enfants : bleu outre-mer, jaune et rouge.

Valérie observe mais n'interrompt pas : une maison qui grandit pour prendre tout l'espace, une petite goutte qui devient un bonhomme par adjonction de bras, un rond qui devient un soleil par adjonction de rayons ou d'arêtes. Comme Arno Stern, elle voit un tracé primitif de formes naturelles propres aux enfants de partout et qui constitue la « mémoire organique » — ce qui a été vécu par le corps et s'est inscrit dans la mémoire.

Elle constate une grande cohérence entre ce qu'est l'enfant et ce qu'il vit dans sa peinture. Attentive à ne pas couper un élan créateur, elle connaît maintenant la limite entre ce qu'elle doit exiger des enfants — comment tenir le pinceau, maîtriser son tracé (la proportion d'eau et de peinture), ne pas l'écraser sur le papier pour éviter la coulure — et ce qu'ils peuvent créer.

« Les enfants soutenus par leurs parents font plus de progrès, ont une expression plus forte, sont plus dans ce qu'ils font, ce qui donne une ambiance plus calme et stimule les autres. Les enfants de la rue se sentent encouragés par les autres. » Adèle, une petite Sénégalaise de quatre ans, ne parlait pas, ne souriait pas. Au bout de quelques mois, elle a commencé à s'ouvrir : « Valérie, je voudrais une punaise. Valérie il y a une couleur. » Pendant l'année, la proportion d'enfants des rues et d'enfants dont les parents exercent des professions libérales est identique. Français ou immigrés, « les enfants se ressemblent à l'atelier, c'est leur point d'ancrage ».

Dominique Garnet, qui a suivi un stage Arno Stern, applique les mêmes méthodes à l'atelier de terre où l'on modèle l'argile. Même lieu clos pour favoriser la concentration, même disposition : au milieu, le matériel ; le long des murs, les tables devant lesquelles les enfants travaillent debout, en se tournant le dos.

Alekyumar pratique le mime depuis le jour où, enfant de sept ans, en Inde, il prit des cours d'art dramatique. Depuis, il a étudié le mime en Angleterre et en France, avec Etienne Decroux, le professeur de Marcel Marceau. Cécile, qui a appris d'un professeur américain l'acrobatie et le jonglage, échauffe les enfants. Kumar prend la suite : est acrobate, il doit leur faire passer le feu. Un fond de musique stimule leurs mouvements. Les caméras les filment.

Le mime ? Pour Etienne Decroux, « c'est l'immobilité » ; pour Charlie Chaplin, « c'est le mouvement sur place ». Kumar rappelle ces deux définitions apparemment contradictoires pour expliquer la tension entre l'immobilité et le mouvement. Le mime ? Il aide Kumar à comprendre le bouddhisme et vice versa. Par le mime, Cécile « s'implique spirituellement ». Elle a acquis une « densité intérieure » et perdu l'attitude superficielle de l'animatrice : « Je ne m'impose plus aux enfants, je fais avec eux un travail, une recherche ». Que se passe-t-il chez l'enfant ? « On ne le sait pas, mais il se passe quelque chose », dit Kumar. Comme pour lui, à l'âge de sept ans.

DANIELLE TRAMARD.

* « La Clé de Lune », 37 bis, rue des Maronites, 75020 Paris, tél. : (1) 354-44-83 (à partir du 1^{er} septembre). Ateliers tous les jours de août (11 h-12 h 30 et 15 h-19 h). Pendant l'année scolaire : le mercredi de 10 h à 11 h 30 et de 14 h 30 à 16 h : peinture et terre ; le samedi de 14 h à 15 h 30 : peinture. Pour enfants et adultes.

LES ANGES SONT DE RETOUR. — Les pluies acides et le papier recyclé sont les deux dossiers du magazine d'été d'Espaces pour demain, une association de défense du patrimoine naturel et architectural qui étudie, avec d'autres associations, la possibilité d'acquiescer un site de nidification des grands rapaces. Le numéro trimestriel, 6 F, abonnement : 20 F.

* Espaces pour demain, 7, place France-Liszt, 75010 Paris. Tél. : (1) 526-55-57.

JARDINS FAMILIAUX. — Le comité d'entente des jardins familiaux organise à Tours, les 22 et 23 septembre, les sixièmes Journées nationales des jardins familiaux. Par cette opération de relations publiques, les responsables veulent attirer l'attention des élus locaux et régionaux sur les différents problèmes auxquels leur association

se trouve confrontée : création de jardins, expropriations, financement, gestion, etc.

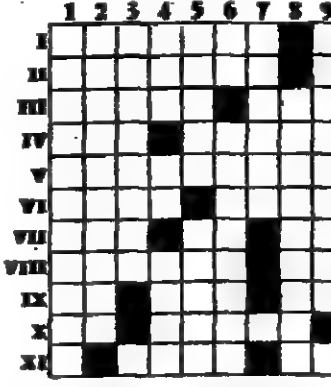
* 84, rue de Grenelle, 75007 Paris.

DESSEINE-MOI UNE MAISON. — Dans le cadre du cycle de stages décentralisés axés sur le thème « Les Toitures végétales aujourd'hui » qu'organise en 1984 et 1985 l'association Maisons paysannes du Dauphiné, l'association Liger porte à la connaissance des artisans charpentiers et couvreurs et des particuliers intéressés par une session « Comment faire un toit de genêt » aura lieu du 10 au 14 septembre à Péreux (Ardèche) sous la conduite de Maîtres piqueurs de genêt.

* Inscriptions : Noël Bigard, 63, rue Soularie, 07110 Largentière. Tél. : (75) 39-21-36. Date limite : 3 septembre.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3780



HORIZONTALEMENT

I. Tule pour Jules César. — II. Son temps est généralement précieux. — III. Sont aussi bonnes pour l'esprit que pour le corps. Se dressent facilement mais se mâtent difficilement. — IV. Cru ou incroyable. Maisons de la culture en URSS. — V. « Paix » dans. — VI. Poil de barbe ou de favori. Souvent sélectionné dans une coupe. — VII. Cause de revirement. En marbre. Préposition. — VIII. Occupe une place confortable au milieu d'un divan. Plein d'arêtes. — IX. Coin de rue. Cri. Peut jouer dans un bassin. — X. Abréviation glorieuse. Reviens régulièrement. — XI. Font la commission. Se remettent sans avoir besoin de « cachet ».

VERTICALEMENT

1. Femme à « part ». — 2. Notable. — 3. Sa place est aux fourneaux. — 4. S'emploie à tout « bout » de champ. Préfixe. Il a un crochet foudroyant. — 5. Avoir de faibles moyens d'existence. Formule de congé qui peut gâcher des vacances. — 6. Négliges ses affaires. Où il y a donc quelque chose à gratter. — 7. Terre chaude dans une mer froide. — 8. Contre d'orientation. — 9. Contribuent à la conservation du grain.

Solution du problème n° 3779

HORIZONTALEMENT

I. Pot-en-fair. — II. Oubli. — III. Le. Avers. — IV. Egalité. — V. Inculte. — VI. Rire. Ire. — VII. Ou. Mets. — VIII. Carie. Eau. — IX. Arc. Stase. — X. Nursery. — XI. Es. Moctre.

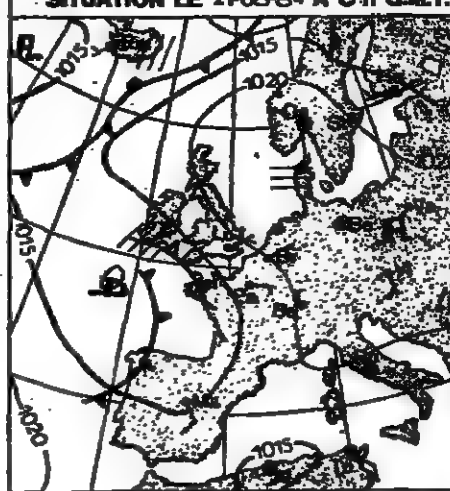
VERTICALEMENT

1. Polaire. Anc. — 2. Eve. Ni. Crus. — 3. T.B. Ecouer. — 4. Elégant. S.M. — 5. Nival. Iso. — 6. Altitude. — 7. Arrière. Ayr. — 8. Et. Bés. — 9. Roses. Subes.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 21-08-84 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le mardi 21 août à 0 heure et le mercredi 22 août à 24 heures.

Baisse de champ de pression sur l'Europe occidentale. Le tourbillon orageux du nord de la Corogne s'approche du Golfe de Gascogne et dirige de l'air instable et lourd sur une large moitié sud-ouest de la France.

Mercredi, le beau temps chaud, sec et largement ensoleillé se maintiendra de la Lorraine et de l'Alsace aux Alpes et à la Corse.

Sur la Haute Normandie, le Nord, le Bassin parisien, le Morvan, l'est du Massif central et le Languedoc, le ciel se verra de plus en plus au fil de la journée. Il fera chaud et lourd l'après-midi. Par places des orages vont éclater en fin de journée et le soir.

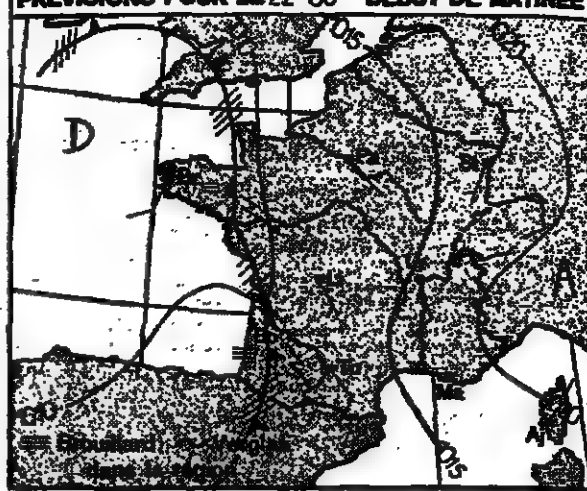
Sur les autres régions, c'est-à-dire de la Bretagne et du Cotentin aux Pyrénées, temps souvent gris, brumeux le matin et déjà échauffé avec çà et là des pluies orageuses. Puis le ciel sera capricieux avec du soleil par intermittence, très vite de nombreuses averses orageuses éclateront. Progressivement par l'Ouest, sur la façade atlantique, une amélioration passagère se développera avec soleil et nuages, quelques ondées sporadiques mais il fera nettement moins chaud.

Dans l'ensemble, les températures nocturnes resteront élevées : 16 à 20 degrés mais encore 12 à 14 degrés sur le Nord-Est.

L'après-midi il fera le plus souvent 29 à 32 degrés mais après la vague orageuse, les températures ne dépasseront pas 22 à 25 degrés de la Bretagne à l'Aquitaine.

Sous l'influence pour le fin de semaine d'un temps orageux qui a gagné l'Ouest au début de semaine continuera à s'échauffer.

PRÉVISIONS POUR LE 22-08 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 22 AOÛT A 0 HEURE (GMT)



dre au sud du pays. Elle sera suivie d'un temps moins chaud et souvent perturbé au nord de la Loire.

Temps calme de jeudi à samedi. Jeudi, des Vagues aux Alpes et à la Corse, un temps très chaud et le plus souvent ensoleillé prédominera encore avec des températures maximales comprises entre 28 et 33 degrés. Toutefois, des foyers orageux se développeront au sud sur le Nord-Est. Des Pyrénées au Massif central au Bassin parisien et au Nord, le temps sera lourd, souvent orageux et orageux avec des orages assez nombreux, mais les températures maximales atteindront encore 25 à 29 degrés. Plus à l'ouest, le ciel deviendra plus

variable encore, quelques averses se produiront et il fera plus frais avec des températures de saison.

Vendredi, les orages deviendront moins nombreux et se localiseront principalement du Centre aux Ardennes et aux Alpes tandis que le temps plus frais avec quelques averses gagnera une large moitié ouest.

Samedi, retour progressif du beau temps chaud près de la Méditerranée, ailleurs, temps frais avec ciel capricieux, particulièrement au nord de la Loire avec des menaces d'averses.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris le 21 août de 1015,7 millibars, soit 761,8 mm de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 20 août ; le second le minimum de la nuit du 20 au 21 août) : Ajaccio, 27 et 15 degrés ; Biarritz, 32 et 20 ; Bordeaux, 32 et 19 ; Bourges, 31 et 14 ; Brét, 30 et 16 ; Caen, 31 et 17 ; Clermont, 27 et 17 ; Clermont-Ferrand, 30 et 15 ; Dijon, 29 et 13 ; Grenoble-St-Genis, 28 et 11 ; Lille, 30 et 15 ; Lyon, 30 et 17 ; Marseille-Marganne, 28 et 17 ; Nantes, 28 et 11 ; Nantes, 32 et 20 ; Nice-Côte d'Azur, 26 et 18 ; Paris-Montsouris, 29 et 17 ; Paris-Orly, 29 et 16 ; Pau, 32 et 17 ; Perpignan, 32 et 19 ; Rennes, 32 et 17 ; Strasbourg, 28 et 11 ; Tours, 30 et 15 ; Toulouse, 30 et 20 ; Poitiers-Purs, 33 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 20 degrés ; Amsterdam, 26 et 16 ; Athènes, 29 et 19 ; Berlin, 25 et 14 ; Bonn, 32 et 13 ; Bruxelles, 28 et 14 ; Le Caire, 32 et 22 ; Les Canaries, 27 et 21 ; Copenhague, 20 et 12 ; Dakar, 29 et 21 ; Djibouti, 31 et 17 ; Genève, 27 et 12 ; Istanbul, 26 et 18 ; Jérusalem, 25 et 16 ; Lisbonne, 27 et 16 ; Londres, 30 et 17 ; Luxembourg, 26 et 15 ; Madrid, 34 et 16 ; Moscou, 20 et 13 ; Nairobi, 23 et 11 ; New-York, 17 (min.) ; Panama, 26 et 24 ; Rio-de-Janeiro, 24 (max.) ; Rome, 28 et 16 ; Stockholm, 24 et 12 ; Tenez, 33 et 24 ; Tunis, 31 et 22.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel des lundi 20 et mardi 21 août :

UN DÉCRET

« Modifiant des articles du code des assurances relatifs à certaines règles de constitution et de fonctionnement des sociétés mutuelles d'assurances. »

PARIS EN VISITES

JEUDI 23 AOÛT

« L'abbaye Saint-Martin des Champs », 14 h 30, 292, rue Saint-Martin, M^{me} Allaz.

« Place Dauphine », 15 heures, devant le statue d'Henri IV, M^{me} Jacomet.

« La maison de Balzac », 15 heures, 47, rue Raynouard, M^{me} Zupovic (Caisse nationale des monuments historiques).

« La Conciergerie », 10 h 45, entrée, 1, quai de l'Horloge (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Le cœur de Paris », 15 heures, 10, rue Saint-Martin (Paris antiques).

Comment savoir en neuf mois si vous avez vraiment l'étoffe d'un manager (et, pourquoi pas, celle d'un PDG?)

Il existe un moyen simple de le savoir : réussir l'ECADE.

Tous les diplômés du programme Administration de l'Entreprise de l'ECADE ne sont pas PDG. Mais tous ont fait un sacré bout de chemin depuis leur passage à l'ECADE. Ce n'est certainement pas un hasard, car, si c'en était un, il faudrait alors qu'il dure depuis bientôt vingt-cinq ans...

La réalité est bien plus simple : les diplômés du programme Administration de l'Entreprise de l'ECADE sont mieux armés pour leur réussite personnelle et professionnelle.

Il s'agit quelque chose de plus : le sens des hommes et celui de l'entreprise. Cette capacité indéfinissable à laquelle on reconnaît les vrais managers. Une espèce d'autorité qui fait qu'ils ne sont pas seulement écoutés : ils sont aussi compris et suivis.

Comment acquérir le bon profil en prouvant vos capacités réelles ?

Pourquoi les diplômés de l'ECADE ont-ils ce « plus » qui leur assure une carrière réussie ? Parce qu'ils n'ont pas attendu leur premier employeur pour découvrir l'entreprise et acquérir le bon profil : celui des gagnants. Dès le premier jour, l'ECADE les a mis dans le bain. Comme dans une entreprise.

La force du programme Administration de l'Entreprise, c'est

qu'il vous plonge dans la réalité. Jusqu'en 1960, vous n'y feriez pas de petits « numéros » de chien savant : vous y apprendrez sur le tas la vie concrète et pratique du management. Avec le minimum de théorie. Et le maximum d'occasions d'exercer votre vrai métier : « patron ». Dans une seule optique : réussir.

Pendant neuf mois, vous aurez à prouver que vous avez l'étoffe d'un manager. Que vous savez collaborer à une œuvre com-

mun, mais aussi que vous savez diriger et motiver les autres. Que vous savez prendre intelligemment des risques, mais aussi que vous êtes fin manoeuvrier dans les passages difficiles. Tout ce que l'on demande à un vrai patron.

Songez un instant à l'extraordinaire somme d'expérience vécue que représente une telle concentration de professionnels hautement qualifiés et à tout ce que vous pourrez en tirer pour votre carrière !

Cela aussi, c'est une force du programme Administration de l'Entreprise, probablement le seul où le nombre des animateurs soit supérieur à celui des participants !

Chaque année, l'ECADE accueille 40 stagiaires dans le programme Administration de l'Entreprise. En prouvant votre détermination et votre envie réelle d'acquiescer l'étoffe d'un manager, vous pouvez encore obtenir une place pour la session 1984/1985 (octobre à juin).

Il vous suffit de vous adresser quelques lignes justifiant votre désir d'être admis, accompagnées d'une brève présentation de vous-même (vos diplômes nous intéressent, vos motivations nous passionnent). Sachez nous convaincre : vous recevrez en retour, sans engagement, un dossier d'information et une formule d'admission.

Adressez vos messages à M^{me} F. Henry Direction administrative Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises ECADE Rue du Bugnon 4 CH-1005 Lausanne (Suisse) Tél. (021) 221 511.

Des praticiens vous aideront

Pour vous aider à acquiescer le bon profil, plus de 50 praticiens, tous dirigeants, cadres ou conseils d'entreprises, mettront leurs compétences à votre disposition.

(Publicité)

Monde

les jeunes à la

II. - Les

de la vie des jeunes de nos jours, les problèmes qu'ils rencontrent, les aspirations, les modes de vie, les relations familiales, les relations sociales, les problèmes de santé, les problèmes de travail, les problèmes de logement, les problèmes de culture, les problèmes de sport, les problèmes de loisirs, les problèmes de consommation, les problèmes de communication, les problèmes de transport, les problèmes de sécurité, les problèmes de justice, les problèmes de politique, les problèmes de religion, les problèmes de philosophie, les problèmes de science, les problèmes de technologie, les problèmes de médecine, les problèmes de droit, les problèmes de littérature, les problèmes d'art, les problèmes de musique, les problèmes de cinéma, les problèmes de télévision, les problèmes de radio, les problèmes de presse, les problèmes de publicité, les problèmes de marketing, les problèmes de gestion, les problèmes de finance, les problèmes de banque, les problèmes d'assurance, les problèmes de commerce, les problèmes d'industrie, les problèmes d'agriculture, les problèmes de pêche, les problèmes de tourisme, les problèmes de transport, les problèmes de communication, les problèmes de sécurité, les problèmes de justice, les problèmes de politique, les problèmes de religion, les problèmes de philosophie, les problèmes de science, les problèmes de technologie, les problèmes de médecine, les problèmes de droit, les problèmes de littérature, les problèmes d'art, les problèmes de musique, les problèmes de cinéma, les problèmes de télévision, les problèmes de radio, les problèmes de presse, les problèmes de publicité, les problèmes de marketing, les problèmes de gestion, les problèmes de finance, les problèmes de banque, les problèmes d'assurance, les problèmes de commerce, les problèmes d'industrie, les problèmes d'agriculture, les problèmes de pêche, les problèmes de tourisme, les problèmes de transport, les problèmes de communication, les problèmes de sécurité, les problèmes de justice, les problèmes de politique, les problèmes de religion, les problèmes de philosophie, les problèmes de science, les problèmes de technologie, les problèmes de médecine, les problèmes de droit, les problèmes de littérature, les problèmes d'art, les problèmes de musique, les problèmes de cinéma, les problèmes de télévision, les problèmes de radio, les problèmes de presse, les problèmes de publicité, les problèmes de marketing, les problèmes de gestion, les problèmes de finance, les problèmes de banque, les problèmes d'assurance, les problèmes de commerce, les problèmes d'industrie, les problèmes d'agriculture, les problèmes de pêche, les problèmes de tourisme, les problèmes de transport, les problèmes de communication, les problèmes de sécurité, les problèmes de justice, les problèmes de politique, les problèmes de religion, les problèmes de philosophie, les problèmes de science, les problèmes de technologie, les problèmes de médecine, les problèmes de droit, les problèmes de littérature, les problèmes d'art, les problèmes de musique, les problèmes de cinéma, les problèmes de télévision, les problèmes de radio, les problèmes de presse, les problèmes de publicité, les problèmes de marketing, les problèmes de gestion, les problèmes de finance, les problèmes de banque, les problèmes d'assurance, les problèmes de commerce, les problèmes d'industrie, les problèmes d'agriculture, les problèmes de pêche, les problèmes de tourisme, les problèmes de transport, les problèmes de communication, les problèmes de sécurité, les problèmes de justice, les problèmes de politique, les problèmes de religion, les problèmes de philosophie, les problèmes de science, les problèmes de technologie, les problèmes de médecine, les problèmes de droit, les problèmes de littérature, les problèmes d'art, les problèmes de musique, les problèmes de cinéma, les problèmes de télévision, les problèmes de radio, les problèmes de presse, les problèmes de publicité, les problèmes de marketing, les problèmes de gestion, les problèmes de finance, les problèmes de banque, les problèmes d'assurance, les problèmes de commerce, les problèmes d'industrie, les problèmes d'agriculture, les problèmes de pêche, les problèmes de tourisme, les problèmes de transport, les problèmes de communication, les problèmes de sécurité, les problèmes de justice, les problèmes de politique, les problèmes de religion, les problèmes de philosophie, les problèmes de science, les problèmes de technologie, les problèmes de médecine, les problèmes de droit, les problèmes de littérature, les problèmes d'art, les problèmes de musique, les problèmes de cinéma, les problèmes de télévision, les problèmes de radio, les problèmes de presse, les problèmes de publicité, les problèmes de marketing, les problèmes de gestion, les problèmes de finance, les problèmes de banque, les problèmes d'assurance, les problèmes de commerce, les problèmes d'industrie, les problèmes d'agriculture, les problèmes de pêche, les problèmes de tourisme, les problèmes de transport, les problèmes de communication, les problèmes de sécurité, les problèmes de justice, les problèmes de politique, les problèmes de religion, les problèmes de philosophie, les problèmes de science, les problèmes de technologie, les problèmes de médecine, les problèmes de droit, les problèmes de littérature, les problèmes d'art, les problèmes de musique, les problèmes de cinéma, les problèmes de télévision, les problèmes de radio, les problèmes de presse, les problèmes de publicité, les problèmes de marketing, les problèmes de gestion, les problèmes de finance, les problèmes de banque, les problèmes d'assurance, les problèmes de commerce, les problèmes d'industrie, les problèmes d'agriculture, les problèmes de pêche, les problèmes de tourisme, les problèmes de transport, les problèmes de communication, les problèmes de sécurité, les problèmes de justice, les problèmes de politique, les problèmes de religion, les problèmes de philosophie, les problèmes de science, les problèmes de technologie, les problèmes de médecine, les problèmes de droit, les problèmes de littérature, les problèmes d'art, les problèmes de musique, les problèmes de cinéma, les problèmes de télévision, les problèmes de radio, les problèmes de presse, les problèmes de publicité, les problèmes de marketing, les problèmes de gestion, les problèmes de finance, les problèmes de banque, les problèmes d'assurance, les problèmes de commerce, les problèmes d'industrie, les problèmes d'agriculture, les problèmes de pêche, les problèmes de tourisme, les problèmes de transport, les problèmes de communication, les problèmes de sécurité, les problèmes de justice, les problèmes de politique, les problèmes de religion, les problèmes de philosophie, les problèmes de science, les problèmes de technologie, les problèmes de médecine, les problèmes de droit, les problèmes de littérature, les problèmes d'art, les problèmes de musique, les problèmes de cinéma, les problèmes de télévision, les problèmes de radio, les problèmes de presse, les problèmes de publicité, les problèmes de marketing, les problèmes de gestion, les problèmes de finance, les problèmes de banque, les problèmes d'assurance, les problèmes de commerce, les problèmes d'industrie, les problèmes d'agriculture, les problèmes de pêche, les problèmes de tourisme, les problèmes de transport, les problèmes de communication, les problèmes de sécurité, les problèmes de justice, les problèmes de politique, les problèmes de religion, les problèmes de philosophie, les problèmes de science, les problèmes de technologie, les problèmes de médecine, les problèmes de droit, les problèmes de littérature, les problèmes d'art, les problèmes de musique, les problèmes de cinéma, les problèmes de télévision, les problèmes de radio, les problèmes de presse, les problèmes de publicité, les problèmes de marketing, les problèmes de gestion, les problèmes de finance, les problèmes de banque, les problèmes d'assurance, les problèmes de commerce, les problèmes d'industrie, les problèmes d'agriculture, les problèmes de pêche, les problèmes de tourisme, les problèmes de transport, les problèmes de communication, les problèmes de sécurité, les problèmes de justice, les problèmes de politique, les problèmes de religion, les problèmes de philosophie, les problèmes de science, les problèmes de technologie, les problèmes de médecine, les problèmes de droit, les problèmes de littérature, les problèmes d'art, les problèmes de musique, les problèmes de cinéma, les problèmes de télévision, les problèmes de radio, les problèmes de presse, les problèmes de publicité, les problèmes de marketing, les problèmes de gestion, les problèmes de finance, les problèmes de banque, les problèmes d'assurance, les problèmes de commerce, les problèmes d'industrie, les problèmes d'agriculture, les problèmes de pêche, les problèmes de tourisme, les problèmes de transport, les problèmes de communication, les problèmes de sécurité, les problèmes de justice, les problèmes de politique, les problèmes de religion, les problèmes de philosophie, les problèmes de science, les problèmes de technologie, les problèmes de médecine, les problèmes de droit, les problèmes de littérature, les problèmes d'art, les problèmes de musique, les problèmes de cinéma, les problèmes de télévision, les problèmes de radio, les problèmes de presse, les problèmes de publicité, les problèmes de marketing, les problèmes de gestion, les problèmes de finance, les problèmes de banque, les problèmes d'assurance, les problèmes de commerce, les problèmes d'industrie, les problèmes d'agriculture, les problèmes de pêche, les problèmes de tourisme, les problèmes de transport, les problèmes de communication, les problèmes de sécurité, les problèmes de justice, les problèmes de politique, les problèmes de religion, les problèmes de philosophie, les problèmes de science, les problèmes de technologie, les problèmes de médecine, les problèmes de droit, les problèmes de littérature, les problèmes d'art, les problèmes de musique, les problèmes de cinéma, les problèmes de télévision, les problèmes de radio, les problèmes de presse, les problèmes de publicité, les problèmes de marketing, les problèmes de gestion, les problèmes de finance, les problèmes de banque, les problèmes d'assurance, les problèmes de commerce, les problèmes d'industrie, les problèmes d'agriculture, les problèmes de pêche, les problèmes de tourisme, les problèmes de transport, les problèmes de communication, les problèmes de sécurité, les problèmes de justice, les problèmes de politique, les problèmes de religion, les problèmes de philosophie, les problèmes de science, les problèmes de technologie, les problèmes de médecine, les problèmes de droit, les problèmes de littérature, les problèmes d'art, les problèmes de musique, les problèmes de cinéma, les problèmes de télévision, les problèmes de radio, les problèmes de presse, les problèmes de publicité, les problèmes de marketing, les problèmes de gestion, les problèmes de finance, les problèmes de banque, les problèmes d'assurance, les problèmes de commerce, les problèmes d'industrie, les problèmes d'agriculture, les problèmes de pêche, les problèmes de tourisme, les problèmes de transport, les problèmes de communication, les problèmes de sécurité, les problèmes de justice, les problèmes de politique, les problèmes de religion, les problèmes de philosophie, les problèmes de science, les problèmes de technologie, les problèmes de médecine, les problèmes de droit, les problèmes de littérature, les problèmes d'art, les problèmes de musique, les problèmes de cinéma, les problèmes de télévision, les problèmes de radio, les problèmes de presse, les problèmes de publicité, les problèmes de marketing, les problèmes de gestion, les problèmes de finance, les problèmes de banque, les problèmes d'assurance, les problèmes de commerce, les problèmes d'industrie, les problèmes d'agriculture, les problèmes de pêche, les problèmes de tourisme, les problèmes de transport, les problèmes de communication, les problèmes de sécurité, les problèmes de justice, les problèmes de politique, les problèmes de religion, les problèmes de philosophie, les problèmes de science, les problèmes de technologie, les problèmes de médecine, les problèmes de droit, les problèmes de littérature, les problèmes d'art, les problèmes de musique, les problèmes de cinéma, les problèmes de télévision, les problèmes de radio, les problèmes de presse, les problèmes de publicité, les problèmes de marketing, les problèmes de gestion, les problèmes de finance, les problèmes de banque, les problèmes d'assurance, les problèmes de commerce, les problèmes d'industrie, les problèmes d'agriculture, les problèmes de pêche, les problèmes de tourisme, les problèmes de transport, les problèmes de communication, les problèmes de sécurité, les problèmes de justice, les problèmes de politique, les problèmes de religion, les problèmes de philosophie, les problèmes de science, les problèmes de technologie, les problèmes de médecine, les problèmes de droit, les problèmes de littérature, les problèmes d'art, les problèmes de musique, les problèmes de cinéma, les problèmes de télévision, les problèmes de radio, les problèmes de presse, les problèmes de publicité, les problèmes de marketing, les problèmes de gestion, les problèmes de finance, les problèmes de banque, les problèmes d'assurance, les problèmes de commerce, les problèmes d'industrie, les problèmes d'agriculture, les problèmes de pêche, les problèmes de tourisme, les problèmes de transport, les problèmes de communication, les problèmes de sécurité, les problèmes de justice, les problèmes de politique, les problèmes de religion, les problèmes de philosophie, les problèmes de science, les problèmes de technologie, les problèmes de médecine, les problèmes de droit, les problèmes de littérature, les problèmes d'art, les problèmes de musique, les problèmes de cinéma, les problèmes de télévision, les problèmes de radio, les problèmes de presse, les problèmes de publicité, les problèmes de marketing, les problèmes de gestion, les problèmes de finance, les problèmes de banque, les problèmes d'assurance, les problèmes de commerce, les problèmes d'industrie, les problèmes d'agriculture, les problèmes de pêche, les problèmes de tourisme, les problèmes de transport, les problèmes de communication, les problèmes de sécurité, les problèmes de justice, les problèmes de politique, les problèmes de religion, les problèmes de philosophie, les problèmes de science, les problèmes de technologie, les problèmes de médecine, les problèmes de droit, les problèmes de littérature, les problèmes d'art, les problèmes de musique, les problèmes de cinéma, les problèmes de télévision, les problèmes de radio, les problèmes de presse, les problèmes de publicité, les problèmes de marketing, les problèmes de gestion, les problèmes de finance, les problèmes de banque, les problèmes d'assurance, les problèmes de commerce, les problèmes d'industrie, les problèmes d'agriculture, les problèmes de pêche, les problèmes de tourisme, les problèmes de transport, les problèmes de communication, les problèmes de sécurité, les problèmes de justice, les problèmes de politique, les problèmes de religion, les problèmes de philosophie, les problèmes de science, les problèmes de technologie, les problèmes de médecine, les problèmes de droit, les problèmes de littérature, les problèmes d'art, les problèmes de musique, les problèmes de cinéma, les problèmes de télévision, les problèmes de radio, les problèmes de presse, les problèmes de publicité, les problèmes de marketing, les problèmes de gestion, les problèmes de finance, les problèmes de banque, les problèmes d'assurance, les problèmes de commerce, les problèmes d'industrie, les problèmes d'agriculture, les problèmes de pêche, les problèmes de tourisme, les problèmes de transport, les problèmes de communication, les problèmes de sécurité, les problèmes de justice, les problèmes de politique, les problèmes de religion, les problèmes de philosophie, les problèmes de science, les problèmes de technologie, les problèmes de médecine, les problèmes de droit, les problèmes de littérature, les problèmes d'art, les problèmes de musique, les problèmes de cinéma, les problèmes de télévision, les problèmes de radio, les problèmes de presse, les problèmes de publicité, les problèmes de marketing, les problèmes de gestion, les problèmes de finance, les problèmes de banque, les problèmes d'assurance, les problèmes de commerce, les problèmes d'industrie, les problèmes d'agriculture, les problèmes de pêche, les problèmes de tourisme, les problèmes de transport, les problèmes de communication, les problèmes de sécurité, les problèmes de justice, les problèmes de politique, les problèmes de religion, les problèmes de philosophie, les problèmes de science, les problèmes de technologie, les problèmes de médecine, les problèmes de droit, les problèmes de littérature, les problèmes d'art, les problèmes de musique, les problèmes de cinéma, les problèmes de télévision, les problèmes de radio, les problèmes de presse, les problèmes de publicité, les problèmes de marketing, les problèmes de gestion, les problèmes de finance, les problèmes de banque, les problèmes d'assurance, les problèmes de commerce, les problèmes d'industrie, les problèmes d'agriculture, les problèmes de pêche, les problèmes de tourisme, les problèmes de transport, les problèmes de communication, les problèmes de sécurité, les problèmes de justice, les problèmes de politique, les problèmes de religion, les problèmes de philosophie, les problèmes de science, les problèmes de technologie, les problèmes de médecine, les problèmes de droit, les problèmes de littérature, les problèmes d'art, les problèmes de musique

SOCIAL

Les jeunes à la recherche d'un emploi

II. - Les signes de l'exclusion

par ALAIN LEBEAUE

Que la moitié des jeunes de moins de vingt-cinq ans, considérés comme actifs, puissent être au chômage ou au titre d'un emploi précaire, constitue un problème de société majeur, aux dimensions énormes (le Monde du 21 août). Déjà, les premiers signes d'un « décrochage », lourd de conséquences, apparaissent.

Au travers de quelques indications éparses, glanées dans les éléments statistiques fournis notamment par l'INSEE, on peut constater que l'environnement des jeunes de moins de vingt-cinq ans s'est modifié au fil de la crise.

Un exemple ? On sait que 5,2 millions des 7,8 millions de jeunes âgés de quinze à vingt-quatre ans, en 1983, qu'ils soient actifs, scolarisés ou inactifs, vivaient encore chez leurs parents, mais, plus significatif encore, il est établi que 394 954 chômeurs habitaient dans une famille dont le salaire privé d'emploi n'était ni le conjoint ni la conjointe. C'est-à-dire, fort probablement, l'un des 710 343 jeunes inscrits à l'ANPE.

Un autre exemple ? Le bilan de l'emploi 1983 estime que les jeunes de moins de vingt-cinq ans, saisonniers, qui font partie des contrats à durée déterminée dont les jeunes représentent 68 % de la « clientèle », émanent pour les trois quarts de chômeurs et à 80 % de personnes qui n'ont pas d'enfant à charge. Plus de la moitié (51 %), précise l'ANPE, ont déjà travaillé auparavant avec un statut précaire. De même, parmi les chômeurs inscrits à l'ANPE, plus de la moitié des demandeurs d'un emploi à temps plein sont seuls, sans enfants à charge, et les jeunes de moins de 25 ans « représentent les deux tiers de ce groupe où les hommes sont majoritaires ».

De telles constatations amènent à penser que les jeunes actifs se sont installés dans la précarité et qu'ils y font face, si l'image n'était pas inquiétante, avec des solutions de fortune. Ils habitent plus longtemps chez leurs parents et évitent, si ce n'est de vivre avec un (e) petit (e) ami (e), du moins d'avoir des enfants.

Ce « nouveau monde » qui émerge réserve des surprises. Ainsi, on aurait tort de considérer le chômage et la précarité des jeunes comme le seul résultat d'une absence de formation ou de connaissance, même si les emplois proposés par l'intermédiaire du travail à durée déterminée se caractérisent souvent par la faiblesse de leurs qualifications. Certes, certes « flexibilité » de l'emploi est souvent l'apanage d'une main-d'œuvre peu qualifiée (ce qui, par parenthèse, limite singulièrement l'intérêt porté par le CNPF à cette notion, qui, dans la faits, s'accompagne mal de la modernisation de l'appareil productif) puisque 39,8 % des intérimaires et 34,2 % des « bénéficiaires » de contrats à durée déterminée sont des ouvriers non qualifiés, tout comme, respectivement, 31,2 % et 43,2 % sont des employés, mais, outre que les sociétés d'interim évoluent depuis les ordonnances de février 1982 vers des missions plus élaborées, on peut constater que le personnel ainsi employé peut être d'un niveau de formation plus élevé. C'est ainsi que l'ANPE souligne que 25 % et 8 % des demandeurs d'un emploi précaire ont respectivement le baccalauréat ou le baccalauréat plus deux années d'études, contre 19 % et 5 % des demandeurs d'un emploi à temps plein.

LES RÉACTIONS AUX DÉCLARATIONS DE M. MAIRE

« Il n'appartient pas à un leader syndical de donner des leçons politiques à un gouvernement, quel qu'il soit », a déclaré M. Paul Marchelli, président de la CGC, reçu lundi 20 août, avec une délégation de sa confédération, par M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, après l'interview de M. Maire dans le Monde du 20 août. M. Bergeron, secrétaire général de FO, M. Marchelli a objecté qu'« on ne peut en même temps investir, augmenter le pouvoir d'achat et rembourser nos dettes ». Pour le leader de la CGC, « on peut gagner la bataille de l'emploi si l'on accroit le rythme des investissements et si on ne se trompe pas de choix ».

De son côté, M. Serge Depaquit, secrétaire général du FSU, affirmant que l'appel d'Edmond Maire à un projet social de mobilisation doit être entendu : « La lutte pour l'emploi, l'action contre les inégalités, comme l'ouverture d'un débat public sur la réorientation des préférences sociales, constituent aujourd'hui des choix décisifs ».

A partir de telles observations, on peut imaginer que des jeunes ont accepté, au moins temporairement, de vivre de « petits boulots », de combiner et de débrouiller. Qu'ils l'aient voulu ou non, une certaine rupture est intervenue. Sans illusion, aigris, déçus ou broyés, ils font preuve d'un désenchantement ou même d'un détachement dont les stigmates ne s'effaceront pas de sitôt. Ils ont, pour certains, renoncé ou ne parviennent pas à s'insérer dans le projet d'une société qui, d'évidence, les a oubliés sinon sacrifiés.

En fait, il apparaît que le mal est plus grave, comme s'il remettait insidieusement en cause des valeurs établies et usées, comme si un ressort de la vie sociale était cassé, durablement. Puisque la stabilité dans l'emploi - sans parler de la garantie de l'emploi - ne peut être espérée à une échelle raisonnable, et que l'intégration ou la reconnaissance qui en découle ne peuvent être obtenues, le système D devient système. De proche en proche, s'élaborent de nouvelles règles, d'autres références, s'organise une société différente, en lisière de l'officielle.

Autant de processus, on peut imaginer que coexisteront, parallèlement, deux systèmes qui se feront que cohabiter. Dix ans de crise et de soubresauts perspectives pour longtemps encore auront mis en branle un mouvement d'exclusion qui, s'il ne s'est pas traduit par des remous, risque de causer des dommages irréparables et laisser bien des séquelles. Qui dira ce que peut être la mentalité, l'appréciation portée sur le monde du travail, d'un jeune qui aura connu des années de « galère » comme ils disent, avant de trouver, à vingt-cinq, vingt-six ou vingt-sept ans, un emploi normal ?

Pareille observation peut paraître alarmiste. Il n'empêche que quelque chose se produit sous nos yeux. En voudrait-on un autre signe - sans parler des petites annonces de Libération, des logements partagés ou de certains phénomènes de masse - il faut s'arrêter à un moment sur la signification du succès d'un livre récent tel que Les Mouvements de mode expliqués aux parents (1) qui, d'une façon anthropologique, décortique toutes les tribus tribus tribus dans lesquelles se classent les jeunes eux-mêmes. Or, d'évidence, certains de ces accoutrements sont synonymes de rejet, certes compatibles avec la précarité ou le chômage, mais inconciliables avec l'emploi stable d'intégration.

A l'inverse, et même certaines tendances de la mode en font foi, s'est développée parmi les jeunes qui ont réussi à passer à travers tous ces filtres de l'échec, une apparence froide et déterminée, un tempérament de gagnant et même de « coup ». Ce que le Point appelait la semaine dernière le style « Silicon Valley », version française des yuppies « young urban professional ».

Priorité aux adultes

Tout naturellement, vient ensuite la question de savoir pourquoi et comment, sans même en avoir conscience, nous en sommes arrivés là.

En fait, sous le septennat précédent, comme depuis mai 1981, la montée du chômage a amené les gouvernements successifs à agir au plus vite en préservant le sort du « moyen dur », c'est-à-dire les salariés d'âge adulte. Ensuite, on a développé l'action vers les deux extrêmes de la population active, en anticipant d'une part le retrait du marché du travail des plus âgés dans de bonnes conditions, généralement, et en retardant d'autre part l'arrivée des jeunes. Plus tard, ces deux interventions ont été intégrées dans ce qu'on a appelé le traitement social du chômage, mais il faut bien reconnaître que, si par l'utilisation mas-

sive de la pré-retraite cette dénomination n'a pas été usurpée, on ne peut pas en dire autant de la politique à l'égard des jeunes.

Certes, la scolarisation a augmenté et des efforts de formation ont été entrepris mais ces derniers n'ont pas toujours été à la hauteur des ambitions annoncées, parfois chèrement (le Monde du 24 juillet) (2). D'une certaine façon, on peut même estimer que, sans se l'avouer, on a fait l'impasse sur les jeunes en pensant qu'on pouvait différer leur entrée dans la vie active sans se soucier des conséquences à venir.

N'est-il pas significatif de ce point de vue que le nouveau régime d'indemnisation du chômage, laborieusement négocié cet hiver par les partenaires sociaux puis les pouvoirs publics, et entré en vigueur le 1^{er} avril 1984, se caractérise, justement, par une révision de la base de la couverture sociale des jeunes ? A titre d'exemple, un jeune demandeur d'un premier emploi percevait auparavant une allocation égale, au moins, à 40 % du SMIC. Aujourd'hui il ne touche plus que 40 F par jour.

Or, dans le même temps, le chômage augmentait de nouveau, réduisant d'autant les chances de trouver un emploi. Pis, les effectifs salariés diminuaient, la politique de modernisation de l'appareil industriel, liée à un tassement des emplois tertiaires ou de services, entraînant la perte, en 1983, de 180 000 emplois.

Dès lors, les jeunes étaient dans la nasse et pourraient y rester longtemps, compte tenu du peu de latitude laissée, pour une politique de l'emploi hardie, par les contraintes d'un retour aux grands équilibres (« Le Monde de l'économie » du 7 août). Force est d'ailleurs de reconnaître que peu de solutions, surtout immédiates, existent. Certains, comme Alfred Sauvy (le Monde daté 5-6 août) suggèrent bien de favoriser l'emploi « par le bas » en multipliant les travaux d'utilité sociale, par exemple, ou les métiers d'appoint, souvent peu ou mal rémunérés, mais ils admettent aussi que cette voie présente l'inconvénient d'enfermer l'état de fait du partage en deux univers distincts.

Toujours est-il que, pour amplifier et ses conséquences, un tel phénomène devrait amener à la prudence du CNPF, justement engagé dans une négociation sur le thème de la flexibilité, avec les syndicats, et à inquiéter le gouvernement. Chacun peut craindre, en effet, que si la société duale se mettrait en place durablement, avec la coexistence de deux systèmes de référence, l'indifférence des jeunes n'ait ensuite des répercussions sur la vie civique ou politique, si elle ne l'a déjà. Au point où nous en sommes aujourd'hui, laisser filer les choses pourrait conduire à l'« étatement » du peloton de la population active et pourrait produire l'irréversible.

La réponse économique à l'indispensable rénovation du pays telle qu'elle est aujourd'hui admise, serait-elle contradictoire ou compatible avec la recherche d'une solution adaptée pour cette société qui émerge ? C'est actuellement toute la question d'interrogation même s'il est globalement justifié peut-être à tout sacrifier à la marche forcée vers le progrès, faute de moyens ou par renoncement à l'élémentaire solidarité. Un risque existe de voir la modernisation et la compétition technicienne laisser de côté ceux qui y sont déjà, et en nombre. En d'autres termes, la « modernité » peut-elle accueillir rapidement, offrir une perspective de réinsertion à tous ces jeunes condamnés à la précarité ?

FIN

(1) Hector Oblak, Alain Soral, Alexandre Pasche. Editions Robert Laffont. 405 pages, 98 F.
(2) Voir le Monde de l'éducation - juin 1984, p. 106 « Emploi des jeunes : du social à l'économique ».

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UNE MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -
\$-L.	5,879	5,879	- 52	- 32
\$-M.	6,831	6,831	- 46	- 35
Yen (100)	3,674	3,676	+ 162	+ 179
DM	3,699	3,672	+ 154	+ 167
Fl.	2,719	2,784	+ 131	+ 130
F.S. (100)	15,086	15,209	+ 24	+ 30
F.S.	3,651	3,475	+ 218	+ 228
L. (100)	4,959	4,955	- 129	- 118
E.	11,642	11,634	+ 68	+ 82

TAUX DES EUROMONNAIES

	11/13/16	11/15/16	1/4	1/7	1/10	11/13/16	11/15/16	1/4	1/7	1/10
\$-L.	5 1/16	5 3/16	5 1/4	5 3/8	5 1/2	5 1/16	5 1/8	5 1/4	5 3/8	5 1/2
\$-M.	6 1/16	6 3/16	6 1/4	6 3/8	6 1/2	6 1/16	6 1/8	6 1/4	6 3/8	6 1/2
F.S. (100)	11 1/4	11 3/4	11 1/2	11 5/8	11 3/4	11 1/4	11 1/8	11 1/2	11 5/8	11 3/4
F.S.	1 5/8	1 7/8	1 7/16	1 7/8	1 1/2	1 5/8	1 1/2	1 7/16	1 7/8	1 1/2
L. (100)	13 5/8	14 5/8	13 5/8	14 3/8	14 1/2	13 5/8	14 1/8	13 5/8	14 3/8	14 1/2
E.	10 7/8	11 1/8	10 13/16	10 13/16	10 5/8	10 7/8	10 11/16	10 13/16	10 13/16	10 5/8
F. imp.	11 1/16	11 1/4	11 1/4	11 7/16	11 3/8	11 1/16	11 1/8	11 1/4	11 3/8	11 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AUTOMOBILE

Le règlement du dossier Citroën

La stratégie des petits pas

La réunion de comité central d'entreprise et des comités Citroën le 22 août marque une nouvelle étape dans la tentative de règlement du dossier Citroën. Étape décisive ? Non, sans doute. Mais étape importante qui devrait permettre aux différents intervenants de clarifier leur position.

Maintenant focalisée sur la demande de 2 937 licenciements (et peut-être 2 300 si l'on tient compte des retours volontaires dans le pays d'origine), l'affaire a donné lieu ces derniers jours à des mouvements tactiques, une stratégie des petits pas, qui pourrait déboucher sur une ébauche de solution.

Comment est-on parvenu à cette reprise du dialogue quand tout laissait croire que la situation était bloquée voire qu'il n'est pas très clairement établi. Il ne fait cependant pas de doute que le remaniement ministériel a constitué un élément important. M. Delebarre, le nouveau ministre du travail, a en les confidées plus franches pour reprendre discrètement des contacts tout azimut que son prédécesseur pouvait difficilement renouer.

Toujours est-il que, entre le 13 août, date de l'entrevue officielle - et rendue publique par ses soins - M. André Sainjon, secrétaire général de la métallurgie CGT, avec M. Delebarre, et le 17 août, journée consacrée par M. Jacques Calvet, président de Citroën, à la présentation de son « complément original au plan social » aux différents organismes syndicaux, des progrès significatifs ont été enregistrés.

Pèle-mêle, on croit comprendre à la lecture d'un communiqué du ministre du travail que celui-ci accepte l'éventualité de « suppressions d'emplois », et on note l'absence de toute référence à la réduction du temps de travail comme solution pour sauvegarder des emplois. Or son prédécesseur, M. Bérégovoy, qui s'était déjà illustré en reconnaissant l'existence de « surplus » dans l'entreprise, au grand dam de la CGT, était fermement opposé à de telles concessions. Dans ses réponses aux demandes de licenciements, il allait jusqu'à conditionner son autorisation à une baisse de deux heures de la réduction du temps de travail et à des efforts en matière de formation.

Sur ces points précis, la direction de Citroën se montrait intransigente. Elle refusait d'envisager une réduction du temps de travail et, si elle acceptait de faire des propositions pour la formation, elle demandait que les contrats de travail soient d'abord rompus. Manifestement, elle craignait qu'on lui demande, plus tard, des réintégrations dans l'entreprise, ou redoutait d'avoir à supporter longtemps une « casse intégration » qui n'aurait pas avoué son nom.

Là aussi, M. Calvet, le patron de Citroën, a changé. En contrepartie d'une autorisation préalable de licenciements que lui accorderait le ministre du travail, il accepterait maintenant que le contrat de travail soit « suspendu » et non pas rompu - pendant la période de dix mois de formation. Autrement dit, il admettrait la maintien d'un lien juridique entre le futur licencié et l'entreprise.

Côté syndical, les positions ont également évolué. Aucune des organisations consultées le 17 août n'a formellement rejeté le nouveau plan de M. Calvet. Dans des déclarations mesurées, chacun a voulu voir « une avancée » ou un élément « positif », même si tous, ou presque, ont déploré la « durée insuffisante » de cette formation.

Personne n'ayant élargi la palette, ou décidé de se mettre à part, le comité central d'entreprise pourra prendre connaissance de ces propositions le mercredi 22 août, et les mêmes organisations syndicales ouvriront ensuite des négociations vers la fin du mois, semble-t-il.

La réserve du gouvernement

C'est que, en effet, les modalités précises de ce dispositif ne sont pas toutes arrêtées. On ne sait pas encore si la formation sera offerte à tous les licenciés ou si ne seront licenciés que les salariés bénéficiant d'une formation. Les syndicats se montrent également sceptiques sur le contenu de cette

formation, de contrôle qu'ils pourraient exercer et des perspectives de reclassement qu'elle garantirait.

Accepteront-ils de croire que le centre de formation technologique mis en place par M. Bérégovoy, et qui devrait fonctionner en septembre, permettra soit de former aux métiers de l'automobile de demain, soit de donner une qualification équivalente dans d'autres secteurs d'activité ? Quand on sait que les travailleurs immigrés représentent 70 % de la main-d'œuvre de l'usine d'Aulnay-sous-Bois l'une des plus visées par les licenciements, et que, selon une enquête récente, ceux-ci sont à 66 % analphabètes, il y aurait quelque raison de douter.

Enfin, si le montant de la rémunération a été fixé à 70 % du salaire brut antérieur, on ne connaît pas le montant de la participation de Citroën et de celle de l'État.

Ces points en suspens devront faire l'objet d'un accord entre la direction de Citroën et les organisations syndicales. Le gouvernement se gardera bien, comme il l'a répété ces jours-ci, d'intervenir dans le débat et ne fera connaître son attitude qu'à la fin. Ainsi, il pourra doser son aide en fonction des efforts consentis de part et d'autre. Il y trouvera des avantages supplémentaires, comme de gagner du temps, de ne pas s'engager politiquement et, peut-être, de réussir à définir le mode d'emploi des nouveaux rapports sociaux que souhaite établir M. Laurent Fabius. Au-delà, il peut même espérer voir ébaucher, par les partenaires sociaux eux-mêmes, une solution qui préfigurerait un règlement général du dossier automobile, ou, du moins, qui serait compatible avec lui.

La prudence de la CGT

Cette réserve ne satisfait apparemment pas la CGT, qui, en appelant ouvertement à l'intervention du gouvernement dans cette affaire et réclame un geste, voire un soutien. C'est ce que demande expressément M. Sainjon dans le cas de Citroën quand il estime que le gouvernement ne doit pas simplement laisser les directions d'entreprise régler le dossier avec les syndicats (...). On ne peut pas discuter de plan social sans discuter de politique industrielle ». C'est ce que résume M. Gérard Aléard, secrétaire confédéral de la CGT, quand il annonce l'envoi d'une lettre au premier ministre pour lui demander d'organiser « sans tarder un vaste débat » sur l'automobile avec toutes les parties concernées.

L'appel du pied est d'autant plus pressant, de la part de la CGT, que celle-ci redoute toujours la pire

dans le traitement du dossier Citroën où elle a beaucoup à perdre. L'usine d'Aulnay-sous-Bois, où la CGT a encore obtenu 58,08 % aux dernières élections professionnelles au comité d'entreprise, contre 32,42 % à la CSU, 5,98 % à la CFDT et 3,52 % à FO, est historiquement un point social chaud. La première confédération ouvrière perdrait sa réputation d'organisation responsable si elle ne pouvait y maîtriser des débordements toujours possibles et qui pourraient s'alimenter du refus des nouvelles propositions de M. Calvet. En outre, la présence massive de travailleurs immigrés dans cette usine pourrait avoir des effets néfastes sur le jugement d'une partie de l'opinion publique.

Conscient de ces difficultés, M. André Sainjon a donc manié l'eau et le feu, avec précision. Le 13 août, il réclamait un geste de la part de M. Calvet, qui lui répondait le lendemain. Ensuite, il reconnaissait que les mesures proposées constituaient « un progrès limité » et allaient « dans le sens de ce que nous demandons, car le contrat de travail des salariés en période de formation sera prolongé de dix mois ». A l'inverse, et comme pour faire comprendre l'urgence d'avances plus importantes, le secrétaire général de la métallurgie faisait pression avec un argument de poids. « Il n'est pas possible de discuter valablement et sérieusement du devenir des salariés de l'entreprise pendant leur absence », soulignait-il, en demandant des réunions des comités d'établissement pour le mois de septembre.

Si M. Sainjon n'a pas été entendu - Citroën a maintenu les convocations du comité central d'entreprise et des comités d'établissement pour le 22 août, - il ne faut pas sous-estimer l'importance des gestes de modération qu'il a faits. Il y a eu encore, la FIM-CGT, qui juge maintenant les « propositions trop limitées car elles n'offrent pas de garanties en matière d'emploi », refusait tout « licenciement sec » et niait tout « surcoût ». Elle s'arc-boutait sur la défense de tous les salariés et répliquait en proposant une « relance industrielle ».

Désormais, tout semble en place pour un dénouement, même si la suite des événements peut encore réserver des surprises ou des rebondissements. La métallurgie CFDT, par exemple, qui s'est montrée discrète ces derniers temps, n'a-t-elle pas saisi l'occasion pour reparrer de la réduction du temps de travail ? Ce disant, elle faisait preuve de fermeté à l'égard de la direction de Citroën et prenait date, sur un thème essentiel, avec le ministère du gouvernement de gauche du septennat de M. Mitterrand.

A. L.

DANS UNE LETTRE OUVERTE AUX CADRES DE L'AUTOMOBILE

M. Philippe Herzog (PC) propose

la mise en œuvre d'une « politique de filière »

« Le sort de l'industrie automobile nationale est en jeu. Un redressement fondamental de la situation est incompatible avec des stratégies de régression », écrit M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du Parti communiste, chargé de la section économique, dans une « Lettre ouverte aux cadres de l'industrie automobile », publiée par l'Humanité du mardi 21 août. « Il y a plusieurs façons de faire face à des contraintes de compétitivité, de débouchés, de financement », estime M. Herzog, « chercher à le faire en réduisant l'emploi, c'est à mon avis, une solution de facilité ». Soulignant que « l'emploi et les salaires à payer » ne représentent en moyenne que 20 % environ du prix des véhicules, il suggère de s'attaquer au « problème des autres coûts, qui représentent 80 % des prix et (...) ne cessent d'augmenter. Ce sont ceux des produits qui entrent dans la fabrication des équipements, des services achetés en sous-traitance, très souvent à l'étranger, des frais financiers et de gestion, des provisions et amortissements ».

L'économiste du PC suggère une stratégie de compétitivité « fondée sur d'importants investissements matériels et immatériels (formation, recherche) pour développer et reconquérir la filière de l'automobile ». Cette politique de filière, qui s'appuierait sur un renforcement de la coopération entre les deux groupes nationaux, dont la « défection », est, estime-t-il, « dramatique », devrait conduire les firmes à une « politique de diversification, pour devenir des fournisseurs d'équipements pour les autres industries et, en particulier, pour moderniser les PME françaises ».

Soulignant également la nécessité de reconquérir le marché intérieur par une politique de gamme appropriée, en préparant notamment « de grands coups pour des véhicules populaires de bas de gamme, offrant par exemple des produits de qualité, à des prix accessibles pour les jeunes », M. Herzog dénonce la stratégie internationale passée des deux groupes français : « N'y a-t-il pas quelque facilité à chercher des débouchés accrus à l'étranger par des méthodes aussi coûteuses que les implantations massives qui sont tentées ? » Et il cite l'exemple du groupe Fiat qui « a abandonné ses activités aux Amériques, recourant son développement sur l'Italie et ses efforts commerciaux sur l'Europe, (tandis) que M. Agnelli met de l'argent dans son groupe, [et] que celui-ci est diversifié dans la production des équipements ». Certes, note M. Herzog, Fiat a supprimé des emplois, « mais le groupe conserve une partie de ses travailleurs sans emploi, et il présente des perspectives de réinsertion ».

M. Herzog propose enfin une injection de fonds privés et publics dans la filière - « Nous demandons aux pouvoirs publics de diriger leurs fonds pour une politique nationale des équipements » - et l'élaboration dans les deux groupes de « plans d'emploi », incluant non seulement des départs en préretraite ou des formations de reconversion, « mais surtout des qualifications pour tous et de nouveaux emplois pour améliorer et développer la fabrication, dans toute la filière ».

« Soyez certains que mes camarades et moi-même sommes animés par la volonté de pousser le débat au fond. Vous nous trouverez extrêmement fermes pour que des solutions positives répondent aux préoccupations des travailleurs », conclut M. Herzog.

CONJONCTURE

APRÈS L'IMPORTANT BAISSSE DES PRIX DU BŒUF A LA PRODUCTION

Les bouchers sous surveillance

Les bouchers ont-ils une part de responsabilité dans la hausse - un peu plus forte que prévue - de l'indice des prix de détail de juillet ? Les déclarations - de M. Pierre Bérégovoy - donnent à penser. Le nouveau ministre de l'économie et des finances avait tenu à faire savoir qu'il avait observé dans la Nièvre une tendance à la baisse des cours mais « qu'on n'en constatait pas les effets au niveau de la consommation ».

« Je ne dis pas que les bouchers sont coupables, avait commenté M. Bérégovoy, ni que tel ou tel intermédiaire ne fait pas son métier, mais il est bon qu'on y voit clair. » Aussi les commissaires de la République ont-ils été alertés.

Que disent les chiffres ? Au cours de cette quatrième semaine d'août les prix à la production du bœuf sont inférieurs de 4,6 % à ce qu'ils étaient il y a un an à la même époque. Cette baisse était encore plus importante à la fin juillet puisqu'elle atteignait 6,6 %.

La faiblesse des cours à la production n'est pas un phénomène nouveau : les prix ont stagné entre novembre 1983 et fin mars 1984. En avril et mai, la hausse saisonnière s'est produite (hausse des prix agricoles européens début avril, soudure) mais plus lentement qu'à l'habitude. Puis, dès juin, et surtout en juillet, les cours ont recommencé à baisser et cela de façon tout à fait inhabituelle pour la saison. C'est en effet durant l'été que les éleveurs

gagnent de l'argent. Ils en auront perdu cette année.

La baisse des cours du bœuf à la production s'explique facilement par une offre abondante, trop abondante. Nous nous trouvons, d'une part, dans la phase de forte production du cycle triennal. Le marché subit, d'autre part, le début des effets du contingentement laitier : beaucoup d'éleveurs pour réduire leur production de lait font abattre prématurément leurs bêtes avant que les cours ne baissent trop. L'effet psychologique a joué aussi, les marchés réagissant de façon excessive - à la baisse - anticipant les nombreux abattements de l'automne.

Incertitudes

Et les bouchers dans tout cela ? Les prix de détail du bœuf sont restés parfaitement stables pendant les quatre premiers mois de l'année, reflétant la stabilité des cours à la production. Rien à redire donc.

En mai et en juin, les prix à la consommation du bœuf ont augmenté, répercussion normale des hausses saisonnières intervenues à la production en avril et en mai (les marges des bouchers sont taxées sur la base des prix d'achat avec un mois de décalage). Rien à dire là non plus.

Si problème de non répercussion des baisses des cours à la production il y a, ce ne pourrait donc être que dans les prix de

détail de juillet et d'août. On ne connaît malheureusement pas encore les indices de l'INSEE pour cette période. Mais des relevés sont faits - à usage interne - par les services du ministère de l'économie et des finances. S'ils n'ont pas la fiabilité des relevés de l'INSEE, ils sont cependant considérés comme de bons indicateurs. Ils indiquent une hausse de 6 % en août des prix de détail du bœuf, ce qui tendrait à prouver qu'un dérapage s'est produit. D'où les « petites phrases » de M. Bérégovoy.

En attendant confirmation de ces chiffres par l'INSEE, deux informations méritent réflexion. La première : les cours à la production sont si déprimés que l'Office des viandes, pour les redresser, a commandé lundi 20 août à acheter massivement. Ces interventions vont se faire au rythme de 6 000 tonnes par semaine et pourraient durer plus de deux mois, cela pour éviter la colère des éleveurs lésés par des prix descendus à des niveaux historiquement bas (78 % seulement des prix d'orientation européens).

Second élément de réflexion : les difficultés de la boucherie traditionnelle confrontées à la concurrence des supermarchés, subissant une réglementation de ses marges alors même que depuis 1981 baisse la demande de viande de bœuf. A la mi-1984, la consommation de bifteck était inférieure de 4,5 % à ce qu'elle était en 1980...

ALAIN VERNHOLLES.

AFFAIRES

Financial Corp. of America est contrainte de vendre 222 millions de dollars d'actions American Express

En proie à de graves difficultés (le Monde du 17 août), la Financial Corporation of America (FCA), société-holding qui cofin, notamment, la plus importante institution d'épargne et de crédit américain - l'American Savings and Loan Association, - a vendu, lundi 20 août, à la Bourse de New-York, sept millions d'actions American Express qu'elle avait en portefeuille au prix de 31,75 dollars par action, soit un montant total de 222,5 millions de dollars. Cette opération - la seconde plus importante transaction jamais réalisée à Wall Street - a été conduite par la firme de courtage Salomon Brothers, laquelle a obtenu que plusieurs fonds américains de placement se portent acheteurs de ces titres American Express.

Au début de l'année 1984, FCA avait acheté une dizaine de millions d'actions Amex au prix de 29 dollars

par titre (soit un montant de 290 millions de dollars) et, selon certaines sources boursières, Financial Corp. avait déjà commencé à recéder, sur le marché boursier, une partie de ses titres (trois millions) au cours des dernières semaines. A ce jour, l'ensemble de son paquet d'actions Amex aurait donc été revendu. En outre, le groupe a vraisemblablement été contraint de vendre ces derniers jours l'équivalent de 1,5 milliard de dollars de titres hypothécaires.

La Financial Corp. avait été contrainte par les autorités de tutelle américaines à annoncer une perte de 107,5 millions de dollars pour le deuxième trimestre 1984 au lieu du bénéfice de 31 millions présenté initialement par les dirigeants accroissant les difficultés de cet établissement qui est confronté depuis plusieurs semaines à d'importants

retraits de dépôts : 550 millions de dollars en juillet et, selon certaines indications privées, 200 millions de dollars ces derniers jours.

Son directeur, M. Charles Knapp, avait indiqué que son groupe cherchait à réunir quelque 300 millions de dollars pour améliorer ses liquidités. Selon diverses rumeurs dont la presse américaine s'est fait l'écho, les autorités fédérales envisageraient de contraindre M. Knapp à démissionner au cas où ce dernier serait amené à leur demander une aide financière pour surmonter les difficultés actuelles de sa société. Plusieurs actionnaires, apprenant par ailleurs, ont entamé des poursuites judiciaires contre M. Knapp qu'ils accusent d'avoir entravé la réglementation financière et d'avoir ainsi, précédemment, « gonflé » la valeur du titre de la société en Bourse.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● **Etats-Unis : insolvabilité d'une petite banque.** - Une petite banque du Texas, l'American National Bank, dont le siège est à McLean, vient d'être déclarée insolvable par les autorités fédérales, portant ainsi à cinquante le nombre de banques qui ont fait faillite aux Etats-Unis depuis le début de l'année. Cette banque, dont les dépôts s'élevaient à 13 millions de dollars, est la sixième institution bancaire du Texas à fermer ses portes cette année, à la suite, notamment, du non-remboursement de certains prêts. - (AFP.)

Agriculture

● **Le Finistère victime de la sécheresse.** - Dans un télégramme adressé au commissaire de la République, les organisations agricoles du Finistère ont demandé que leur département soit déclaré zone sinistrée en raison d'une « période de sécheresse exceptionnelle ». Selon eux, la situation « prend actuellement une allure de catastrophe pour les agriculteurs et principalement les éleveurs ».

Energie

● **Les Etats-Unis doivent rembourser 9 millions de dollars à l'Iran.** - Le cour arbitral de La Haye, créé en 1981 pour juger des nombreux conflits d'intérêts opposant les Etats-Unis à l'Iran, a ordonné aux Etats-Unis de rembourser à l'Iran près de 9 millions de dollars (72 millions de francs), versés il y a dix ans par l'Organisation iranienne de l'énergie atomique à la Commission de l'énergie atomique des Etats-Unis pour la livraison d'uranium enrichi. La partie américaine avait refusé ce remboursement, arguant que la non-application de ces contrats était due aux Iraniens, mais elle n'a pu apporter la preuve écrite. Le tribunal de La Haye a déjà traité quelque cent cinquante affaires, pour lesquelles Téhéran a été condamné à verser près de 200 millions de dollars (1,8 milliard de francs) de dédommagement aux Etats-Unis.

Etranger

● **Etats-Unis : diminution des mises en chantier de logements.** - Les mises en chantier de logements aux Etats-Unis ont baissé de 6,6 % en juillet, alors qu'elles avaient augmenté de 5,1 % en juin, a annoncé le 17 août le Département du Commerce. De leur côté, les permis de construire délivrés en juillet ont diminué de 11,7 %, après avoir progressé de 1,3 % en juin. Cette évolution, estiment les spécialistes, traduit notamment la hausse des taux d'intérêt des prêts immobiliers intervenue ces derniers mois (15,8 % en juillet) et constitue une nouvelle indication du ralentissement de la croissance économique américaine. Les mises en chantier ont porté, en rythme annuel, sur 1,76 million de logements en juillet contre 1,89 million en juin. Par rapport à juillet 1983, elles ont diminué de 1,8 %. Le nombre de permis de construire s'est situé, en rythme annuel, à 1,56 million, ayant diminué de 10,8 % par rapport à juillet 1983. - (AFP, Agef.)

● **Belgique : déficit extérieur rectifié en hausse.** - La Belgique avait « oublié » près du tiers du déficit de sa balance commerciale en 1983, en annonçant, en juin dernier, un trou de 115 milliards de francs belges (2 milliards de dollars). Le déficit commercial rectifié s'établit à 166,3 milliards de francs belges (2,9 milliards de dollars), contre 260,2 milliards de francs belges (4,6 milliards de dollars) en 1982.

● **L'Institut national de la statistique avait omis de comptabiliser une large part des importations de pétrole brut des Pays-Bas, via le pipeline Rotterdam-Anvers.** - (AFP.)

● **Grande-Bretagne : diminution du PIB au deuxième trimestre.** - Le produit intérieur brut britannique a diminué de 0,4 % au deuxième trimestre, après avoir augmenté de 0,2 % au premier trimestre. Selon l'Office central de statistiques, cette baisse est due à la grève des mineurs de charbon qui a entraîné des pertes évaluées à 1,25 % du produit intérieur brut au deuxième trimestre. Sans cette grève, la croissance aurait été plus forte au deuxième trimestre qu'au premier. Alors que le gouvernement s'était fixé un objectif de croissance de 3 % pour l'ensemble de 1984, la banque Midland estime que la grève des mineurs réduira ce taux à 2 % seulement cette année. - (AFP.)

● **CEE : progression de l'investissement industriel pour la première fois depuis 1980.** - L'investissement industriel dans la Communauté européenne devrait croître de 7,2 % - en termes réels - en 1984, après avoir baissé de façon continue depuis le milieu de 1980 (-2 % en 1983). Selon une enquête réalisée en mars-avril auprès des chefs d'entreprise européens, dont les résultats ont été publiés, la hausse devrait atteindre 13 % aux prix courants. L'investissement industriel devrait croître fortement au Danemark (+ 60 % en valeur), mais devrait diminuer nettement au Luxembourg (- 22 %). La hausse en prix courants serait de 29 % aux Pays-Bas, 23 % en Grèce, 20 % en France, 16 % au Royaume-Uni, 15 % en Belgique, 13 % en Irlande, 11 % en Italie et 5 % en RFA. - (AFP.)

● **Cinq unions régionales CFDT favorables à l'élargissement de la CEE.** - Les cinq unions régionales CFDT concernées par l'élargissement de la CEE (Aquitaine, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, Corse et Provence-Côte d'Azur) donnent leur « accord de principe » à une « intégration à part entière de l'Espagne et du Portugal dans la CEE ». Dans un communiqué publié dimanche 19 août, ces organisations précisent qu'afin de conserver les « avantages » de l'élargissement pour tous les Etats concernés, des négociations garantissant la « mise en œuvre de politiques communautaires rééquilibrées, en particulier dans la lutte contre le chômage et pour l'essor des zones défavorisées » soient engagées.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

GRUPE CGE : CHIFFRE D'AFFAIRES DU PREMIER SEMESTRE 1984

Le chiffre d'affaires hors taxes réalisé au premier semestre 1984 par le Groupe de la Compagnie Générale d'Electricité (sociétés contrôlées et affiliées) s'est élevé à 32 872 millions de francs hors taxes, contre 31 763 millions de francs en 1983.

Ces deux montants ne sont pas comparables en raison des profondes modifications de structures qui sont intervenues au cours des douze mois écoulés et incluent notamment :

- La cession partielle de la participation du Groupe dans SGE Salmag et Brice ;
- La cession de Simsa Akatel et de Capem ;
- La prise de contrôle de la société Hochelins Brandi Sogemo et de trois câbleries françaises ;
- L'entrée parmi les sociétés affiliées de Thomson Télécommunications dont le mandat de gestion a été confié à la CGE et qui regroupe les activités télécommunications publiques, de bureau et de communications d'entreprise en provenance de Thomson.

A structures comparables, la progression d'une année à l'autre s'établit à + 14,7 %.

La répartition par secteurs d'activité du chiffre d'affaires total du Groupe est donnée dans le tableau ci-après. Les montants réalisés au cours d'une part du premier semestre 1983 et d'autre part du premier semestre 1984 sont accompagnés des variations correspondantes calculées à structures comparables.

MF : millions de francs	Montant Premier semestre 1983 publié	Montant Premier semestre 1984	Variation 1984-1983 à structures comparables
Electromécanique et construction navale	7 011	8 689	+ 24,4 %
Entreprise	2 250	2 320	+ 3,1 %
Télécommunications et informatique	6 097	11 470 (1)	+ 21,6 %
Câbles	3 146	3 914	+ 12,9 %
Accumulateurs et piles	1 831	1 915	+ 3,8 %
Matériel	579	762	+ 5,6 %
Grand public	499	520	+ 4,2 %
Commercial et divers	3 703	3 802	+ 2,5 %
TOTAL	31 763	32 872	+ 14,7 %

(1) Y compris Thomson Télécommunications.

La part relative des sociétés affiliées dans le chiffre d'affaires global est d'environ 25 %.

Le Monde

EDITION INTERNATIONALE

Vous allez vivre à l'étranger ?

Vous voulez garder le contact avec la France. Suivre les péripéties de la politique intérieure. Connaître le point de vue de Paris sur les affaires internationales. Ne rien ignorer de l'actualité économique et sociale de l'Hexagone.

Abonnez-vous à l'édition internationale hebdomadaire du Monde

Vous y trouverez chaque semaine sur douze pages au format du Monde les informations, les analyses et les commentaires de la rédaction sur tous les sujets de l'heure.

Demandez un numéro spécimen

Envoyez le bon ci-dessous au service des abonnements du Monde, 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09 (tél. : 246-72-23, poste 2391).

Nom : Prénom :
N° : Voie :
Code postal : Ville :
Pays :

souhaite recevoir un numéro spécimen de l'édition internationale hebdomadaire du Monde.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

Légère hausse
Les marchés financiers parisiens ont ouvert en légère hausse ce mercredi 22 août. Le CAC 40 a progressé de 1,25 point à 1 245,50. Les indices sectoriels ont également avancé, notamment celui des valeurs étrangères (+ 0,50 %) et celui des valeurs françaises (+ 0,25 %). Les obligations ont été assez calmes, avec une légère baisse des rendements. Les changes ont vu le dollar baisser de 1,50 franc à 6,55 francs.

LA VIE DES

NDRE PREMIER MINISTRE
Le Premier ministre, M. Laurent Fabius, a reçu ce mercredi 22 août, à l'Élysée, le ministre de l'Économie et des Finances, M. Pierre Bérégovoy. Ils ont discuté de la situation économique et financière du pays, ainsi que des perspectives de la politique économique pour l'automne.

INDICES QUOTIDIENS	22 août 1984	21 août 1984
INDICE CAC 40	1 245,50	1 244,25
INDICE DAX	1 245,50	1 244,25
INDICE DAX 100	1 245,50	1 244,25
INDICE DAX 200	1 245,50	1 244,25
INDICE DAX 300	1 245,50	1 244,25
INDICE DAX 400	1 245,50	1 244,25
INDICE DAX 500	1 245,50	1 244,25
INDICE DAX 600	1 245,50	1 244,25
INDICE DAX 700	1 245,50	1 244,25
INDICE DAX 800	1 245,50	1 244,25
INDICE DAX 900	1 245,50	1 244,25
INDICE DAX 1000	1 245,50	1 244,25

INDICES QUOTIDIENS

INDICE CAC 40 : 1 245,50

INDICE DAX : 1 245,50

INDICE DAX 100 : 1 245,50

INDICE DAX 200 : 1 245,50

INDICE DAX 300 : 1 245,50

INDICE DAX 400 : 1 245,50

INDICE DAX 500 : 1 245,50

INDICE DAX 600 : 1 245,50

INDICE DAX 700 : 1 245,50

INDICE DAX 800 : 1 245,50

INDICE DAX 900 : 1 245,50

INDICE DAX 1000 : 1 245,50

INDICE DAX 1100 : 1 245,50

INDICE DAX 1200 : 1 245,50

INDICE DAX 1300 : 1 245,50

INDICE DAX 1400 : 1 245,50

INDICE DAX 1500 : 1 245,50

INDICE DAX 1600 : 1 245,50

INDICE DAX 1700 : 1 245,50

INDICE DAX 1800 : 1 245,50

INDICE DAX 1900 : 1 245,50

INDICE DAX 2000 : 1 245,50

INDICE DAX 2100 : 1 245,50

INDICE DAX 2200 : 1 245,50

INDICE DAX 2300 : 1 245,50

INDICE DAX 2400 : 1 245,50

INDICE DAX 2500 : 1 245,50

INDICE DAX 2600 : 1 245,50

INDICE DAX 2700 : 1 245,50

INDICE DAX 2800 : 1 245,50

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

- 3-4. EUROPE**
- L'ouverture du procès des faux carnets de Hitler.
4. AMÉRIQUES
- L'ouverture de la convention républicaine.
5. AFRIQUE
- OUGANDA : le comportement des forces de l'ordre entrave l'action d'organismes humanitaires.
6. PROCHE-ORIENT
- « L'Egypte en fermentation » (II), par Eric Rouleau.

POLITIQUE

- 7.** La « bataille du référendum » : les députés socialistes amendent le projet présidentiel.
- Relance de la controverse sur les effets du scrutin proportionnel.
- Qui présidera l'Assemblée régionale de Corse ?

SOCIÉTÉ

- 8.** PLACE AUX ENFANTS : délinquants en culottes courtes.
- ÊTE : la fin d'une « Histoire d'amour ».
9. La santé des immigrés.
10. ANNIVERSAIRE : « Un promeneur dans Paris inauguré » (2), par Jean-Paul Sartre.
13. SPORTS.

CULTURE

- 11.** EXPOSITIONS : hommage à Schiaparelli.
- CINÉMA : Eric Rohmer, critique.
13. COMMUNICATION.

ÉCONOMIE

- 17.** SOCIAL : « Les jeunes à la recherche d'un emploi » (II), par Alain Lebeaux.
- AUTOMOBILE : le règlement du dossier Citroën : la stratégie des petits pots.
18. CONJONCTURE : les bouchers sous surveillance.
- AFFAIRES.

RADIO-TELEVISION (13)
INFORMATIONS
- « Vie associative » ; Méthodologie ; Mots croisés ; Journal officiel.
- Annonces classées (14-15) ; Carnet (10) ; Programmes des spectacles (12) ; Marchés financiers (19).

Le numéro de « Monde » daté 21 août 1984 a été tiré à 449 527 exemplaires.

N°1 de la FOURBURE D'OCCASION
Ouvert en Août
achat dépôt vente
LES DEUX OURS
106 Bd de Grenelle
Paris 15^e M La Motte Piquet
575.10.77

OUVERT EN AOUT
DE LA PLUS SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie d'un grand maître tailleur
PANTALONS à partir de 580 F
COSTUMES à partir de 1 750 F
MESURE
NOUVELLE COLLECTION
3 000 tissus
Luxeuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
Boutique Femme
TAILLEURS, HUPES, MANTEAUX
sur mesure
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
Prêt-à-porter Homme
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 742-70-61.
Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h.

A B C D E F G

L'ANNIVERSAIRE DE L'ASSASSINAT DE BENIGNO AQUINO

Cinq cent mille personnes ont manifesté à Manille

Manille. - Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont participé mardi 21 août à Manille à différentes manifestations pour le premier anniversaire de l'assassinat du dirigeant de l'opposition Benigno Aquino. Mais la journée s'est terminée au parc central de Rizal, avec le rassemblement de cinq cent mille personnes (soixante mille selon Radio-Veritas, station liée au clergé). Les manifestants chantaient « Marcos est un tueur ! » tandis que des pétards explosaient et que les cloches des églises sonnaient le tocsin. En fin d'après-midi, alors que les forces de sécurité se faisaient discrètes, aucun incident majeur n'avait encore été signalé.

Dès les premières heures de la matinée, les abords de l'aéroport, où Aquino a trouvé la mort à son retour d'exil des États-Unis, et ceux du cimetière où il a été inhumé étaient envahis par la foule.

Plus de cinq mille personnes ont assisté mardi à l'office religieux célébré par le cardinal Jaime Sin à la cathédrale de Santo-Domingo. Dans son homélie, l'archevêque de Manille a réitéré son appel au président Marcos afin qu'il accorde une amnistie aux prisonniers politiques, dissidents et exilés. « Les idées pour lesquels il [Benigno Aquino] est mort - la paix et l'unité dans tout le pays, la liberté et la justice pour tous - continuent à nous échapper, à être inaccessibles par le fait du gouvernement, qui reste insensible à nos vœux et à nos aspirations », a-t-il déclaré. S'adressant ensuite à l'opposition, le cardinal Sin a demandé de « pardonner à ceux qui tuent, à ceux qui pillent, à ceux qui agissent ».

EN UNE SEMAINE

Les bombardements afghans en territoire pakistanais ont fait près de cinquante morts

Le Pakistan a de nouveau accusé, lundi 20 août, l'Afghanistan d'avoir bombardé la veille le secteur frontalier de Tori-Mangal, sans doute personnes, dont douze réfugiés afghans et quatre pakistanais. Cette attaque, indique le gouvernement d'Islamabad, porte à quarante-neuf le nombre de morts victimes d'une semaine des « violations continues et non provoquées » du territoire pakistanais par l'aviation ou l'artillerie afghane.

Le chargé d'affaires afghan a été convoqué lundi pour la quatrième fois en sept jours au ministère des affaires étrangères où une « énergique note de protestation » lui a été remise. Le gouvernement de Kaboul a démenti être responsable des premiers bombardements annoncés les 13 et 14 août, mais n'a pas encore réagi aux incidents signalés depuis ces dates.

Selon un expert militaire occidental en poste à Islamabad, les bom-

bardeaux de l'aviation et de l'artillerie afghane seraient destinés à faire pression sur le gouvernement d'Islamabad en même temps qu'à atteindre les sources d'approvisionnement de la résistance. Cette dernière assise, en effet, à l'heure actuelle une unité gouvernementale afghane retranchée sur des positions situées à une quinzaine de kilomètres du secteur de Tori-Mangal.

Ce regain de tension à la frontière entre les deux pays ne paraît pas devoir empêcher la reprise, vendredi 24 août, à Genève, des négociations indirectes entre le Pakistan et l'Afghanistan sous l'égide des Nations unies. Le ministre afghan des affaires étrangères, Shah Mohammad Dost, a quitté Kaboul dès dimanche pour la Suisse, et son homologue pakistanais, Sahabzada Yakub Khan, doit partir mercredi d'Islamabad.

Le chef de l'Etat pakistanais, le général Zia Ul-Haq, a cependant écarté dimanche toute possibilité de « compromis », en indiquant qu'Islamabad ne reconnaîtrait pas le régime de Kaboul tant que les troupes soviétiques ne quitteraient pas l'Afghanistan, permettant le retour dans leur pays des quelque trois millions d'Afghans réfugiés au Pakistan. - (AFP.)

A Amsterdam

LES SQUATTERS LANCENT LA CHASSE AUX TOURISTES

(De notre correspondant.)
Amsterdam. - Un bateau de touristes qui visitait les canaux d'Amsterdam a été attaqué, le lundi 20 août, par un commando d'une vingtaine de squatters, qui, après avoir bloqué le passage du bateau avec un câble d'acier, l'ont arrosé de peinture et bombardé d'engins fumigènes, provoquant un début d'incendie.

Dans un communiqué, les squatters ont déclaré qu'ils considéraient « la chasse aux touristes comme étant ouverte », puisque, selon eux, la municipalité de la capitale donne un traitement de faveur aux visiteurs étrangers au détriment de la population locale. C'est une allusion à la récente évacuation d'un grand immeuble squatté pour faire place à la construction d'un hôtel Holiday Inn en plein centre d'Amsterdam.

Pendant l'assaut, les squatters ont dérobé un calicot sur lequel les affirmations prenaient la défense des démunis de la capitale. Ils ont eu le temps de déguiser avant l'arrivée de la police.

R.T.S.

ATHÈNES ANNULE LES MANŒUVRES CONJONCTES AVEC LES ÉTATS-UNIS

Le premier ministre grec et ministre de la défense, M. Andréas Papandréou, a annulé le lundi 20 août les manœuvres gréco-américaines « Zeus » qui devaient se dérouler du 1^{er} au 16 septembre dans la région de Naoussa (Macédoine). « La provocation et l'agressivité turques nous ont fait reconsidérer le danger visible et réel pour notre pays », a déclaré le premier ministre.

Il a ajouté que ces manœuvres « n'avaient aucun sens et n'apporteraient rien face au danger réel auquel la Grèce doit faire face ». « C'est par ailleurs pour ces raisons que l'on n'a pas permis la réalisation de l'accord Rogers », a dit le porte-parole. Cet accord, dit nom de commandant suprême de l'OTAN, le général Bernard Rogers, prévoit la création d'un quartier général allié à Larissa (centre de la Grèce) qui partagerait le contrôle opérationnel en Égée avec un autre commandement de l'OTAN à Izmir (Ouest de la Turquie).

D'autre part, le sous-secrétaire à la défense, M. Zakolikos, a confirmé la décision prise par le département du génie de l'armée grecque d'acheter une importante quantité de matériel à l'Union soviétique. Les pays de l'OTAN ne se fournissent généralement pas auprès de l'URSS pour ce type d'équipement qui sert à des travaux d'importance militaire.

M. LE PEN DÉMENT AVOIR L'INTENTION DE SE RENDRE EN GRÈCE

M. Jean-Marie Le Pen a démenti, lundi 20 août, « avoir l'intention de se rendre en Grèce en octobre, pour rencontrer le président Papandréou ». Le président du Front national a fait cette mise au point à la suite des informations publiées en Grèce par un hebdomadaire d'extrême droite qui avait annoncé que M. Le Pen demanderait, au cours de sa visite, l'autorisation de s'entretenir avec l'ancien dictateur qui purge une peine de prison à vie.

Une porte-parole de l'EPEN (Union politique nationale, parti grec d'extrême-droite constitué au début de 1984 par les nostalgiques de la dictature des colonels) avait précisé à l'AFP que la date de la visite de M. Le Pen serait fixée au mois de septembre et qu'il appartiendrait au gouvernement grec de permettre ou non au président du Front national de rencontrer M. Papandréou.

Le gouvernement grec avait aussi réagi en faisant officiellement savoir que « le peuple grec, qui, dans son combat pour la démocratie et la liberté, a payé un lourd tribut aux crimes des protégés de M. Le Pen, frémit à l'idée d'une telle visite ».

● L'UDB déçu. - L'Union démocratique bretonne (UDB, autonomiste et socialiste) estime que, « en refusant d'apporter les solutions - promises - aux problèmes de la Bretagne (emploi, culture) et en reportant systématiquement l'échéance des élections régionales, le pouvoir socialiste court le risque, après avoir déçu la volonté de changement des forces progressistes bretonnes, de créer en Bretagne une situation de blocage et de radicalisation comparable à celle que connaît aujourd'hui la Corse ».

● La Commission européenne demande des explications à la France sur le contrôle vétérinaire des moutons britanniques. - La Commission européenne veut savoir si les contrôles effectués par les services vétérinaires français sur les carcasses de moutons importés de Grande-Bretagne sont de pure routine ou si le renforcement de ces contrôles constitue un obstacle au commerce entre pays membres de la CEE. Plus précisément, la Commission veut savoir depuis quand existe en France le seuil de 1 ppm (partie par million) de résidu de lindane - dont les services vétérinaires ont trouvé de 1,65 à 7,17 ppm sur les carcasses incriminées (le Monde du 18 août). En l'absence de règles communautaires pour ce pesticide organo-chloré, c'est la règle nationale qui s'applique. Paris a dix jours pour répondre à cette demande, qui fait suite à une plainte du gouvernement britannique.

● L'ancien blasonnier d'Ankara et principal défenseur des syndicalistes de la confédération Disk, M. Orhan Ayyidin, condamné à cinq ans de détention, figure au nombre de ceux dont le procureur demandera la libération, considérant que le comité de la paix n'avait pas d'activités illégales.

Le procureur demandera en revanche la confirmation des peines de huit autres accusés pour leur participation à une soirée consacrée au poète Nazim Hikmet et pour leur défense d'un « concept marxiste de la paix ». Parmi eux figurent l'ex-ambassadeur et ancien président du comité, M. Mahmut Dikerdem, très gravement malade selon ses proches, le journaliste Ali Sirmen et le peintre Orhan Taylan, tous trois condamnés à huit ans de prison.

La cour d'appel, dont le verdict devrait être connu dans une dizaine de jours, suit en principe les recommandations du procureur.

University Studies in America Inc.
Une importante organisation universitaire américaine vous offre la possibilité de faire un an d'études dans une grande université US (vous pouvez vous inscrire avant d'être diplômé ou d'avoir un diplôme de baccalauréat ou de maîtrise) ou de faire un cycle complet de préparation au « Bachelor » ou au « Master » ou au « Ph.D. ».
CALIFORNIE, FLORIDE, MIDDLE WEST, NORD-EST.
USA-French-Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly, 722.94.94

Sur le vif

Épargnez-nous...

En ce lundi 13 août 1984, un rayon de soleil supplémentaire réchauffe mon cœur de « laissé-pour-compte » méridien sur la terrasse de sa petite maison varoise.

Ma pension ASSÉDIC de juillet a augmenté de 2,2 % ; ceci, ajouté au 1,8 % d'avril, fait réellement chaud au cœur... Bien sûr, il faudra attendre janvier 1985 pour le prochain « plus »... s'il doit y en avoir un !

J'ai donc repris mon budget familial : oui, j'en ai un, car, excusez-moi, j'oubliais ! Depuis le 1^{er} octobre 1982, cadre pré-retraité, je vis sous le régime dit « contrat de solidarité-démotion ». D'où ma pension ASSÉDIC.

De révisions en savants calculs, je conclus que les quelques deux cents francs mensuels supplémentaires pourraient s'ajouter au faible argent de poche du couple, ou bien aller fructifier sur mon livret A de césaire d'épargne.

Après consultation de François, mon épouse depuis trente-sept ans, c'est décidé : on attend septembre ! Trop d'inconnues à venir en août : factures EDF, téléphone, assurances, impôt sur

le revenu, révision de la voiture, que sais-je encore... Ne parlons pas d'ailleurs, depuis une huitaine, d'un nouveau « grignotage » de l'Écureuil ?... Un démenti « officiel » permet à François de combattre mon pessimisme qui fixe au 1^{er} septembre l'application de ce nouveau coup de Jarnac économique.

A vingt-heures, la nouvelle « tombée » : les 7,5 % d'indices des livrets A sont ramenés à 6,5 %... à compter du vendredi 16 août ! Une voix « off » explique que dans le cadre de la lutte contre l'inflation, tandis que deux courbes ondoient sur l'écran se rejoignent pour prouver que nous allons risquer sous peu de GAGNER de l'argent.

Et le « ministre de la tutelle » de nous achever en se félicitant bêtement du succès de sa politique économique, seule à pouvoir autoriser une mesure permettant aux démunis de ne plus PERDRE d'argent. De grâce, Monsieur le Ministre, épargnez-nous...

PHILIPPE BREITTMAYER
(Les Arcs-sur-Argens)

AVEC UN PROJET DE QUADRIRÉACTEUR

Airbus Industrie veut s'attaquer au marché du Boeing 747

Quelques mois après la signature, par l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne, l'Espagne et la France, d'un accord prévoyant la construction d'un bi-réacteur civil moyen, courtier de cent cinquante places, l'Airbus A-320 (le Monde du 14 mars), Airbus Industrie ressort de ses cartons un projet qui avait été, ces derniers temps, laissé à l'arrière-plan. Il s'agit du TA-11, quadrimoteur long-courrier de moyenne capacité qui, s'il était lancé, pourrait concurrencer Boeing dans le 747 d'un quasi-monopole. Les Européens tentent ainsi de prendre une part du marché offert par les compagnies aériennes non américaines dont les besoins sont estimés par Airbus Industrie à mille cent quarante appareils long-courriers d'ici à l'an 2002.

Deux versions de ce futur appareil sont envisagées : le 100, d'une capacité de deux cents à deux cent cinquante passagers, et le 200, qui pourrait transporter trois cents personnes. Elles pourraient franchir des distances de 10 000 kilomètres à 12 000 kilomètres.

Reste que ce projet devra encore faire l'objet d'un accord entre les partenaires européens avant d'être lancé. On devrait, d'ores et déjà, pouvoir compter sur un avis favorable de la part de l'Allemagne fédérale, la compagnie ouest-allemande Lufthansa réclamant, depuis des années, ce type d'appareils qu'elle souhaitait voir développer avant l'A-320.

En Turquie CERTAINS DIRIGEANTS DU COMITÉ POUR LA PAIX POURRAIENT ÊTRE ACQUITTÉS EN APPEL

Ankara (AFP). - Le procès en appel des intellectuels du Comité turc pour la paix, condamné en novembre dernier à des peines de cinq à huit ans de prison, s'est ouvert le mardi 21 août à Istanbul devant une cour d'appel militaire. Les peines prononcées en novembre contre des hommes qui jouissaient d'une certaine notoriété en Turquie avaient vivement ému les milieux intellectuels.

Le procureur militaire va demander l'acquiescement de quinze des vingt-trois dirigeants du comité, emprisonnés depuis novembre après avoir été reconnus coupables par la justice militaire de « fondation d'une organisation clandestine visant à la domination d'une classe ».

L'ancien blasonnier d'Ankara et principal défenseur des syndicalistes de la confédération Disk, M. Orhan Ayyidin, condamné à cinq ans de détention, figure au nombre de ceux dont le procureur demandera la libération, considérant que le comité de la paix n'avait pas d'activités illégales.

Le procureur demandera en revanche la confirmation des peines de huit autres accusés pour leur participation à une soirée consacrée au poète Nazim Hikmet et pour leur défense d'un « concept marxiste de la paix ». Parmi eux figurent l'ex-ambassadeur et ancien président du comité, M. Mahmut Dikerdem, très gravement malade selon ses proches, le journaliste Ali Sirmen et le peintre Orhan Taylan, tous trois condamnés à huit ans de prison.

La cour d'appel, dont le verdict devrait être connu dans une dizaine de jours, suit en principe les recommandations du procureur.

AMÉLIORATION DU COMMERCE EXTERIEUR EN JUILLET

Les résultats du commerce extérieur au cours du mois de juillet se sont traduits par rapport à ceux de juin. Les exportations en chiffres bruts ont atteint le mois dernier 72,7 milliards de francs, les importations 70,2 milliards de francs, dépassant ainsi un excédent de 2,5 milliards de francs.

Après correction des variations saisonnières, les exportations atteignent 69,3 milliards de francs, les importations 69,9 milliards. Le déficit est ainsi ramené à 595 millions, contre 5,2 milliards en juin. Sur les sept premiers mois de l'année, le déficit extérieur s'élève à 23 milliards de francs.

● British Petroleum a abandonné tout espoir de faire une découverte majeure en mer de Chine méridionale. - Dans une interview accordée au Financial Times, le vice-président de la BP, M. Roger Bexon, a précisé qu'après cinq forages, tous infructueux, effectués (pour 53 millions de dollars) sur les sites les plus prometteurs pour la découverte de gisements majeurs en mer de Chine méridionale, la compagnie allait porter ses recherches sur les zones considérées comme secondaires, où les gisements éventuellement découverts risquent de s'avérer plus petits et plus profonds.

● L'opposition philippine a annoncé qu'elle ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos. L'opposition philippine a annoncé qu'elle ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

● L'opposition philippine a annoncé qu'elle ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

● L'opposition philippine a annoncé qu'elle ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

● L'opposition philippine a annoncé qu'elle ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

● L'opposition philippine a annoncé qu'elle ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

● L'opposition philippine a annoncé qu'elle ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

● L'opposition philippine a annoncé qu'elle ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

● L'opposition philippine a annoncé qu'elle ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

● L'opposition philippine a annoncé qu'elle ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

● L'opposition philippine a annoncé qu'elle ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

● L'opposition philippine a annoncé qu'elle ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

● L'opposition philippine a annoncé qu'elle ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

● L'opposition philippine a annoncé qu'elle ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

● L'opposition philippine a annoncé qu'elle ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

● L'opposition philippine a annoncé qu'elle ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

● L'opposition philippine a annoncé qu'elle ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

● L'opposition philippine a annoncé qu'elle ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

● L'opposition philippine a annoncé qu'elle ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

● L'opposition philippine a annoncé qu'elle ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

Washington le président Marcos

Le président Marcos a annoncé qu'il ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

Le président Marcos a annoncé qu'il ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

Le président Marcos a annoncé qu'il ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

Le président Marcos a annoncé qu'il ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

Le président Marcos a annoncé qu'il ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

Le président Marcos a annoncé qu'il ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

Le président Marcos a annoncé qu'il ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

Le président Marcos a annoncé qu'il ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

Le président Marcos a annoncé qu'il ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

Le président Marcos a annoncé qu'il ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

Le président Marcos a annoncé qu'il ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

Le président Marcos a annoncé qu'il ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

Le président Marcos a annoncé qu'il ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

Le président Marcos a annoncé qu'il ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

Le président Marcos a annoncé qu'il ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

Le président Marcos a annoncé qu'il ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

Le président Marcos a annoncé qu'il ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

Le président Marcos a annoncé qu'il ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

Le président Marcos a annoncé qu'il ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

Le président Marcos a annoncé qu'il ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

Le président Marcos a annoncé qu'il ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

Le président Marcos a annoncé qu'il ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

Le président Marcos a annoncé qu'il ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

Le président Marcos a annoncé qu'il ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

Le président Marcos a annoncé qu'il ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

Le président Marcos a annoncé qu'il ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

Le président Marcos a annoncé qu'il ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

Le président Marcos a annoncé qu'il ne lui est pas fondée à envisager pour le moment la suspension pour la Maison Blanche de l'administration de Ferdinand Marcos.

هكذا من الأصل